

RAPPORT DE LA TOURNÉE SUR LES ENJEUX EN LOGEMENT ET ITINÉRANCE AU QUÉBEC.



RAPPORT SOMMAIRE

TOURNÉE NATIONALE SUR LE LOGEMENT ET L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC.



Initiateur de la démarche :

Denis Trudel , Député de Longueuil--Saint-Hubert et
porte-parole en matière de Solidarité sociale pour le
Bloc Québécois.

Prise de notes :

Priscillia Laplante

Rédaction :

Denis Trudel

Priscillia Laplante

Jean-Sébastien Talbot

Révision :

Tommy Hurteau

Le service de recherche du Bloc Québécois

Rapport complet :

<https://consultation.quebec/logement-itinerance/>

TABLE DES MATIÈRES

- 04 Mot du député
- 05 Introduction
- 07 Mise en contexte
- 11 La démarche
- 14 Chiffres clés
- 18 La tournée en images
- 19 Conclusion et pistes de solutions

MOT DU DÉPUTÉ

Il y a un an, je suis parti à travers le Québec.
Je voulais voir et ressentir cette crise du logement dont tout le monde parle.
On peut passer des années à Ottawa à lire des rapports, à étudier des tableaux, décortiquer des chiffres...
Mais derrière les statistiques, il y a des gens... et ceux qui aident les gens.

Comprendre.
Et j'ai compris... enfin, je crois.
Mais je ne l'accepte pas.

Des familles entières qui dorment dans la rue.
Des mères monoparentales qui dorment dans leurs voitures avec leurs enfants.
Des femmes enceintes qui accouchent sous une tente dans le centre-ville d'une grande ville du Québec.
Dix-sept personnes entassées dans un 4 1/2 insalubre.
Des étudiants dans des refuges pour itinérants !
Des aînés qui se font foutre dehors de leur loyer et qui, désespérés, se tournent vers des ressources d'hébergement d'urgence.
Des familles immigrantes sans ressources sous une bâche près d'une rivière à -30 degrés.

De la détresse, du désespoir, de la peur, de la misère. Une crise sociale majeure se déroule en ce moment même, sous nos yeux.



Je l'ai vu !
Pendant que des spéculateurs avides s'en mettent plein les poches aux dépens des plus vulnérables d'entre nous, et avec la complicité du gouvernement fédéral, des centaines de milliers de ménages québécois vivent dans l'angoisse de réussir à sauvegarder un peu de dignité en ayant un toit salubre et abordable au-dessus de leur tête.

Quel est ce pays qui laisse mourir des gens dans la rue dans la plus complète indigence pendant qu'il verse 50 milliards aux compagnies pétrolières !??

Aux portes même de son Parlement, des gens y «vivent» sous une toile.
Un droit humain ! Un droit fondamental !
Avoir un toit sur la tête.
Et c'est un échec !
Et je ne l'accepte pas !
Nous ne pouvons pas, comme société, l'accepter.
Ça devrait, et de toute urgence, devenir la priorité no. 1 de tous nos gouvernements.

Par nécessité.
Par solidarité.
Par humanisme.

Ce rapport se veut une petite brique dans l'édifice de solidarité que nous avons le devoir d'ériger au centre de notre projet de société.

Des solutions existent.
Des tas de gens extraordinaires de partout au Québec m'en ont suggérées.
Elles sont dans ce rapport.

J'en propose d'autres.
Il y en a sûrement d'autres encore...
Mais le statu quo est intenable.
Tragique.

Agissons !

Introduction

«La machine est brisée.» Tel a été le constat de l'une des participantes de ma Tournée nationale sur les enjeux touchant l'offre de logement et l'itinérance. Peine est de confirmer qu'il y a urgence en la demeure et que la «machine» ne répond plus aux besoins de base de la population.

Alors que le Canada se perçoit comme un pays riche et développé, il peine à loger convenablement une grande partie de ses citoyens. Nous vivons une véritable crise sociale! Nous faisons face actuellement à une double crise: une crise d'accessibilité (accès à un logement, itinérance et précarité en hausse) et d'abordabilité (accès à un logement à l'intérieur d'une capacité normale de payer: 30 % du revenu).

Les causes de cette crise ?

Le désengagement du fédéral en matière de logement social depuis 30 ans, la financiarisation du logement, la hausse des taux d'intérêt qui freine les mises en chantier, la pénurie de main-d'œuvre, l'inflation, les délais de construction, la complexité et l'arrimage déficient des programmes (fédéraux, provinciaux, municipaux), les locations court terme (Airbnb, etc.), les hausses abusives de loyer, les rénovictions et j'en passe...

Le manque d'offre est la problématique majeure à la crise actuelle. C'est, par exemple, 65000 logements sociaux non construits au Québec et qui auraient dû l'être n'eut été du désengagement du fédéral dans les années 90 (FRAPRU, 2014). Qu'attendons-nous? Il faut cesser de voir le logement comme un outil de spéculation et un véhicule pour faire de l'argent. Avoir un toit, décent et abordable, est un droit fondamental. Un droit humain!

Alors qu'au Canada, la proportion de logements sociaux se situe autour de 5 % du parc locatif, certains pays d'Europe en possèdent entre 20 % et 30 % (Hypostat, 2018). Le logement social et communautaire permet, entre autres, d'offrir une qualité de vie et une certaine dignité aux personnes vulnérables de notre société. Nous devons revenir à une vision humaniste du logement ! C'est une des clés pour sortir de cette crise.

Ce manque de logement a des effets dévastateurs sur la vie des gens. Il est inacceptable que l'on manque de logements pour loger, notamment en Gaspésie, des infirmières dont on a cruellement besoin. Il est inacceptable que l'on manque de logements pour loger les travailleurs en Abitibi et en région alors que les pénuries de main-d'œuvre sévissent partout sur le territoire.

Il est inacceptable que des étudiants reportent des projets d'études au Saguenay, à Rimouski et à Gaspé, faute de logements pour les accueillir. Il est inacceptable que des aînés soient victimes de rénovictions. Il est inacceptable que dans la région de Lanaudière, les jeunes ménages quittent à cause de l'impossibilité d'accéder à la propriété.

Or les premières victimes de ce manque cruel de logement, ce sont les personnes qui vivaient déjà en situation de précarité avant la pandémie. Une partie de celles et ceux qui peinaient à joindre les deux bouts s'est retrouvée sans filet de sécurité et parfois même sans toit. Ainsi, alors que l'itinérance semblait n'exister qu'en milieu urbain, on retrouve maintenant des parcs de tentes aux quatre coins du Québec ! Monsieur et madame Tout-le-Monde qui dort dans leur voiture, des familles avec enfants, des jeunes femmes enceintes, des aînés dans des refuges, des femmes violentées sans alternatives, des personnes vivant avec un handicap à la rue. D'une tristesse!

La Ville de Granby a pris le taureau par les cornes en délimitant une zone où les tentes sont permises. Pour offrir une certaine forme de protection et de sécurité aux personnes sans-abri, on en est donc rendu à "institutionnaliser" l'itinérance urbaine dans nos villes !! Est-ce digne d'un pays du G7 ?

Pire encore, cette crise a un effet direct sur les services offerts à ces personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance en court-circuitant le continuum de services par manque de logement au bout du processus.

La question à se poser ici est « Dans quel genre de société souhaitons-nous vivre? ».

Dans ce rapport, vous trouverez des statistiques, des états de fait sur le logement et l'itinérance de partout à travers le Québec. Vous y trouverez aussi des témoignages de travailleurs communautaires qui se sentent impuissants face à la lourdeur de la crise, de développeurs de projets qui se perdent dans les dédales administratifs, mais surtout vous lirez le témoignage de Québécoises et de Québécois qui se relèvent les manches et qui travaillent collectivement à la recherche de solutions et à la réalisation de celles-ci.

La Stratégie nationale sur le logement, un échec...

Le gouvernement canadien a mis en place une Stratégie nationale sur le logement ayant pour objectif principal d'améliorer l'accès à un logement sûr et abordable pour tous les Canadiens. Cette Stratégie, lancée en 2017 et s'étendant sur une période de 10 ans, vise à : réduire l'itinérance chronique de 50 %,

réparer et moderniser 300 000 logements, éliminer la précarité en matière de logement pour 530 000 familles et en construire 160 000 nouveaux.

En plus de ses objectifs chiffrables, le gouvernement s'engageait à dégager les investissements nécessaires pour renforcer la classe moyenne, stimuler l'économie et créer une nouvelle génération de logements. (Gouvernement du Canada, 2018).

Tableau 1

Croissance des loyers moyens – Logements avec et sans roulement de locataires – Marché locatif traditionnel

Région métropolitaine de recensement (RMR)	Taux de roulement en 2023 (tous les log. du marché locatif traditionnel)	Augmentation du loyer moyen des log. de 2 ch., avec roulement	Augmentation du loyer moyen des log. de 2 ch., sans roulement
Canada	12,4 % (a)	24,1 % (a)	5,1 % (a)
Vancouver	8,1 % (a)	33,5 % (a)	5,9 % (b)
Victoria	15,7 % (a)	37,1 % (a)	3,7 % (d)
Edmonton	28,1 % (a)	6,6 % (a)	5 % (b)
Calgary	23,6 % (a)	19,9 % (a)	10,9 % (c)
Regina	31,9 % (a)	9,4 % (b)	6,1 % (b)
Saskatoon	36,5 % (a)	10,7 % (c)	6,8 % (b)
Winnipeg	19,2 % (a)	4,6 % (c)	3,3 % (b)
Hamilton	11,1 % (a)	41,8 % (a)	7,6 % (b)
Windsor	11,6 % (a)	~	~
KCW +	14,7 % (a)	37 % (a)	2,4 % (c)
London	14,4 % (a)	35,7 % (a)	2,7 % (b)
Kingston	14 % (a)	~	3,1 % (d)
Toronto	8,3 % (a)	40,4 % (a)	4,4 % (b)
Ottawa	16,5 % (a)	19,7 % (a)	1,2 % (d)
Gatineau	13,2 % (c)	~	~
Montréal	9,6 % (a)	18,9 % (a)	5,7 % (b)
Québec	14,9 % (a)	13 % (c)	3,9 % (c)
Halifax	10,5 % (a)	22,7 % (d)	8,5 % (b)

Les lettres suivantes indiquent le degré de fiabilité des données estimatives : a - Excellent, b - Très bon, c - Bon, d - Mauvaise (utiliser avec prudence)

+ Kitchener - Cambridge - Waterloo

~ Données non publiées pour des raisons de fiabilité statistique

La Stratégie nationale sur le logement repose donc sur trois piliers principaux : la construction de nouveaux logements abordables, la préservation et la rénovation des logements existants, ainsi que le soutien aux personnes vulnérables et en situation d'itinérance (Gouvernement du Canada, 2018).

Le logement et l'itinérance sont des enjeux majeurs partout au Canada, touchant des millions de personnes. La situation du logement est devenue de plus en plus préoccupante, avec des loyers en constante augmentation, associée à une pénurie de logements abordables. (Bureau du vérificateur général du Canada, 2022)

L'itinérance, quant à elle, est un problème complexe qui affecte de nombreuses personnes vulnérables, notamment les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale et/ou de dépendances, les jeunes et même maintenant les aînés. (Gouvernement du Québec, 2023).

Malheureusement, comme en conviennent différents rapports, tant des organisations œuvrant pour la défense des droits des locataires, tels que le Front d'action populaire en réaménagement

urbain (FRAPRU) et le Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ), que des instances gouvernementales comme le Bureau du vérificateur général et le Bureau du défenseur fédéral du logement, il reste encore beaucoup de travail à faire pour atteindre les objectifs fixés et assurer un logement décent pour tous les Canadiens. (FRAPRU,2023; RSIQ, 2023; Bureau du vérificateur général du Canada, 2022; Bureau du défenseur fédérale du logement, 2023)

Agissant dans une compétence québécoise, la stratégie nationale fédérale ne répond pas aux problèmes du Québec par la nature des programmes découlant de ses objectifs. Le Québec, par la Société d'Habitation du Québec (SHQ), est le mieux placé pour répondre aux besoins des Québécois. Au lieu de transférer les sommes réservées au Québec directement comme cela devrait l'être, Ottawa retarde par ses longues négociations la mise en œuvre de projets sur le terrain dans les régions du Québec.

... pour le Québec

La crise du logement au Québec présente des spécificités et des défis importants, notamment en termes d'accessibilité en raison des coûts élevés pour la location, les coûts de construction et à la pénurie de logements abordables et sociaux.

Des milliers de ménages sont touchés par cette pénurie, entre autres les étudiants, les travailleurs en région éloignée, les familles, les aînés pour ne nommer que ceux-ci. Les coûts du logement au Québec ont augmenté de manière significative ces dernières années comme le démontre le tableau suivant.

Tableau 2

Loyers moyens Kijiji, province de Québec en 2022-2023, par taille de logement, écart (%) avec les données récoltées en 2022, taille de l'échantillon

	Studio	3 1/2	4 1/2	5 1/2	Total
Loyer moyen	1118\$	1243\$	1504\$	1908\$	1470\$
Écart 2022-2023	18,2%	14,6%	14,7%	12,5%	13,7%
Écart SCHL	47,0%	40,3%	50,2%	60,1%	50,5%
Échantillon	6189	14120	17654	10927	48890

Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec, 2023

Par ailleurs, ces augmentations sont disproportionnées par rapport aux revenus, ce qui rend encore plus difficile, pour de nombreuses personnes à faible revenu, de trouver un logement vraiment abordable.

Selon la Société canadienne d'hypothèque(s) et de logement, le taux de logements vacants accessibles pour les personnes ayant un revenu de moins de 43000\$ était de 1 % alors que pour un ménage au revenu entre 63000\$ et 97000\$, il était de 5,4 % (SCHL, 2023b).

Tableau 3

Taux d'inoccupation et loyer moyen en octobre 2022 et augmentation depuis octobre 2021 et 2018. (SCHL, 2022)

Territoire	Taux d'inoccupation	Loyer moyen	Augmentation depuis 2021	Augmentation depuis 2018
Gatineau	0,8%	1204\$	+22,1%	+56,2%
Montréal	2,0%	998\$	+9,3%	+25,2%
Québec(V)	1,5%	948\$	+3,5%	+16,5%
Saguenay	0,9%	690\$	+1,5%	+18,8%
Sherbrooke	0,9%	823\$	+13,2%	32,5%
Trois-Rivières	0,9%	688\$	+7,2%	+19,9%
Québec	1,7%	952\$	+9%	+25%

Au moment de finaliser ce rapport, de nouvelles données émergeaient, dressant un portrait plutôt sombre de la tangente du marché locatif actuel.

Centre	Tous les appartements	
	Oct. 2022	Oct. 2023
Montréal (RMR)	2	1,5
Québec (RMR)	1,5	0,9
Trois-Rivières (RMR)	0,9	0,4
Saint-Hyacinthe (AR)	2	1,9
Zone 4-Grand-Mère/Saint-Georges	0,3	0,1
Victoriaville (AR)	1,6	1
Montmagny (V)	0,6	0,2
Mont-Laurier (V)	3,7	0,8
Saint-Félicien (V)	1,1	1
Saint-Raymond V	1,2	0,6
Saint-Sauveur V	0,3	0
Dolbeau-Mistassini (AR)	1,3	1
Matane (AR)	2,3	1,2
Sainte-Agathe-des-Monts (V)	0,8	0,7
Saint-Georges (AR)	0,7	0,5
Sainte-Marie (AR)	1	0,2
Sept-Îles (AR)	1,4	1,3
Thetford Mines (AR)	0,8	0,7
Val-d'Or (AR)	1,7	0,4
RMR du Québec	1,8	1,4
Québec, centres de 10 000+	1,7	1,3

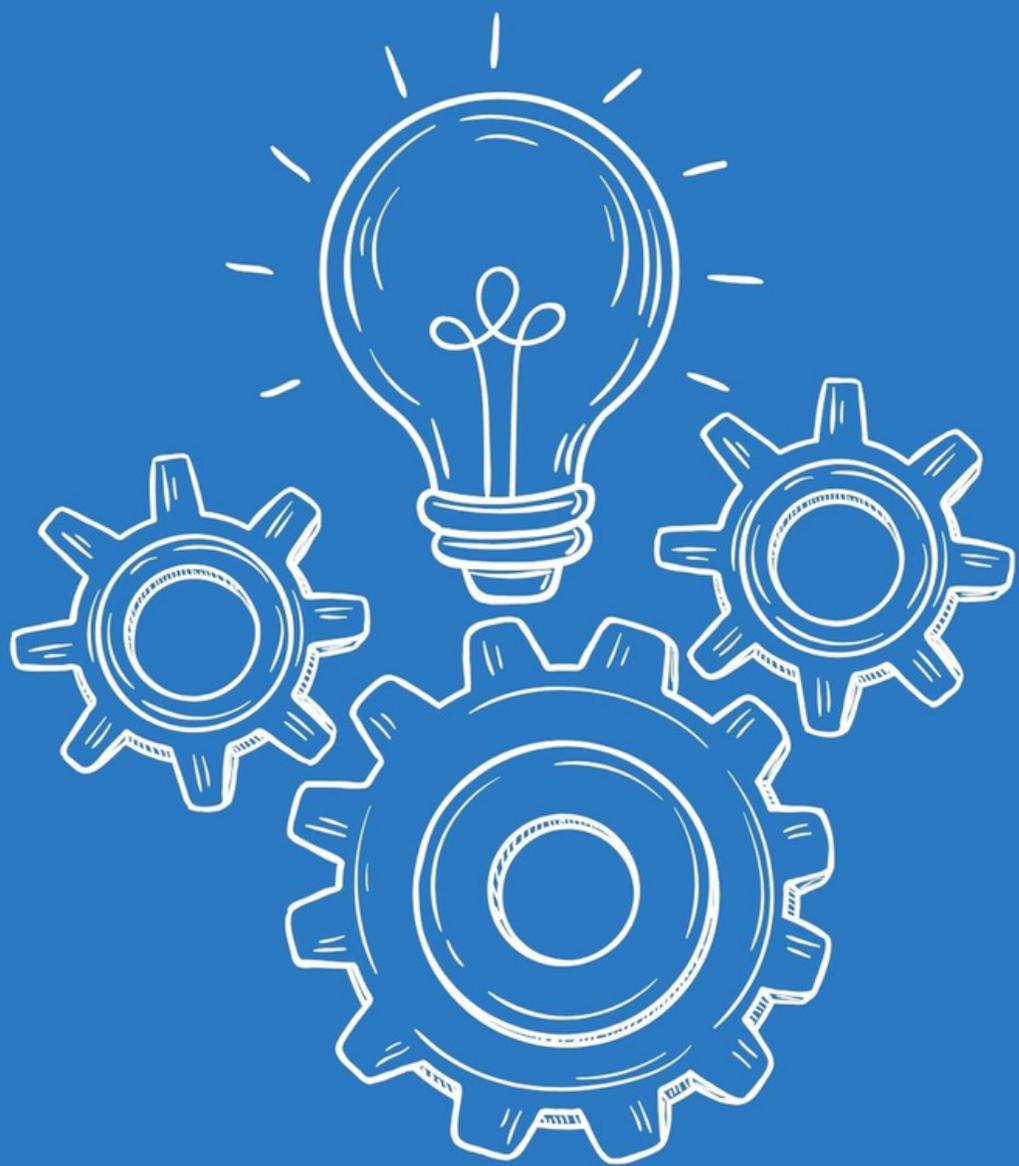
Rapport de la SCHL sur l'offre de logements. Janvier 2024

Le nombre de logements sociaux, communautaires et abordables disponibles est insuffisant pour répondre à la demande croissante, ce qui entraîne une liste d'attente importante et des difficultés pour les personnes dans le besoin. Durant les six premiers mois de 2023, les mises en chantier accusaient un recul de près de 60 % par rapport à la même période en 2022, son plus bas niveau en 26 ans durant ce semestre. (SCHL, 2023c).

Pour atteindre un niveau adéquat d'abordabilité, nous devons accroître l'offre de logements (SCHL, 2023d). Le Sommet sur l'itinérance organisé par la Ville de Québec et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), qui a eu lieu à Québec en septembre dernier, concluait notamment ses travaux en préconisant la nécessité d'une approche globale et collaborative entre les différents acteurs : les gouvernements, les organismes communautaires et le privé pour faire face aux défis de l'itinérance et du manque de logements décents pour tous les Québécois.

Les communautés autochtones au Québec font face à des défis spécifiques en matière de logement, notamment en raison de l'éloignement géographique, du manque d'infrastructures adéquates et des problèmes de surpeuplement.

De plus, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) dénonce la discrimination dont les femmes métisses sont victimes: 83 % d'entre elles en ont fait l'objet alors qu'elles tentaient de louer un logement (AFAC, 2020). En 2021, selon Statistique Canada, plus d'un Autochtone sur six (17,1 %) vivait dans un logement surpeuplé jugé non convenable pour le nombre de personnes qui y habitaient. En 2023, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay, a mis de l'avant la discrimination et les difficultés d'accès pour les personnes autochtones à un logement adapté à leurs besoins. (Calí Tzay, 2023)



La démarche



LA TOURNÉE NATIONALE SUR LE LOGEMENT ET L'ITINÉRANCE

C'est en octobre 2019 que M. Denis Trudel a eu le mandat d'agir comme porte-parole en matière de Solidarité sociale. Dès sa nomination, le député Trudel s'est mis au travail et a multiplié les rencontres avec les intervenants et les acteurs incontournables du milieu du logement et de l'itinérance. Ces rencontres ont permis d'établir un premier contact, de connaître les activités de chaque groupe, d'identifier leurs enjeux et leurs préoccupations. Elles ont aussi permis de réaliser à quel point les enjeux en logement sont transversaux dans plusieurs domaines et que l'équilibre de plusieurs secteurs repose sur la disponibilité et l'accessibilité au logement.

En 2022, plusieurs rencontres régionales ou locales ont eu lieu et ont rassemblé les intervenants en logement à Longueuil, à Drummondville et dans le Centre du Québec, les gens de la table de concertation sur le logement de la Corporation de Développement Communautaire des Maskoutains (CDC) à Saint-Hyacinthe et les groupes de logements des villes de Beauharnois et de Salaberry-de-Valleyfield.

Ces rencontres enrichissantes ont démontré que les réalités vécues dans ces localités étaient différentes, malgré certaines similitudes. La mise en place d'une tournée nationale sur le logement et l'itinérance s'est imposée d'elle-même pour mettre en valeur les différentes réalités des régions du Québec et en porter les revendications à Ottawa.

LES OBJECTIFS DE LA TOURNÉE NATIONALE



Mettre en lumière les besoins de la population québécoise;

Cibler les enjeux particuliers de chaque région;

Dresser un portrait du Québec en matière de logement et d'itinérance;

Porter les revendications et réalités vécues par les différentes régions du Québec à Ottawa :

- Rendre prioritaires les enjeux du logement et de l'itinérance;
- Adapter aux besoins des communautés les programmes en itinérance « Vers un chez-soi » et « Vers un chez-soi pour les Autochtones » ;
- Entamer une réflexion sur les nouvelles réalités en itinérance, en logement et en pauvreté pour une réponse adéquate et concertée.

LANCEMENT DE LA TOURNÉE NATIONALE SUR LE LOGEMENT ET L'ITINÉRANCE

Dès janvier 2023, avec l'aide des élus du Bloc Québécois, les réunions ont débuté pour aller à la rencontre d'acteurs clés partout sur le territoire du Québec. Bien entendu, la première rencontre a eu lieu à Longueuil dans la circonscription du député Trudel.

Les députés du Bloc Québécois agissaient comme facilitateurs et organisateurs auprès des intervenants locaux et régionaux et les invitaient à participer aux rencontres dans leurs communautés respectives. Dans les régions ou villes où le Bloc Québécois n'est pas représenté à Ottawa, le bureau du député Trudel a piloté les démarches auprès des organismes et intervenants s'occupant des enjeux de logements et d'itinérance.

Déroulement des rencontres

Les rencontres se sont déroulées jusqu'en novembre 2023. L'animation des réunions était assurée par le député Trudel. Que ce soit par des tours de table ou de conversations à bâtons rompus, les discussions scrutaient principalement les objectifs de la tournée. Certains intervenants se positionnaient sur la Stratégie nationale sur le logement du Canada ou les programmes gouvernementaux fédéraux et provinciaux; d'autres sur la réalité des organismes œuvrant auprès de la population, apportant ainsi un éclairage sur les nouvelles réalités de l'itinérance.

Les rencontres ont réuni différents participants, tels des acteurs communautaires, des représentants de milieux institutionnels, des élus municipaux et provinciaux, des représentants d'établissements d'enseignement et des intervenants terrain. Des rencontres individuelles ont également eu lieu afin de maximiser le nombre d'intervenants rencontrés et de mieux connaître les spécificités de chacun.

LES CHIFFRES CLÉS



15
Régions

Les rencontres avec les organisations ont eu lieu à travers 15 régions du Québec.



+40
Rencontres

Plus de 40 rencontres ont eu lieu incluant des acteurs de tous les milieux.



+70
Heures de discussions

Le député était présent pour entendre ce que les organisations avaient à dire. Quels sont leurs besoins? Quelles sont leurs solutions?



+600
Organisations et acteurs

C'est plus de 600 organisations et acteurs qui ont participé aux rencontres.



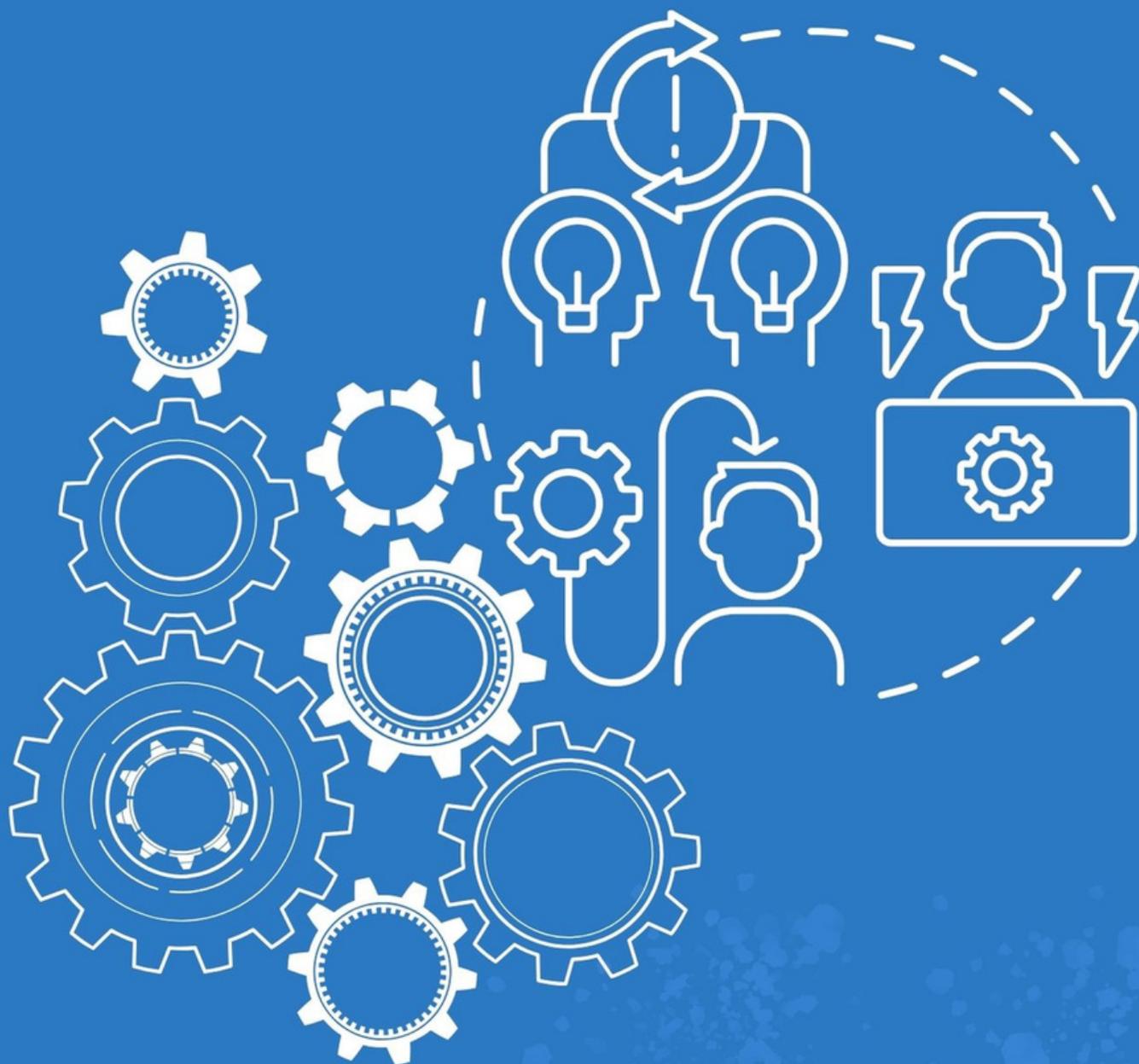
+15 000
Personnes représentées

Les 600 organisations et acteurs rencontrés représentent plus de 15 000 membres.



12
Recommandations

De cet exercice sont ressorties 12 pistes de solutions prioritaires.



Principaux enjeux

FAITS SAILLANTS LOGEMENT



ACCÈS AUX LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Tous les acteurs rencontrés ont mentionné un manque de logements sociaux et/ou véritablement abordables sur leur territoire.

ABORDABILITÉ

Tous les acteurs rencontrés ont mentionné que le terme d'abordabilité devait être défini selon les revenus des personnes et non en fonction du prix du marché.



FINANCIARISATION

Les plus riches promoteurs et propriétaires privés participent, selon les milieux, à la hausse des coûts des logements et des maisons. Les acteurs rencontrés demandent donc des solutions pour limiter la marchandisation du marché immobilier.



RÉNOVATIONS

Plusieurs logements ont besoin de rénovations partout sur le territoire. Les acteurs rencontrés demandent un financement adéquat et basé sur les coûts réels actuels.



AUTRES ENJEUX

- Augmentation de la discrimination vécue par les personnes en recherche de logement.
- Augmentation des cas d'abus dénoncés par les locataires (rénovictions, hausses de loyer non justifiées, etc.).



FAITS SAILLANTS ITINÉRANCE

AUGMENTATION

Tous les acteurs rencontrés ont noté une nette augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance (visible et cachée) principalement chez les aînés, les personnes immigrantes et les familles.

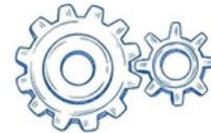


COMPLEXIFICATION

Plusieurs organismes ont mentionné la lourdeur et la complexification des problématiques vécues par les personnes en situation d'itinérance, principalement à cause des dépendances, de la mauvaise qualité des drogues et des enjeux de santé mentale.

CAPACITÉS LIMITÉES

La majorité des ressources d'hébergement rencontrées fonctionnent à pleine capacité. Elles manquent de ressources financières et humaines pour offrir plus de services.



MANQUE DE RESSOURCES

Certaines régions n'ont tout simplement pas de ressources en itinérance et doivent faire face à une nouvelle réalité d'itinérance. Les acteurs rencontrés ont aussi mentionné le manque de milieux de jour.

FERMETURES

Alors que dans plusieurs régions le manque de ressources est criant, certains organismes existants ferment leurs portes faute de financement suffisant.

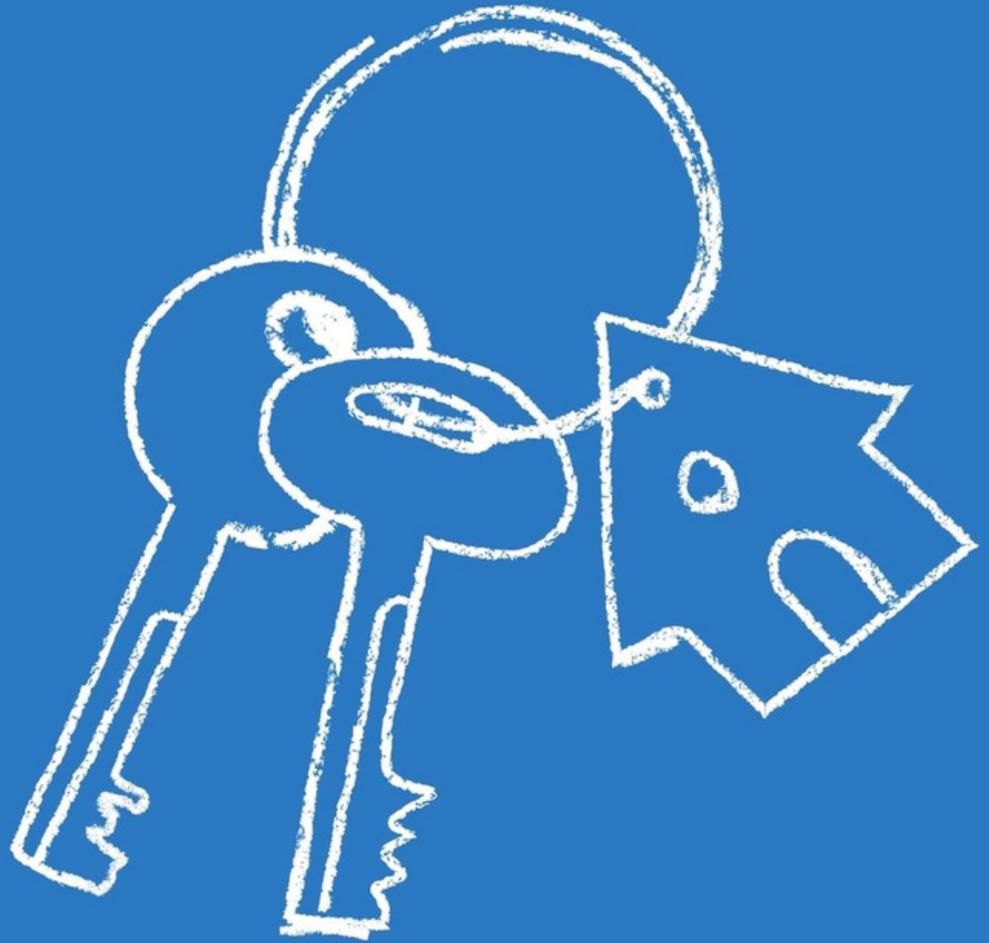


AUTRES ENJEUX

- Manque de disponibilité et de récurrence dans les financements.
- Manque de flexibilité dans les programmes.
- Manque de financement pour les régions rurales et éloignées.

LA TOURNÉE EN IMAGES





Conclusion et recommandations

CONCLUSION

Le rapport offre une vision des enjeux critiques liés à l'offre du logement et à l'itinérance au Québec, basée sur les témoignages d'une tournée exhaustive et des données provenant de sources variées. Cette analyse approfondie met en lumière les défis complexes auxquels font face les habitants du Québec, mais aussi les pistes de solutions concrètes pour y remédier.

Suite aux différentes rencontres, l'un des éléments demandés un peu partout à travers le Québec est la concertation des différents acteurs afin d'arrimer les programmes et favoriser ainsi le développement de logements sociaux, communautaires et de logements véritablement abordables.

Les enjeux réels, issus de la tournée, dépeignent une réalité poignante avec des exemples concrets, tels que l'augmentation de l'itinérance en région, la situation précaire des logements, les discriminations envers les Premières Nations, l'achat spéculatif de maisons de chambres, la division des grandes familles, et bien d'autres. Ces réalités variées soulignent l'ampleur de la crise du logement et de l'itinérance au Québec.

La critique de la Stratégie nationale sur le logement est étayée par les constats sur le terrain, soulignant les lacunes importantes dans la réponse aux besoins réels de la population. Les recommandations de la défenseure fédérale du logement suite au budget fédéral 2023 mettent en évidence l'urgence d'une refonte de la Stratégie nationale sur le logement, avec un accent particulier sur le financement accru de l'Initiative de logement rapide, la création d'un nouveau fonds d'acquisition, l'augmentation de l'allocation canadienne pour le logement, et des investissements dans le programme « Vers un chez-soi ».

Le financement adéquat du logement et le respect du droit au logement pour chacun est apparu comme un incontournable, tout comme le financement des organismes oeuvrant en itinérance et le développement du logement transitoire. Selon nous, un transfert unique, sans conditions, en logement, du fédéral vers Québec, permettrait la réalisation de ces objectifs.

L'ajustement des normes des programmes aux réalités des milieux, la reconnaissance de l'apport du réseau communautaire en ce qui a trait aux solutions, sont également des éléments entendus dans diverses régions.

Enfin, le terme "abordabilité" a été largement critiqué. La demande des milieux ? L'adoption d'une définition commune de l'abordabilité d'un logement uniforme et conséquente et qui devrait tenir minimalement compte de :

Variabilité régionale : Les marchés immobiliers varient considérablement d'une région à l'autre au Québec. La définition de l'abordabilité doit tenir compte des différences régionales. Par exemple, les défis liés au logement en Abitibi-Témiscamingue, alors qu'il existe une grande disparité entre les revenus des travailleurs des mines et les travailleurs locaux.

Coût de la vie : La définition de l'abordabilité pourrait bénéficier d'une prise en compte du coût de la vie, y compris les dépenses associées à d'autres besoins essentiels tels que les transports, la garde d'enfants et les soins de santé.

Dynamiques du marché : Les indicateurs de l'abordabilité basés sur le pourcentage du revenu consacré au logement peuvent ne pas refléter pleinement les réalités du marché immobilier, notamment l'accessibilité aux logements abordables et la stabilité des prix.

Évolution des revenus : Une définition statique basée sur un pourcentage fixe du revenu peut ne pas tenir compte de l'évolution des revenus des ménages au fil du temps.

Soulignons le fait que les milieux ont largement mentionné que la subvention de logements qui se loueront ensuite à gros prix ne fait pas partie des priorités actuelles sur le terrain.

PISTES DE SOLUTIONS DU BLOC QUÉBÉCOIS

Ultimement, la meilleure solution serait l'envoi d'un **transfert unique, sans conditions**, en logement, du fédéral vers Québec, comme c'est le cas en santé, ce qui contribuerait à une diminution des délais et donc des coûts.

1	2
L'augmentation du financement dédié au logement social et communautaire.	La simplification des programmes et l'arrimage avec les programmes du Québec.
3	4
La poursuite d'un objectif de 20 % de logements sociaux et communautaires.	La mise en place d'un fonds d'acquisition pour le secteur social et communautaire.
5	6
La réduction des taux d'intérêt pour la construction de logements sociaux et abordables pour les personnes à faible revenu.	La création d'un programme de prêts à bas taux pour les premiers acheteurs.

PISTES DE SOLUTIONS DU BLOC QUÉBÉCOIS

7	8
La mise en place d'actions concrètes pour contrer la financiarisation. (Faire en sorte que le logement ne soit plus un objet de spéculation.)	La redéfinition du terme «abordable» dans les programmes qui répond aux besoins des ménages et des différentes régions du Québec.
9	10
Le renforcement de la loi anti-flip en augmentant à 2 ans (ou plus) la période pendant laquelle un propriétaire doit conserver sa maison ou ses propriétés pour bénéficier de l'exemption de gains en capital sur les profits de la vente, sauf exceptions.	L'augmentation et l'indexation du seuil des coûts de rénovation permis par porte pour les HLM sous convention.
11	12
Rendre accessibles plus de terrains et de bâtiments dans le programme des terrains fédéraux.	L'augmentation, la pérennisation et l'indexation du financement en itinérance.

En résumé, le rapport met en évidence une crise complexe nécessitant des solutions audacieuses et immédiates. Les recommandations convergent vers la nécessité d'une action concertée pour garantir le droit fondamental au logement pour tous les citoyens québécois et plaident pour une refonte urgente de la Stratégie nationale du logement.

NOTES

Pour obtenir des renseignements
complémentaires:

Priscillia Laplante, Adjointe parlementaire,
Bureau de Denis Trudel
Député de Longueuil - Saint-Hubert
192,rue St-Jean, bureau 200 Longueuil, Québec,
J4H 2X5
450-928-4288
priscillia.laplante.343@parl.gc.ca



Initiateur de la démarche :

Denis Trudel , Député de Longueuil--Saint-Hubert et
porte-parole en matière de Solidarité sociale pour le
Bloc Québécois.

Prise de notes :

Priscillia Laplante

Rédaction :

Denis Trudel

Priscillia Laplante

Jean-Sébastien Talbot

Révision :

Tommy Hurteau

Le service de recherche du Bloc Québécois

Rapport complet :

<https://consultation.quebec/logement-itinerance/>

Table des matières

Remerciements	6
Liste des tableaux	7
Liste des acronymes	8
Mot du député	10
Introduction	11
La Stratégie nationale sur le logement, un échec.....	13
... pour le Québec	15
LA TOURNÉE NATIONALE SUR LE LOGEMENT	18
Rencontres préalables à la tournée nationale	18
Les objectifs de la tournée nationale.....	19
Lancement de la tournée nationale sur le logement et l'itinérance	19
Déroulement des rencontres	19
Les chiffres clés	20
Les parties prenantes et les enjeux	21
Montérégie	23
Longueuil	23
Saint-Jean-sur-Richelieu	25
Lanaudière	27
Joliette	27
Mascouche, Repentigny, Terrebonne	30
Sainte-Julienne	33
Mauricie	35
Trois-Rivières	35
Capitale-Nationale	38
Gaspésie Iles-de-la-Madeleine et Bas-Saint-Laurent	41
Carleton-sur mer, Mont-Joli	41
Bas-Saint-Laurent	45
Rimouski	45
Saint-Jean-de-Dieu	47
Abitibi-Témiscamingue	48
Val-d'Or	48
Rouyn-Noranda	50
Saguenay — Lac-Saint-Jean	52
Saint-Félicien	52
Alma	54
Jonquière	56

TABLE DES MATIÈRES

Estrie	58
Granby	58
Sherbrooke	61
Centre-du-Québec	64
Victoriaville	64
Les Laurentides	66
Boisbriand	66
Mirabel	69
Saint-Jérôme	71
Les Hautes-Laurentides	74
Val-Morin	74
Mont-Laurier	76
La Côte-Nord..	78
Sept-Îles. , Baie-Comeau	78
Outaouais	81
Gatineau	81
Montréal	83
Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)	85
La Maison du père	87
Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal ...	89
Autres rencontres pertinentes	90
Centre d'amitié autochtone	90
Maison Oxygène	92
Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ)	94
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	96
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)	98
Réseau Solidarité itinérance Québec (RSIQ)	99
Conclusion	101
La tournée en image	106
Bibliographie	107
Liste des acteurs	114

Remerciements

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude pour votre soutien et votre engagement lors de notre tournée du Québec en 2023, axée sur la situation du logement et de l'itinérance dans notre province.

Cette tournée a été une expérience profondément enrichissante, nous permettant de rencontrer des personnes extraordinaires et des organisations dévouées à lutter contre l'itinérance et à améliorer l'accès au logement pour tous. Vos témoignages, vos idées et votre passion ont été une source d'inspiration pour moi et toute notre équipe.

Je tiens à remercier chaleureusement les membres de mon équipe pour leur dévouement et leur travail acharné dans l'organisation et la réalisation de cette tournée. Leur engagement indéfectible a été essentiel à son succès. Un merci spécial aux députés du Bloc Québécois et à leurs attachés politiques pour leur soutien continu tout au long de cette initiative ainsi qu'à l'équipe de recherche. Votre collaboration a été précieuse et déterminante.

Mais surtout, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance envers toutes les organisations et les personnes que nous avons eu le privilège de rencontrer lors de nos différentes rencontres. Votre expertise, votre compassion et votre détermination à faire face aux défis liés au logement et à l'itinérance sont remarquables. Ensemble, nous avons échangé des idées, exploré des solutions et renforcé notre engagement commun envers un Québec où chacun a un toit et un avenir sûr.

Je vous assure que vos préoccupations et vos perspectives seront portées avec détermination à Ottawa. Nous continuerons à travailler sans relâche pour faire avancer les politiques et les programmes qui répondent aux besoins de nos concitoyens les plus vulnérables.

Encore une fois, un immense merci à tous ceux qui ont contribué à faire de cette tournée une réussite. Votre engagement est une source d'inspiration pour nous tous.

Avec toute ma gratitude,

Denis

Liste des tableaux

Tableau 1: Croissance des loyers moyens, Logement avec et sans roulement de locataires, Marché locatif traditionnel.

Tableau 2: Loyers moyens Kijiji, province de Québec en 2022-2023, par taille de logement, écart (%) avec les données récoltées en 2022, taille de l'échantillon, Tiré de RCLALQ, 2023 p. 7

Tableau 3: Taux d'inoccupation et loyer moyen en octobre 2022 et augmentation depuis octobre 2021 et 2018, Tiré du Dossier noir , logement et pauvreté au Québec n8e édition, FRAPRU p.16

Tableau 4: Taux d'inoccupation des maisons en rangée et appartements d'initiative privés , Rapport sur l'offre de logement SCHL 2024

Liste des acronymes

ACEF	Association coopérative d'économie familiale
Airbnb	Locations de vacances et logements à court terme
APCHQ	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec
AQDR	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
CAB	Centre d'action bénévole
CCDP	Commission canadienne des droits de la personne
CDC	Corporation de développement communautaire
CHMM	Centre d'Hébergement Multiservices de Mirabel
CISSS	Centre intégré de santé et de services sociaux
CIUSSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
CJE	Carrefour Jeunesse-Emploi
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CORPIQ	Corporation des propriétaires immobiliers du Québec
CRI	Concertation régionale en itinérance
DPJ	Directeur de la protection de la jeunesse
FLHLMQ	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FROH	Fédération régionale des OSBL d'habitation
FROHME	Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie
GRT	Groupes de Ressources Techniques
HLM	Habitation à loyer modéré
HUMA	Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (Chambre des communes)
ICRÉ	Itinérance dans les collectivités rurales et éloignées

ICRL	Initiative pour la création rapide de logements
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MRC	Municipalités régionales de comté
AFAC	L'association des femmes autochtones du Canada
OMH	Office municipal d'habitation
ORH	Office régional d'habitation
OSBL	Organisme sans but lucratif
PHAQ	Programme habitation abordable du Québec
PSL	Programme de supplément au loyer
RAPSIM	Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal
RCLALQ	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
RI	Ressource Intermédiaire
RPA	Résidences privées pour aînés
RSIQ	Réseau solidarité itinérance du Québec
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
SHQ	Société d'habitation du Québec
SQ	Sûreté du Québec
SRA	Stabilité résidentielle avec accompagnement
TSA	Trouble du spectre de l'autisme
UMQ	Union des municipalités du Québec
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi

MOT DU DÉPUTÉ

Il y a un an, je suis parti à travers le Québec.
Je voulais voir et ressentir cette crise du logement dont tout le monde parle.
On peut passer des années à Ottawa à lire des rapports, à étudier des tableaux, décortiquer des chiffres...
Mais derrière les statistiques, il y a des gens... et ceux qui aident les gens.

Comprendre.
Et j'ai compris... enfin, je crois.
Mais je ne l'accepte pas.

Des familles entières qui dorment dans la rue.
Des mères monoparentales qui dorment dans leurs voitures avec leurs enfants.
Des femmes enceintes qui accouchent sous une tente dans le centre-ville d'une grande ville du Québec.
Dix-sept personnes entassées dans un 4 1/2 insalubre.
Des étudiants dans des refuges pour itinérants !
Des aînés qui se font foutre dehors de leur loyer et qui, désespérés, se tournent vers des ressources d'hébergement d'urgence.
Des familles immigrantes sans ressources sous une bâche près d'une rivière à -30 degrés.

De la détresse, du désespoir, de la peur, de la misère. Une crise sociale majeure se déroule en ce moment même, sous nos yeux.



Je l'ai vu !
Pendant que des spéculateurs avides s'en mettent plein les poches aux dépens des plus vulnérables d'entre nous, et avec la complicité du gouvernement fédéral, des centaines de milliers de ménages québécois vivent dans l'angoisse de réussir à sauvegarder un peu de dignité en ayant un toit salubre et abordable au-dessus de leur tête.

Quel est ce pays qui laisse mourir des gens dans la rue dans la plus complète indigence pendant qu'il verse 50 milliards aux compagnies pétrolières !??

Aux portes même de son Parlement, des gens y «vivent» sous une toile.
Un droit humain ! Un droit fondamental !
Avoir un toit sur la tête.
Et c'est un échec !
Et je ne l'accepte pas !
Nous ne pouvons pas, comme société, l'accepter.
Ça devrait, et de toute urgence, devenir la priorité no. 1 de tous nos gouvernements.

Par nécessité.
Par solidarité.
Par humanisme.

Ce rapport se veut une petite brique dans l'édifice de solidarité que nous avons le devoir d'ériger au centre de notre projet de société.

Des solutions existent.
Des tas de gens extraordinaires de partout au Québec m'en ont suggérées.
Elles sont dans ce rapport.

J'en propose d'autres.
Il y en a sûrement d'autres encore...
Mais le statu quo est intenable.
Tragique.

Agissons !

Introduction

«La machine est brisée.» Tel a été le constat de l'une des participantes de ma Tournée nationale sur les enjeux touchant l'offre de logement et l'itinérance. Peine est de confirmer qu'il y a urgence en la demeure et que la «machine» ne répond plus aux besoins de base de la population.

Alors que le Canada se perçoit comme un pays riche et développé, il peine à loger convenablement une grande partie de ses citoyens. Nous vivons une véritable crise sociale! Nous faisons face actuellement à une double crise: une crise d'accessibilité (accès à un logement, itinérance et précarité en hausse) et d'abordabilité (accès à un logement à l'intérieur d'une capacité normale de payer: 30 % du revenu).

Les causes de cette crise ?

Le désengagement du fédéral en matière de logement social depuis 30 ans, la financiarisation du logement, la hausse des taux d'intérêt qui freine les mises en chantier, la pénurie de main-d'œuvre, l'inflation, les délais de construction, la complexité et l'arrimage déficient des programmes (fédéraux, provinciaux, municipaux), les locations court terme (Airbnb, etc.), les hausses abusives de loyer, les rénovictions et j'en passe...

Le manque d'offre est la problématique majeure à la crise actuelle. C'est, par exemple, 65000 logements sociaux non construits au Québec et qui auraient dû l'être n'eut été du désengagement du fédéral dans les années 90 (FRAPRU, 2014). Qu'attendons-nous? Il faut cesser de voir le logement comme un outil de spéculation et un véhicule pour faire de l'argent. Avoir un toit, décent et abordable, est un droit fondamental. Un droit humain!

Alors qu'au Canada, la proportion de logements sociaux se situe autour de 5 % du parc locatif, certains pays d'Europe en possèdent entre 20 % et 30 % (Hypostat, 2018). Le logement social et communautaire permet, entre autres, d'offrir une qualité de vie et une certaine dignité aux personnes vulnérables de notre société. Nous devons revenir à une vision humaniste du logement ! C'est une des clés pour sortir de cette crise.

Ce manque de logement a des effets dévastateurs sur la vie des gens. Il est inacceptable que l'on manque de logements pour loger, notamment en Gaspésie, des infirmières dont on a cruellement besoin. Il est inacceptable que l'on manque de logements pour loger les travailleurs en Abitibi et en région alors que les pénuries de main-d'œuvre sévissent partout sur le territoire.

Il est inacceptable que des étudiants reportent des projets d'études au Saguenay, à Rimouski et à Gaspé, faute de logements pour les accueillir. Il est inacceptable que des aînés soient victimes de rénovictions. Il est inacceptable que dans la région de Lanaudière, les jeunes ménages quittent à cause de l'impossibilité d'accéder à la propriété.

Or les premières victimes de ce manque cruel de logement, ce sont les personnes qui vivaient déjà en situation de précarité avant la pandémie. Une partie de celles et ceux qui peinaient à joindre les deux bouts s'est retrouvée sans filet de sécurité et parfois même sans toit. Ainsi, alors que l'itinérance semblait n'exister qu'en milieu urbain, on retrouve maintenant des parcs de tentes aux quatre coins du Québec ! Monsieur et madame Tout-le-Monde qui dort dans leur voiture, des familles avec enfants, des jeunes femmes enceintes, des aînés dans des refuges, des femmes violentées sans alternatives, des personnes vivant avec un handicap à la rue. D'une tristesse!

La Ville de Granby a pris le taureau par les cornes en délimitant une zone où les tentes sont permises. Pour offrir une certaine forme de protection et de sécurité aux personnes sans-abri, on en est donc rendu à "institutionnaliser" l'itinérance urbaine dans nos villes !! Est-ce digne d'un pays du G7 ?

Pire encore, cette crise a un effet direct sur les services offerts à ces personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance en court-circuitant le continuum de services par manque de logement au bout du processus.

La question à se poser ici est « Dans quel genre de société souhaitons-nous vivre? ».

Dans ce rapport, vous trouverez des statistiques, des états de fait sur le logement et l'itinérance de partout à travers le Québec. Vous y trouverez aussi des témoignages de travailleurs communautaires qui se sentent impuissants face à la lourdeur de la crise, de développeurs de projets qui se perdent dans les dédales administratifs, mais surtout vous lirez le témoignage de Québécoises et de Québécois qui se relèvent les manches et qui travaillent collectivement à la recherche de solutions et à la réalisation de celles-ci.

La Stratégie nationale sur le logement, un échec...

Le gouvernement canadien a mis en place une Stratégie nationale sur le logement ayant pour objectif principal d'améliorer l'accès à un logement sûr et abordable pour tous les Canadiens. Cette Stratégie, lancée en 2017 et s'étendant sur une période de 10 ans, vise à : réduire l'itinérance chronique de 50 %,

réparer et moderniser 300 000 logements, éliminer la précarité en matière de logement pour 530 000 familles et en construire 160 000 nouveaux.

En plus de ses objectifs chiffrables, le gouvernement s'engageait à dégager les investissements nécessaires pour renforcer la classe moyenne, stimuler l'économie et créer une nouvelle génération de logements. (Gouvernement du Canada, 2018).

Tableau 1

Croissance des loyers moyens – Logements avec et sans roulement de locataires – Marché locatif traditionnel

Région métropolitaine de recensement (RMR)	Taux de roulement en 2023 (tous les log. du marché locatif traditionnel)	Augmentation du loyer moyen des log. de 2 ch., avec roulement	Augmentation du loyer moyen des log. de 2 ch., sans roulement
Canada	12,4 % (a)	24,1 % (a)	5,1 % (a)
Vancouver	8,1 % (a)	33,5 % (a)	5,9 % (b)
Victoria	15,7 % (a)	37,1 % (a)	3,7 % (d)
Edmonton	28,1 % (a)	6,6 % (a)	5 % (b)
Calgary	23,6 % (a)	19,9 % (a)	10,9 % (c)
Regina	31,9 % (a)	9,4 % (b)	6,1 % (b)
Saskatoon	36,5 % (a)	10,7 % (c)	6,8 % (b)
Winnipeg	19,2 % (a)	4,6 % (c)	3,3 % (b)
Hamilton	11,1 % (a)	41,8 % (a)	7,6 % (b)
Windsor	11,6 % (a)	~	~
KCW +	14,7 % (a)	37 % (a)	2,4 % (c)
London	14,4 % (a)	35,7 % (a)	2,7 % (b)
Kingston	14 % (a)	~	3,1 % (d)
Toronto	8,3 % (a)	40,4 % (a)	4,4 % (b)
Ottawa	16,5 % (a)	19,7 % (a)	1,2 % (d)
Gatineau	13,2 % (c)	~	~
Montréal	9,6 % (a)	18,9 % (a)	5,7 % (b)
Québec	14,9 % (a)	13 % (c)	3,9 % (c)
Halifax	10,5 % (a)	22,7 % (d)	8,5 % (b)

Les lettres suivantes indiquent le degré de fiabilité des données estimatives : a - Excellent, b - Très bon, c - Bon, d - Mauvaise (utiliser avec prudence)

+ Kitchener - Cambridge - Waterloo

~ Données non publiées pour des raisons de fiabilité statistique

La Stratégie nationale sur le logement repose donc sur trois piliers principaux : la construction de nouveaux logements abordables, la préservation et la rénovation des logements existants, ainsi que le soutien aux personnes vulnérables et en situation d'itinérance (Gouvernement du Canada, 2018).

Le logement et l'itinérance sont des enjeux majeurs partout au Canada, touchant des millions de personnes. La situation du logement est devenue de plus en plus préoccupante, avec des loyers en constante augmentation, associée à une pénurie de logements abordables. (Bureau du vérificateur général du Canada, 2022)

L'itinérance, quant à elle, est un problème complexe qui affecte de nombreuses personnes vulnérables, notamment les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale et/ou de dépendances, les jeunes et même maintenant les aînés. (Gouvernement du Québec, 2023).

Malheureusement, comme en conviennent différents rapports, tant des organisations œuvrant pour la défense des droits des locataires, tels que le Front d'action populaire en réaménagement

urbain (FRAPRU) et le Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ), que des instances gouvernementales comme le Bureau du vérificateur général et le Bureau du défenseur fédéral du logement, il reste encore beaucoup de travail à faire pour atteindre les objectifs fixés et assurer un logement décent pour tous les Canadiens. (FRAPRU,2023; RSIQ, 2023; Bureau du vérificateur général du Canada, 2022; Bureau du défenseur fédérale du logement, 2023)

Agissant dans une compétence québécoise, la stratégie nationale fédérale ne répond pas aux problèmes du Québec par la nature des programmes découlant de ses objectifs. Le Québec, par la Société d'Habitation du Québec (SHQ), est le mieux placé pour répondre aux besoins des Québécois. Au lieu de transférer les sommes réservées au Québec directement comme cela devrait l'être, Ottawa retarde par ses longues négociations la mise en œuvre de projets sur le terrain dans les régions du Québec.

... pour le Québec

La crise du logement au Québec présente des spécificités et des défis importants, notamment en termes d'accessibilité en raison des coûts élevés pour la location, les coûts de construction et à la pénurie de logements abordables et sociaux.

Des milliers de ménages sont touchés par cette pénurie, entre autres les étudiants, les travailleurs en région éloignée, les familles, les aînés pour ne nommer que ceux-ci. Les coûts du logement au Québec ont augmenté de manière significative ces dernières années comme le démontre le tableau suivant.

Tableau 2

Loyers moyens Kijiji, province de Québec en 2022-2023, par taille de logement, écart (%) avec les données récoltées en 2022, taille de l'échantillon

	Studio	3 1/2	4 1/2	5 1/2	Total
Loyer moyen	1118\$	1243\$	1504\$	1908\$	1470\$
Écart 2022-2023	18,2%	14,6%	14,7%	12,5%	13,7%
Écart SCHL	47,0%	40,3%	50,2%	60,1%	50,5%
Échantillon	6189	14120	17654	10927	48890

Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec, 2023

Par ailleurs, ces augmentations sont disproportionnées par rapport aux revenus, ce qui rend encore plus difficile, pour de nombreuses personnes à faible revenu, de trouver un logement vraiment abordable.

Selon la Société canadienne d'hypothèque(s) et de logement, le taux de logements vacants accessibles pour les personnes ayant un revenu de moins de 43000\$ était de 1 % alors que pour un ménage au revenu entre 63000\$ et 97000\$, il était de 5,4 % (SCHL, 2023b).

Tableau 3

Taux d'inoccupation et loyer moyen en octobre 2022 et augmentation depuis octobre 2021 et 2018. (SCHL, 2022)

Territoire	Taux d'inoccupation	Loyer moyen	Augmentation depuis 2021	Augmentation depuis 2018
Gatineau	0,8%	1204\$	+22,1%	+56,2%
Montréal	2,0%	998\$	+9,3%	+25,2%
Québec(V)	1,5%	948\$	+3,5%	+16,5%
Saguenay	0,9%	690\$	+1,5%	+18,8%
Sherbrooke	0,9%	823\$	+13,2%	32,5%
Trois-Rivières	0,9%	688\$	+7,2%	+19,9%
Québec	1,7%	952\$	+9%	+25%

Au moment de finaliser ce rapport, de nouvelles données émergeaient, dressant un portrait plutôt sombre de la tangente du marché locatif actuel.

Centre	Tous les appartements	
	Oct. 2022	Oct. 2023
Montréal (RMR)	2	1,5
Québec (RMR)	1,5	0,9
Trois-Rivières (RMR)	0,9	0,4
Saint-Hyacinthe (AR)	2	1,9
Zone 4-Grand-Mère/Saint-Georges	0,3	0,1
Victoriaville (AR)	1,6	1
Montmagny (V)	0,6	0,2
Mont-Laurier (V)	3,7	0,8
Saint-Félicien (V)	1,1	1
Saint-Raymond V	1,2	0,6
Saint-Sauveur V	0,3	0
Dolbeau-Mistassini (AR)	1,3	1
Matane (AR)	2,3	1,2
Sainte-Agathe-des-Monts (V)	0,8	0,7
Saint-Georges (AR)	0,7	0,5
Sainte-Marie (AR)	1	0,2
Sept-Îles (AR)	1,4	1,3
Thetford Mines (AR)	0,8	0,7
Val-d'Or (AR)	1,7	0,4
RMR du Québec	1,8	1,4
Québec, centres de 10 000+	1,7	1,3

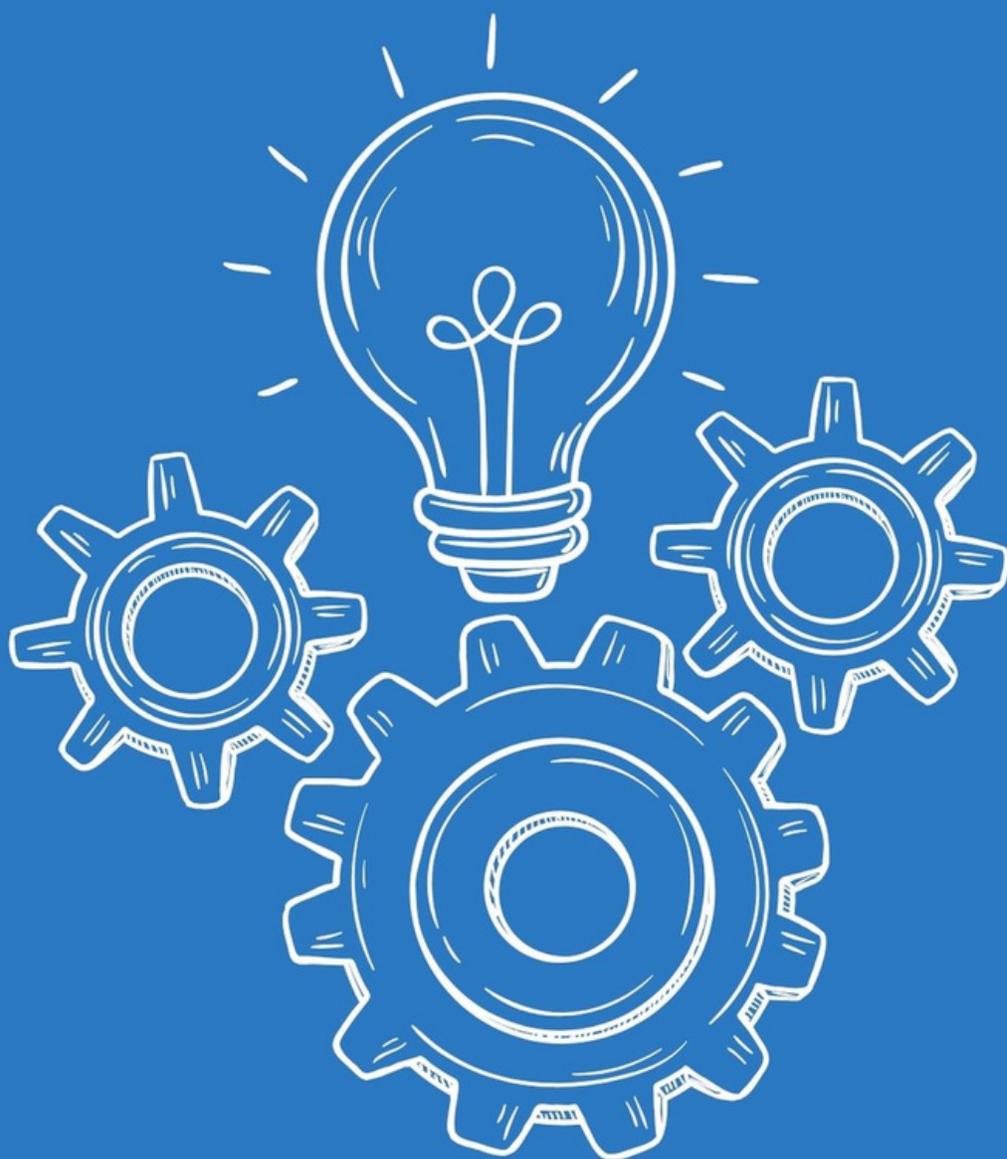
Rapport de la SCHL sur l'offre de logements. Janvier 2024

Le nombre de logements sociaux, communautaires et abordables disponibles est insuffisant pour répondre à la demande croissante, ce qui entraîne une liste d'attente importante et des difficultés pour les personnes dans le besoin. Durant les six premiers mois de 2023, les mises en chantier accusaient un recul de près de 60 % par rapport à la même période en 2022, son plus bas niveau en 26 ans durant ce semestre. (SCHL, 2023c).

Pour atteindre un niveau adéquat d'abordabilité, nous devons accroître l'offre de logements (SCHL, 2023d). Le Sommet sur l'itinérance organisé par la Ville de Québec et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), qui a eu lieu à Québec en septembre dernier, concluait notamment ses travaux en préconisant la nécessité d'une approche globale et collaborative entre les différents acteurs : les gouvernements, les organismes communautaires et le privé pour faire face aux défis de l'itinérance et du manque de logements décentes pour tous les Québécois.

Les communautés autochtones au Québec font face à des défis spécifiques en matière de logement, notamment en raison de l'éloignement géographique, du manque d'infrastructures adéquates et des problèmes de surpeuplement.

De plus, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) dénonce la discrimination dont les femmes métisses sont victimes: 83 % d'entre elles en ont fait l'objet alors qu'elles tentaient de louer un logement (AFAC, 2020). En 2021, selon Statistique Canada, plus d'un Autochtone sur six (17,1 %) vivait dans un logement surpeuplé jugé non convenable pour le nombre de personnes qui y habitaient. En 2023, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay, a mis de l'avant la discrimination et les difficultés d'accès pour les personnes autochtones à un logement adapté à leurs besoins. (Calí Tzay, 2023)



La démarche



LA TOURNÉE NATIONALE SUR LE LOGEMENT ET L'ITINÉRANCE

C'est en octobre 2019 que M. Denis Trudel a eu le mandat d'agir comme porte-parole en matière de Solidarité sociale. Dès sa nomination, le député Trudel s'est mis au travail et a multiplié les rencontres avec les intervenants et les acteurs incontournables du milieu du logement et de l'itinérance. Ces rencontres ont permis d'établir un premier contact, de connaître les activités de chaque groupe, d'identifier leurs enjeux et leurs préoccupations. Elles ont aussi permis de réaliser à quel point les enjeux en logement sont transversaux dans plusieurs domaines et que l'équilibre de plusieurs secteurs repose sur la disponibilité et l'accessibilité au logement.

En 2022, plusieurs rencontres régionales ou locales ont eu lieu et ont rassemblé les intervenants en logement à Longueuil, à Drummondville et dans le Centre du Québec, les gens de la table de concertation sur le logement de la Corporation de Développement Communautaire des Maskoutains (CDC) à Saint-Hyacinthe et les groupes de logements des villes de Beauharnois et de Salaberry-de-Valleyfield.

Ces rencontres enrichissantes ont démontré que les réalités vécues dans ces localités étaient différentes, malgré certaines similitudes. La mise en place d'une tournée nationale sur le logement et l'itinérance s'est imposée d'elle-même pour mettre en valeur les différentes réalités des régions du Québec et en porter les revendications à Ottawa.

LES OBJECTIFS DE LA TOURNÉE NATIONALE



Mettre en lumière les besoins de la population québécoise;

Cibler les enjeux particuliers de chaque région;

Dresser un portrait du Québec en matière de logement et d'itinérance;

Porter les revendications et réalités vécues par les différentes régions du Québec à Ottawa :

- Rendre prioritaires les enjeux du logement et de l'itinérance;
- Adapter aux besoins des communautés les programmes en itinérance « Vers un chez-soi » et « Vers un chez-soi pour les Autochtones » ;
- Entamer une réflexion sur les nouvelles réalités en itinérance, en logement et en pauvreté pour une réponse adéquate et concertée.

LANCEMENT DE LA TOURNÉE NATIONALE SUR LE LOGEMENT ET L'ITINÉRANCE

Dès janvier 2023, avec l'aide des élus du Bloc Québécois, les réunions ont débuté pour aller à la rencontre d'acteurs clés partout sur le territoire du Québec. Bien entendu, la première rencontre a eu lieu à Longueuil dans la circonscription du député Trudel.

Les députés du Bloc Québécois agissaient comme facilitateurs et organisateurs auprès des intervenants locaux et régionaux et les invitaient à participer aux rencontres dans leurs communautés respectives. Dans les régions ou villes où le Bloc Québécois n'est pas représenté à Ottawa, le bureau du député Trudel a piloté les démarches auprès des organismes et intervenants s'occupant des enjeux de logements et d'itinérance.

Déroulement des rencontres

Les rencontres se sont déroulées jusqu'en novembre 2023. L'animation des réunions était assurée par le député Trudel. Que ce soit par des tours de table ou de conversations à bâtons rompus, les discussions scrutaient principalement les objectifs de la tournée. Certains intervenants se positionnaient sur la Stratégie nationale sur le logement du Canada ou les programmes gouvernementaux fédéraux et provinciaux; d'autres sur la réalité des organismes œuvrant auprès de la population, apportant ainsi un éclairage sur les nouvelles réalités de l'itinérance.

Les rencontres ont réuni différents participants, tels des acteurs communautaires, des représentants de milieux institutionnels, des élus municipaux et provinciaux, des représentants d'établissements d'enseignement et des intervenants terrain. Des rencontres individuelles ont également eu lieu afin de maximiser le nombre d'intervenants rencontrés et de mieux connaître les spécificités de chacun.

LES CHIFFRES CLÉS



15
Régions

Les rencontres avec les organisations ont eu lieu à travers 15 régions du Québec.



+40
Rencontres

Plus de 40 rencontres ont eu lieu incluant des acteurs de tous les milieux.



+70
Heures de discussions

Le député était présent pour entendre ce que les organisations avaient à dire. Quels sont leurs besoins? Quelles sont leurs solutions?



+600
Organisations et acteurs

C'est plus de 600 organisations et acteurs qui ont participé aux rencontres.



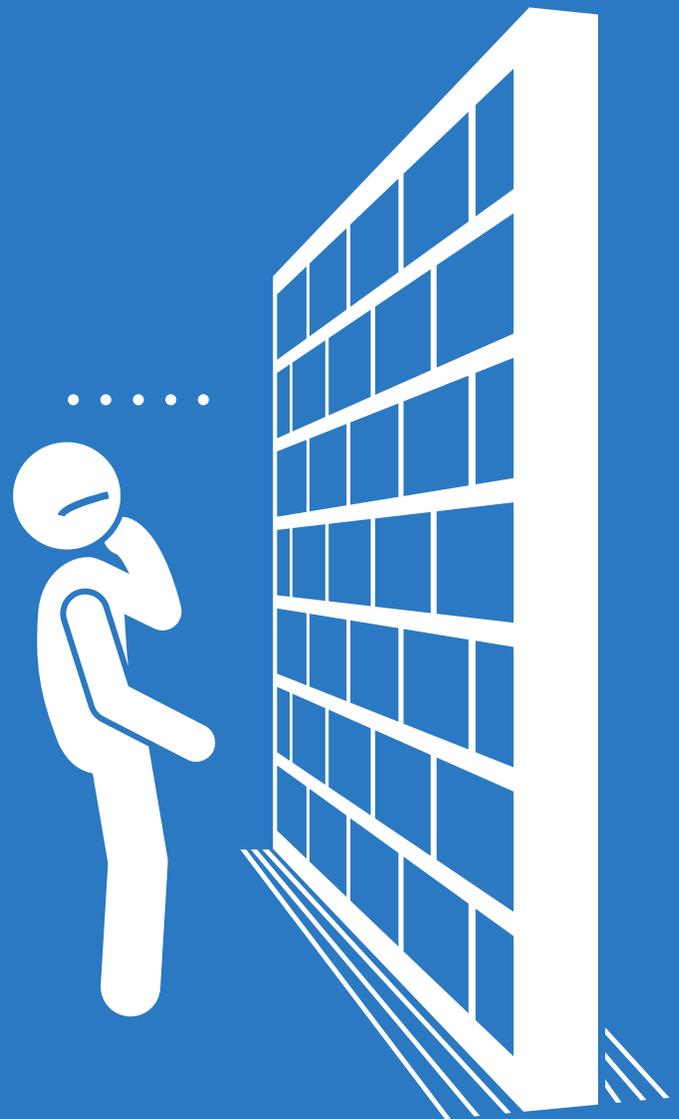
+15 000
Personnes représentées

Les 600 organisations et acteurs rencontrés représentent plus de 15 000 membres.



12
Recommandations

De cet exercice sont ressorties 12 pistes de solutions prioritaires.



**Les parties prenantes
et les enjeux**

Montérégie

La Montérégie regroupe 177 villes et municipalités réparties dans 12 Municipalités régionales de comté (MRC) et une agglomération urbaine, soit Longueuil. Entre 2016 et 2021, la population de la Montérégie a augmenté de 5,4 %. Elle représente 17 % de la population québécoise avec 1 475 578 habitants ce qui en fait la deuxième région la plus peuplée au Québec. Parmi les 20 villes les plus peuplées du Québec, quatre se retrouvent dans cette région, dont Longueuil. (Gouvernement du Québec, 2024a, 2024b)

Longueuil

Population : 253 413 habitants

Population de l'agglomération : 437 453 habitants (Gouvernement du Québec, 2024b)

Taux d'inoccupation en 2022: 1,0 %

Taux d'inoccupation en 2017 : 2,9 % (SCHL, 2023d)

Plusieurs services existent dans Longueuil, notamment des dépannages alimentaires, dons de vêtements, l'hébergement de personnes en situation d'itinérance, la recherche de logements, etc. Un continuum de services en itinérance allant de l'hébergement d'urgence au logement transitoire est présent sur le territoire.

Résumé de la rencontre

L'un des enjeux principaux mentionnés à Longueuil est le manque de logements, mais surtout de logements abordables puisqu'il y a tout de même de la construction de condos qui se réalise, mais les acteurs présents mentionnent que ces derniers sont beaucoup trop dispendieux pour le portefeuille des gens qu'ils desservent.

Selon eux, les programmes pour la construction de logements du fédéral sont trop complexes. Les organisations mentionnent qu'il faut accélérer le processus, simplifier les programmes parce que c'est actuellement beaucoup trop difficile de monter des projets, et ce, surtout pour les petites organisations.

Le phénomène d'éviction et de reprise de logement est grandement présent: on mentionne une augmentation de 500 % des demandes de soutien en lien avec ce phénomène.

Le changement de vocation de certaines maisons de chambres et de résidences pour personnes âgées est très problématique et met plusieurs personnes à la rue.

Les organisations dénoncent la perte de logements sociaux qui se sont privatisés par manque de fonds pour les rénovations.

Selon certains, l'impact de la pandémie commence à se faire sentir sur les travailleurs et sur les usagers de services communautaires. Il est d'ailleurs mentionné par certains que les fonds supplémentaires envoyés aux organismes communautaires pendant la pandémie ont grandement aidé et ont permis le développement de services mieux adaptés aux réalités.

Les organisations mentionnent l'augmentation du nombre de personnes desservies par leurs services et de l'urgence des situations, mais aussi l'alourdissement des problématiques, par exemple, l'ajout de budget pour meubler les logements des gens. La situation du logement est perçue comme un «cul-de-sac» financier. L'augmentation des problématiques en santé mentale et la difficulté du réseau de santé de répondre aux besoins sont mises de l'avant. Les gens vivent une diminution de leur qualité de vie, ils sont plus isolés et perdent leur sentiment d'appartenance au milieu. Les besoins d'aide alimentaire sont grandissants.

Une organisation mentionne l'augmentation de l'itinérance. Elle dénote en moyenne 175 demandes d'admission pour une disponibilité de 30 lits. Les personnes resteraient aussi plus longtemps en situation d'itinérance, faute de réussir à trouver un logement, ce qui cause un impact sur le nombre de personnes pouvant être hébergées.

L'organisme mentionne avoir pu héberger 300 personnes cette année comparativement à 650 l'an dernier. Ils reçoivent plus de 1200 appels par mois au poste d'admission.

La pérennité et la localisation des organismes à haut seuil d'acceptabilité sont problématiques, on parle ici du syndrome «pas dans ma cour». Les citoyens et les commerçants ne désirent pas avoir ce type de services près de chez eux.

Certains organismes éprouvent des difficultés à se trouver des locaux adaptés et abordables pour donner leurs services.

Enjeux prioritaires

- Manque de logements véritablement abordables.
- Phénomène d'éviction et de reprise de logement en grande augmentation.
- Perte de maisons de chambres.
- Privatisation d'une partie du parc immobilier social.
- Grande augmentation de l'itinérance.

Pistes de solutions

- Il faut selon eux permettre aux organismes communautaires de se rendre acquéreurs.
- Il faut également réserver des terrains pour le développement de logements communautaires.
- Les organisations communautaires demandent à être consultées lors de la prise de décisions d'élus puisque ce sont elles qui possèdent l'expertise terrain.
- Il faut agir en prévention et non seulement en réaction pour réussir à gérer cette crise et que la sensibilisation sur les enjeux en itinérance doit être mise de l'avant.
- En ce qui concerne le programme «Vers un chez-soi», les organisations demandent plus de prévisibilité et de récurrence dans le financement.

Saint-Jean-sur-Richelieu

Population : 100 238 habitants

Population de la MRC du Haut-Richelieu : 124 792 habitants

Taux d'inoccupation 2022 : 0,8 %

Taux d'inoccupation 2017 : 3,7 % (SCHL, 2023d).

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de Mme Christine Normandin. Accompagné de sa collègue, il a rencontré plus d'une quinzaine d'acteurs œuvrant en itinérance et en logement.

Résumé de la rencontre

Saint-Jean-sur-Richelieu, comme de nombreuses autres localités, fait face à des défis significatifs en matière de logement et d'itinérance. Avant la pandémie, la ville ne disposait pas de services dédiés à l'itinérance, mais pendant la crise sanitaire, des initiatives ont été mises en place grâce à des fonds d'urgence provenant du programme «Vers un chez soi».

Cependant, des questionnements émergent quant à la pérennité de ces services, notamment en ce qui concerne la halte de nuit qui dessert de 25 à 30 personnes par jour.

Une tendance préoccupante concerne les personnes issues de la classe moyenne se retrouvant dans la rue, illustrée par des exemples poignants tels qu'une dame ayant perdu sa maison et devant déménager chez son fils. La fermeture de maisons de chambres aggrave également la situation.

Les défis sont multiples, allant de la discrimination envers des groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les femmes enceintes, et les familles immigrantes, à la complexité des procédures pour accéder aux logements sociaux.

La discrimination des propriétaires à l'égard des aînés, avec des augmentations de loyer excessives, est également soulignée. Le portrait de l'itinérance évolue, touchant désormais monsieur et madame Tout-le-Monde, avec une perte d'estime de soi conduisant parfois à des problèmes de santé mentale.

Le manque de logements abordables et l'augmentation du coût de la vie contribuent à un sentiment de désespoir. Les organismes locaux, comme la Maison Oxygène, font de leur mieux pour répondre à la demande croissante, mais les intervenants ressentent parfois une certaine impuissance face à l'ampleur du problème.

La création d'une table de concertation sur le logement témoigne des efforts de la communauté pour coordonner les actions. La recherche de logements est devenue un enjeu crucial, avec des listes d'attente importantes pour l'accès à des Habitations à loyer modique (HLM) et un besoin pressant de rénover les logements existants. Les problèmes liés à l'immigration complexifient davantage la situation, avec des familles immigrantes en attente de logements sociaux.

Les intervenants soulignent la nécessité d'une action rapide et coordonnée, notamment la sensibilisation des propriétaires abusifs, l'arrêt de la délinquance immobilière et une révision des politiques pour favoriser la construction rapide de logements abordables. La communauté insiste sur la nécessité de changer le modèle actuel, en mettant l'accent sur un revenu adéquat pour tous et une approche plus inclusive pour résoudre les problèmes complexes du logement et de l'itinérance.

Enjeux prioritaires

- Itinérance cachée de plus en plus présente.
- Fermeture de services d'hébergement temporaire par manque de fonds.
- Les critères pour certains projets sont difficiles à comprendre.
- Besoin de financement pour la rénovation de logements sociaux.
- Plusieurs femmes enceintes à la rue.
- Difficulté pour trouver des logements pour les grandes familles immigrantes.
- Plus de 600 personnes en attente de HLM.
- Augmentation des situations d'abus sexuel par des propriétaires pour que les personnes puissent conserver leur logement.

Pistes de solutions

- Besoin d'un registre des baux.
- Besoin d'un fonds d'acquisition pour les OSBL.
- Besoin de mesures pour arrêter la délinquance des propriétaires.

Lanaudière

La région de Lanaudière est peuplée de 544265 habitants dont le quart résident en milieu rural. La région est la 5e plus peuplée du Québec. Lanaudière est composée de six MRC. Les villes avec le plus grand nombre d'habitants sont Terrebonne, Repentigny et Mascouche. (Gouvernement du Québec, 2024c)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans les circonscriptions de M. Gabriel Ste -Marie, député de Joliette, de M. Yves Perron, député de Berthier-Maskinongé et de M. René Villemure, député de Trois-Rivières. Accompagné de ses collègues, il a rencontré plus d'une quarantaine d'acteurs œuvrant en itinérance et en logement.

Joliette

Population : 22 098 habitants (Gouvernement du Québec, 2024d)

Population de la MRC de Joliette : 72 795 habitants (Gouvernement du Québec, 2024e)

Taux d'inoccupation en 2017 : 4,3 %

Taux d'inoccupation en 2022 : 0,9 % (SCHL, 2023d)

Joliette est l'une des 14 villes québécoises où le taux d'inoccupation est le plus bas, soit sous la barre du 1 % (0,9 %). Les logements libres et accessibles sont donc extrêmement rares.

Résumé de la rencontre

Le premier constat des organisations : les gens sont en détresse. Il y a une liste d'attente de plus de 200 personnes pour l'obtention d'un HLM. Cinquante HLM sont d'ailleurs placardés parce qu'ils ont besoin de rénovation et que les sous tardent à venir. Il y a peu d'espace pour les personnes qui désirent venir travailler et la pénurie de main-d'œuvre est criante. Une organisation a même qualifié la situation d'historique. Il n'y a pas eu de construction de logements sociaux sur le territoire depuis les années 90.

Le service d'aide à la recherche de logement a mentionné avoir reçu plus de 200 appels dans la dernière année, la majorité étant des personnes seules. De plus le financement des organismes en défenses des droits ne semble pas être suffisant pour répondre aux besoins.

Il y a des services diversifiés offerts à Joliette. Un service d'aide à la recherche de logement y a été mis en place, une halte chaleur, de l'hébergement d'urgence, un organisme en défense de droit en logement, un hébergement pour personnes autochtones et du travail de rue. Enfin, Il y a un office municipal d'habitation sur le territoire et 427 HLM.

Il est mentionné que depuis la pandémie, il y a un flux migratoire de la population itinérante très important. Les gens semblent provenir de Montréal et de Trois-Rivières entre autres, les logements étant moins chers à Joliette.

L'hébergement d'urgence est donc passé de 12 à 29 lits afin de tenter de répondre aux besoins, une halte chaleur a également été créée. Toutefois, il y a moins de femmes dans les ressources parce qu'elles y vivent parfois du harcèlement.

Le déracinement des personnes de leur milieu est aussi mentionné, le manque d'hébergement d'urgence étant criant en région.

Dans la section nord de Lanaudière, les habitations sont moins bien entretenues, les gens se retrouvent donc dans des conditions d'habitation difficiles. Certains habitent même des habitations «trois saisons» qui ne sont donc pas bien isolées pour l'hiver. Des problématiques de santé sont possibles, principalement à cause de la moisissure.

La situation avant pandémie et après pandémie est largement mentionnée. Ainsi, les gens sont plus isolés depuis la pandémie, les logements sont plus chers, le coût de l'épicerie et du transport a augmenté et il y a une augmentation des troubles en santé mentale et de la consommation de drogue dure sur le territoire.

Les compagnies ont fait venir des travailleurs étrangers pour pallier le manque de main-d'œuvre, les gens vivent à deux par chambre dans les logements. Les coûts afférents au logement ont aussi augmenté, par exemple l'électricité coûte plus cher.

La définition d'abordabilité devrait être revue. Il existe également une inquiétude en lien avec le budget provincial face au logement social et communautaire, ces derniers ayant l'impression qu'ils viennent de perdre le seul programme, soit le programme «Accès logis», pour la création de logements sociaux et n'ont pas toutes les informations pour avoir une bonne compréhension de ce qui arrivera avec les suppléments au loyer.

Les personnes ont moins accès à une qualité de vie: les gens qui travaillent au salaire minimum, les personnes immigrantes ayant un permis de travail fermé, les personnes qui vivent de la violence conjugale doivent retourner dans leur ancien logement, les personnes qui n'ont pas de crédit n'arrivent pas à se loger (entre autres les personnes immigrantes qui n'ont pas d'historique de crédit). De même que les nombreuses séparations qui auraient occasionné un appauvrissement des ménages.

Certains organismes, comme la Maison Oxygène, qui hébergent des pères monoparentaux, disent avoir plus de demandes et travaillent au développement de nouvelles ressources. Leur façon de faire a permis cette année d'avoir un taux de retour en logement de plus de 60 %.

En ce qui concerne la création de logements, les temps d'attente sont trop longs. Lorsque le financement est reçu, les coûts associés au projet ont augmenté et rendent la construction impossible à effectuer sans autre financement. Il est dit que les différents paliers de gouvernement doivent se parler et arrimer les différents programmes.

Les organismes demandent un fonds d'acquisition pour le secteur communautaire afin de préserver l'abordabilité des loyers. La classe moyenne n'a pas accès, selon eux, au logement abordable. Le coût en démarrage de projet pour les architectes et ingénieurs est trop dispendieux pour les organismes.

Le programme «Vers un chez soi» quant à lui est présenté comme étant bon, rapide et les redevances de comptes ont été ajustées positivement. Il faudrait toutefois que ce programme finance les organismes à la mission et soit récurrent. Des logements se construisent à Joliette, or, ils sont non abordables. Il y a plus de gens qui se retrouvent en situation d'itinérance faute de pouvoir avoir accès à un logement. Des gens ont à choisir entre payer leur médication ou se retrouver à la rue. Un représentant de la Ville de Joliette mentionne qu'il y a une surenchère immobilière très importante sur leur territoire. Les personnes qui ont acheté des habitations ne sont plus capables de payer dû entre autres à l'inflation et à la hausse du coût de l'épicerie.

Un organisme mentionne que les gens ont de plus en plus des budgets déficitaires, 1500\$ à 2000 \$ par mois de déficit, c'est très fréquent et que la prise en compte du dossier de crédit pour la location d'un logement ne devrait pas se faire puisque ça maintient les gens dans l'itinérance.

Les étudiants peinent à se loger. Les personnes âgées ont de la difficulté à se trouver un logement parce qu'ils sont trop chers et souvent inaccessibles pour une personne à mobilité réduite. Les Résidences intermédiaires ferment. Les aînés désirent rester chez eux le plus longtemps possible. Les Autochtones sont victimes de racisme pour la location des logements.

Enjeux prioritaires

- Plus de 200 personnes en attente pour l'obtention d'un HLM.
- Grande augmentation de la demande pour le service d'aide à la recherche de logement.
- Une surenchère immobilière très importante a lieu sur le territoire.
- Appauvrissement des ménages
- Discrimination de toutes sortes envers les personnes immigrantes et autochtones.

Pistes de solutions

- Augmentation du financement des organismes en défense du droit en logement.
- Diminution des temps d'attente lors de l'obtention d'un financement pour un projet de création de logements.
- Arrimage des différents paliers de gouvernement en ce qui concerne les programmes en logement.
- Réfléchir un accès plus facile à l'habitation pour les personnes ayant un profil plus complexe (problématique de crédit, mobilité réduite, etc.).
- Fonds d'acquisition pour les organismes communautaires pour préserver l'abordabilité des loyers.
- Revoir la signification du terme «abordable».
- Développer des ressources entre l'hébergement temporaire et les HLM afin d'assurer une continuité de services.
- Revoir les financements des différents programmes en fonction du marché et de la capacité des gens à payer.
- Ajout d'hébergement pour femmes et femmes avec enfants.

Mascouche

Population : 53 009 habitants (gouvernement du Québec, 2024n)

Taux d'inoccupation 2017 : 0,8 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,5 % (SCHL, 2023d)

Repentigny

Population : 88 088 habitants (Gouvernement du Québec, 2024o)

Taux d'inoccupation 2017 : 4,4 %

Taux d'inoccupation 2022 : 1,2 % (SCHL, 2023d)

Terrebonne

Population : 122 098 habitants (Gouvernement du Québec, 2024p)

Taux d'inoccupation 2017 : 2,0 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,4 % (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans les circonscriptions de Mme Monique Pauzé, députée de Repentigny, Mme Nathalie Sinclair-Desgagné, députée de Terrebonne et de M. Luc Thériault, député de Montcalm. Accompagné de ses collègues, il a rencontré près d'une cinquantaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre du 31 août 2023 à Terrebonne, Mascouche et Repentigny, plusieurs intervenants ont partagé leurs inquiétudes et initiatives liées au logement, à l'immigration, et à la lutte contre l'itinérance dans la région.

Il y a des hébergements d'urgence pour les individus, mais quand les couples ou les familles se retrouvent à la rue, il est impossible de trouver un hébergement. Il y a eu 30 à 40 tentes sur le territoire pendant l'été. Beaucoup de ces personnes sont des travailleurs et des travailleuses, ils plantent leur tente ou dorment dans leur voiture.

Un intervenant de Café de rue mentionne que lorsqu'on les intervenants regardent le budget des personnes en besoin, il est impossible pour elles de trouver du logement, surtout si elles bénéficient de la solidarité sociale.

Depuis avril, 52 personnes différentes sont passées par l'organisme pour le dépannage et la majorité des personnes sont dans la classe moyenne. Les gens utilisent maintenant les organismes pour obtenir des sacs d'école, de la nourriture, etc.

Une personne représentant une boîte de travail de rue dit qu'elle voit une belle évolution dans les mœurs et l'écoute des élus dans les derniers mois. Elle voit une tendance à la baisse sur les préjugés envers les personnes pauvres et marginalisées. Il existe encore toutefois des enjeux d'acceptabilité sociale. La mise en place d'un hébergement d'urgence a échoué à cause du syndrome «pas dans ma cour». Les organismes ont besoin d'un soutien plus important en ce qui concerne le maintien en logement. Il est mentionné que le programme «Vers un chez-soi» est basé sur des anciens indicateurs.

Une centaine de personnes immigrantes s'installent dans la région, mais les défis liés au coût du logement sont évidents. Les travailleurs temporaires qui arrivent cherchent de l'aide auprès des organismes, mais souvent, faute de logement adéquat, ils retournent à Montréal. Un groupe d'Ukrainiens a trouvé une résidence pour accueillir des familles, mais le besoin de logements de transition se fait sentir. Les difficultés des entreprises à loger leurs employés immigrants, cherchant des solutions telles que des minimaisons ou des transformations de sous-sols sont aussi mentionnées.

Les besoins croissent en ce qui concerne l'hébergement transitoire pour les personnes immigrantes et il y a un manque de financement pour certains projets d'habitations.

Une représentante d'Habitat Jeunesse Mascouche a plaidé pour plus de souplesse et de financement pour les hébergements transitoires, en particulier pour les jeunes confrontés à des problèmes de santé mentale.

On note également une augmentation de 62 % des demandes d'aide, principalement due aux problèmes de logement. Les difficultés rencontrées par les familles, y compris celles victimes de violence conjugale, mettent en évidence les défis auxquels est confrontée la population locale.

La Ville de Repentigny a parlé du Comité Crise Logement et de la nécessité d'agir en prévention, alors que l'OMH, a mis en avant les défis liés aux terrains pour les logements sociaux et a plaidé pour une fusion éventuelle.

Avec la hausse des taux et les augmentations de loyer, les personnes se font évincer. Les aînés ne peuvent plus se payer un logement. Ils n'en n'ont pas la capacité financière. La famille moyenne a de la difficulté à faire son épicerie à cause des taux d'intérêt qui sont trop élevés.

La municipalité se développe principalement autour de la gare. Ils prévoient qu'il y aura 20 000 citoyens d'ici 2030. En plus du nombre de logements à bâtir, la municipalité met la lumière sur les besoins en infrastructures (milieu de vie, école, transport, réseau sanitaires, stationnement, etc.). Le coût financier lié à ces besoins est énorme.

La municipalité travaille actuellement au développement de logements sociaux en constituant, entre autres, un fonds pour faire du logement social (0,01 par 100 \$ de taxes municipales est mis dans le fonds pour faire de l'acquisition de terrains, pour travailler avec des organismes dans la construction de logements sociaux communautaire). Cette initiative se heurte toutefois à la réticence des gens qui se mobilisent contre la densification.

D'autres intervenants ont évoqué des problèmes de crédit pour l'accès au logement, des initiatives de logements sociaux communautaires, des défis de financement, et le besoin de soutien pour les organismes travaillant sur le terrain.

En conclusion, la rencontre a permis de souligner l'urgence de trouver des solutions créatives et durables pour répondre aux besoins croissants en logements abordables, en particulier pour les nouveaux arrivants et les travailleurs temporaires. Les préoccupations liées à la violence conjugale, aux problèmes de crédit, à l'accès aux services d'urgence, et à la nécessité de prévenir les crises de logement ont été mises de l'avant comme des enjeux critiques à traiter dans la région.

Enjeux prioritaires

- Manque d'hébergement pour couple ou famille.
- Présence de parcs de tentes sur le territoire.
- Difficultés des entreprises à loger leurs employés immigrants.
- Grande augmentation des besoins en aide alimentaire due à la hausse des coûts des logements.
- Coût énorme pour les besoins en infrastructures d'ici 2030.

Pistes de solutions proposées

- Soutien financier pour que les organismes puissent offrir du soutien pour le maintien en logement.
- Ajout d'hébergement transitoire.
- Développement d'habitations accessoires et des infrastructures nécessaires.
- Nécessité d'agir en prévention de l'itinérance.

Sainte-Julienne

Population : 11 932 (Gouvernement du Québec, 2024q)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de M. Luc Thériault, député de Montcalm. Accompagné de son collègue, il a rencontré près d'une vingtaine d'intervenants et d'acteurs principalement du milieu du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre du 1er septembre 2023 à Sainte-Julienne, plusieurs problématiques liées au logement, à l'itinérance, et à l'immigration ont été discutées par divers intervenants.

Une représentante du Centre d'action bénévole (CAB) a discuté des difficultés d'accessibilité au logement pour les aînés, en particulier en raison de la hausse des loyers. Elle a mentionné l'exode des aînés vers des régions où des RPA sont disponibles et a noté l'augmentation de l'itinérance cachée, en particulier chez les jeunes.

L'absence d'hébergement pour les femmes en situation précaire a été mise en lumière, l'itinérance cachée chez les femmes est très présente. Les intervenants font face à des situations difficiles, telles que des femmes dormant dans leur voiture et ayant des pensées suicidaires.

Le manque de logements lorsque les couples se séparent force les gens à chercher à l'extérieur de leur région. Il y a tel que mentionné plus haut un besoin de logements pour les personnes âgées, qui souhaitent souvent une RPA (Résidence pour personnes âgées).

La Municipalité de Saint-Jean-de-Matha, avec ses 4500 habitants, a mentionné le manque de HLM pour les familles, soulignant qu'on ne veut pas créer de ghettos et que les gens sont redirigés vers l'OMH en cas de besoin.

La Ville de Saint-Alexis a évoqué les strictes normes de la SHQ pour les HLM existants, ce qui rend difficile la mise en place de projets de construction. Elle plaide également en faveur de logements sociaux et cherche des terrains disponibles pour de tels projets.

La Municipalité de Saint-Esprit, une paroisse agricole, a exprimé le besoin de construire, mais a souligné que les taux d'intérêt élevés sont un obstacle. On a également abordé la question des outils de travail nécessaires pour faciliter la construction.

Le transport des travailleurs est aussi un enjeu pour le milieu.

Les problématiques de l'abordabilité du logement et de la spéculation immobilière ont été soulignées. La nécessité de construire des logements abordables, tout en suggérant des législations pour contrôler la spéculation et l'achat de terres agricoles par des investisseurs étrangers, a été mise de l'avant.

L'Office Régional d'Habitation de Montcalm (ORHM), a évoqué le manque de logements pour les familles et les problèmes liés aux loyers médians, soulignant la nécessité que les projets soient rentables pour les promoteurs. Un participant a mentionné les barrières administratives, politiques et techniques, pour la construction de logements et a souligné le besoin d'influencer le secteur privé.

La pression démographique croissante et la nécessité de construire de plus en plus de logements pour répondre à la demande ont été abordées, ainsi que la détérioration du rapport de force entre propriétaires et locataires.

Certains défis pour la construction ont été mis de l'avant tels que ceux liés à l'acquisition de terrains, le manque d'eau (problème majeur) et la nécessité de soutenir les petites initiatives locales.

La rencontre a également abordé des sujets tels que l'immigration, les travailleurs temporaires, les barrières à l'accessibilité des logements, et les enjeux environnementaux, montrant la complexité des problématiques liées au logement dans la municipalité de Sainte-Julienne, entre autres. Les participants ont exprimé la nécessité de collaborations interrégionales, d'allègements administratifs, et de solutions innovantes pour faire face à ces défis.

Enjeux prioritaires

- Aucun hébergement pour les personnes âgées.
- Aucun hébergement HLM pour les familles.
- Problématiques liées à la spéculation sur le territoire. Des investisseurs étrangers ont acheté les terres agricoles.
- Trop de barrières administratives, politiques et techniques pour la construction de logements.
- L'accessibilité aux logements difficile pour les aînés. La hausse des loyers les affecte beaucoup.
- Problématique d'acquisition de terrains. Les prix des terrains viennent doubler les budgets municipaux.
- Pas de développement à Saint-Lin parce qu'il manque d'eau pour alimenter les résidents.

Pistes de solutions

- Désir de développer du logement social sur le territoire.
- Développer des législations pour contrôler la spéculation.
- Développer du logement pour les familles sur le territoire.
- Soutenir les plus petites initiatives locales.
- Nécessité de collaborations interrégionales.
- Allègements administratifs pour la construction de logements.

Mauricie

La région de la Mauricie est habitée par 281 163 personnes dont près de 30 % habitent en milieu rural. La Mauricie est composée de six MRC. La ville de Trois-Rivières regroupe 51 % de la population totale de la région. Les autres villes plus peuplées sont Shawinigan, La Tuque et Louiseville. (Gouvernement du Québec, 2024f)

Trois-Rivières

Population : 143195 (Gouvernement du Québec, 2024f)

Taux d'inoccupation en 2017 : 4,6 %

Taux d'inoccupation en 2022 : 0,9 % (SCHL, 2023d).

Shawinigan

Population 51579 (Gouvernement du Québec, 2024f)

Taux d'inoccupation en 2017 : 8,4 %

Taux d'inoccupation en 2022 : 0,7 % (SCHL, 2023d).

Trois-Rivières affiche actuellement l'un des plus bas taux d'inoccupation des logements locatifs au Québec, il est de 0,9 %. Il y a donc de moins en moins de logements libres pour les locataires à Trois-Rivières (SCHL, 2023b).

Résumé de la rencontre

Il y a 45 lits d'urgence à Trois-Rivières, des milieux de jours et des services de proximité, des maisons de transition, une maison de chambres communautaire, ainsi que de l'hébergement pour personnes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme (TSA) ou une déficience intellectuelle. Il y a 1700 HLM sur le territoire.

Les aînés désirant quitter les RPA sont incapables de se payer un logement. Les municipalités ne savent pas comment les aider. Les organismes ont dénoncé des cas de suicide de personnes âgées en lien avec la perte de logement.

Dans la région de Maskinongé, il y a plus de 160 personnes qui seraient preneuses si des logements sociaux se construisaient. Loger les employés qu'il

faudrait recevoir pour combler les besoins des entreprises est un grand enjeu. Les logements sociaux sont principalement dédiés aux familles et il n'y a rien pour les personnes seules.

Un des enjeux mentionnés pour la Mauricie serait celui de la loi 103 qui semble-t-il, limiterait le pouvoir des municipalités dans l'aménagement du territoire. Ce qui serait un frein au développement d'alternatives comme le logement accessoire. Le sous-financement des municipalités est également mis de l'avant. Trois-Rivières s'est récemment dotée d'un droit de préemption avec sa nouvelle politique d'habitation.

Certains projets de construction sont en pause faute de subventions suffisantes pour bâtir, entre autres un projet de 70 logements à Yamachiche.

La problématique selon les intervenants n'étant pas d'avoir des projets, mais de réussir à les faire financer. Il y a selon eux trop de programmes et les redditions de comptes sont beaucoup trop chargées.

Il y a 450 personnes sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières. Les aînés sont au cœur de l'inquiétude grandissante des organisations rencontrées.

Les personnes immigrantes ont souvent de grandes familles et faute de logements assez grands, les familles ont dû être divisées pour être capables de se loger. Plusieurs personnes issues de l'immigration se retrouvent à la rue.

Deux enjeux importants ont été identifiés comme ayant un impact sur la spéculation à Trois-Rivières : les locations de vacances et logements à court terme (Airbnb) et l'achat de maisons par les entreprises afin de loger leurs travailleurs. Il y a près de 1000 Airbnb en Mauricie dont 250 dans la région de Shawinigan.

Les organisations ont également mentionné qu'une maison de chambres à Trois-Rivières a été achetée par des investisseurs privés en dehors du Québec, ce qui a un impact important sur le milieu.

La ressource en défense des droits en logements reçoit peu de financement pour pourvoir aux besoins des gens du territoire.

L'itinérance visible existait avant la pandémie, cette dernière l'a simplement mise de l'avant. Les fonds fédéraux d'urgences COVID ont donné aux organismes en itinérance des moyens pour avoir de l'hébergement d'urgence, moyens qui manquaient depuis plusieurs années. Il manque actuellement une ressource à bas seuil sur le territoire. L'organisme en hébergement a mentionné avoir dû refuser environ une douzaine de personnes par mois. La durée moyenne des hébergements a augmenté, passant de 9 jours à 27 jours. Il faudrait bonifier les services, mais pour cela il faut du financement supplémentaire.

Dans les ressources en itinérance, on retrouve des personnes en «pauvreté sociale». Des personnes qui au contraire des profils existants, ne sont pas désaffiliées, mais n'ont plus les moyens financiers de se loger. Il y a donc deux mondes qui cohabitent. On voit aussi plus de personnes âgées dans les services. Un organisme a mentionné avoir trois personnes de 70 ans et plus en situation d'itinérance dans ses services.

Les organismes ont également noté qu'il y a huit campements dans la région de Maskinongé, que des mères monoparentales dorment dans leur voiture et que des femmes enceintes sont à la rue. L'accessibilité au logement pour les personnes issues des Premières Nations est également limitée. C'est une centaine de personnes par jour qui fréquentent le centre de jour à Trois-Rivières pour un total de 65000 repas distribués.

Des ressources supplémentaires existent en région, par exemple: 12 lits d'urgence supplémentaires à Shawinigan. Toutefois, le milieu reçoit des gens de partout à travers le Québec et se trouve sur l'axe migratoire des personnes en situation d'itinérance (Montréal/Sherbrooke/La Tuque).

Les besoins sont grands, les emplois sous-financés, l'enjeu de la rétention de personnel étant très présent.

Enjeux prioritaires

- Problématiques graves de non-accessibilité aux logements pour les aînés.
- Manque de logements pour les travailleurs.
- Sous-financement des municipalités.
- Financement insuffisant pour terminer des projets de construction en cours.
- Il manque une ressource à bas seuil sur le territoire.

Pistes de solution

- Mettre en place d'autres types de services permettant aux personnes une intégration graduelle au marché du travail. (Ex : travail payé à la journée).
- Plus de financement dans les centres en droit au logement.
- Outiller les municipalités afin qu'elles connaissent mieux les programmes.
- Favoriser les transitions des centres jeunesse à la vie adulte en appartement.
- Permettre les colocations dans les Offices municipaux d'habitation (OMH).
- Sensibilisation afin de limiter les préjugés qui empêchent l'accessibilité au logement. Financement supplémentaire en itinérance.

Capitale-Nationale

La région de la Capitale-Nationale est la 3e région la plus peuplée du Québec avec 771 611 habitants. Plus du trois quarts habitent la Ville de Québec. La région comporte six MRC et l'agglomération de Québec. (Gouvernement du Québec, 2024g)

Ville de Québec

Population : 557 390 (Gouvernement du Québec, 2024g)

Taux d'inoccupation 2017 : 4,5 %

Taux d'inoccupation 2022 : 1,5 % (SCHL, 2023d)

Le taux d'inoccupation dans la grande région de Québec se situait à 1,5 % en octobre 2022, soit son plus bas niveau depuis plus de 10 ans (SCHL, 2023b).

Dans le cadre de sa tournée sur les enjeux en itinérance et en logement, le député de Longueuil — Saint-Hubert et porte-parole en matière de Solidarité sociale, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans les circonscriptions de Mme Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou et de Mme Caroline Desbiens, députée de Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix.

Résumé de la rencontre

Accompagné de ses collègues, le député Trudel a rencontré Mme Marie-Pierre Boucher, représentante du comité exécutif responsable du logement de la Ville de Québec et par la suite il s'est entretenu avec près d'une quarantaine d'acteurs œuvrant en itinérance et en logement.

Mme Boucher a mentionné entre autres qu'il est ardu de répondre à la demande des personnes les plus vulnérables de la population. « Il y a 14 000 personnes en besoin impérieux de logements à Québec », a partagé Mme. Boucher, ce qui signifie que ces personnes vivent actuellement dans des logements trop petits, trop chers et/ou insalubres. Il y a également 2 000 personnes en attente d'un HLM et alors que le taux d'inoccupation global se situe autour de 1,5 % et il est de l'ordre de 0,3 à 0,7 % lorsque l'on parle de logements abordables.

Certaines organisations ont mentionné attendre pour des fonds de démarrage, certains projets étant mis en pause faute de financement.

L'achat de propriétés ou le développement de projets de construction est ardu dans le Vieux-Québec qui est pourtant délabré selon les interlocuteurs. L'âge des bâtiments ne permet pas de s'assurer et d'avoir accès à certains programmes de la SCHL. De plus, il y a de grands besoins en rénovation et il faudrait des fonds pour en faciliter la réalisation. Les programmes de la SCHL doivent être plus prévisibles pour permettre aux organisations de monter les projets et de les déposer dans les temps.

Il est dit que les seuils de revenus pour avoir accès à un HLM sont trop bas, ce qui rend l'accessibilité pour les personnes en besoin difficile, entre autres pour les personnes qui travaillent au salaire minimum. De plus, les procédures sont trop complexes et limitent l'accès au logement. Des HLM vacants actuellement sur le territoire, ne trouveraient pas preneur.

Des RPA ferment faute de pouvoir respecter les normes. Il y a beaucoup de personnes âgées de 55 ans et plus vivant à Québec, ce qui fait penser que des problématiques importantes de logements pour les aînés seront présentes dans le futur. Le logement est la dépense numéro un pour les aînés. Le transport étant plus limité en périphérie, ils doivent rester dans la ville afin d'avoir accès aux services. Les services doivent s'adapter au vieillissement.

Beaucoup de nouveaux arrivants auraient aussi besoin de support pour s'implanter.

Un organisme qui offre de l'aide au budget explique qu'habituellement ils étaient capables de calculer avec les personnes le coût d'un logement qui correspondait à leur besoin, toutefois ce n'est plus possible de trouver des logements à 35 % de leur revenu, surtout pour les aînés. Les mamans monoparentales sont refusées parce que les enfants font trop de bruit, les personnes sortant de détention parce qu'ils ont un casier judiciaire, les personnes issues de l'immigration sont victimes de discrimination et les personnes qui n'ont pas de crédit ne sont

plus admissibles à un logement. Il y a une lourde problématique d'accessibilité pour une grande partie de la population. Beaucoup de promoteurs sont intéressés à construire le long du tramway, entre autres. D'autres achètent des logements pour les subdiviser, ils ne deviennent donc plus adéquats pour des familles, mais surtout ces « nouveaux logements » ne sont plus abordables.

Les acteurs perçoivent une augmentation de l'itinérance visible en périphérie de la municipalité. L'accessibilité aux services en itinérance questionne certains intervenants qui mentionnent que plusieurs personnes sont mobilisées pour se sortir de la rue, mais qu'elles n'ont pas accès aux services faute de place dans les ressources et de la longueur du processus.

L'analphabétisme est également mentionné comme enjeu à l'accessibilité. Sans soutien, la gestion d'Internet, les procédures et les formulaires étant une barrière quasi infranchissable pour ces personnes.

Il y aurait une augmentation des effractions: une participante nous mentionne avoir eu huit personnes dormant dans son cabanon. La proximité de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec occasionnerait une présence accrue des personnes avec certains troubles de santé mentale ou en psychose.

Le besoin de reconnaissance du milieu communautaire est un enjeu majeur. La crise du logement met de la pression et affaiblit le réseau communautaire avec le coût des locaux qui oblige les organismes à réduire leurs services ou à procéder à des fermetures.

Enjeux prioritaires

- La problématique de la décentralisation des ressources et donc le financement nécessaire des régions rurales et éloignées dans le programme «Vers un chez-soi» en itinérance.
- Dans le Vieux-Québec, les logements les plus vieux sont non assurables.
- Il manque de sous pour financer l'hébergement jeunesse.
- Il existe un besoin de fonds pour rénover les logements existants.
- Dans les quartiers centraux, on ne peut pas construire à cause de la densification.
- Beaucoup de nouveaux arrivants ont besoin de support pour s'implanter dans le milieu.

Pistes de solutions

- Baisse du seuil d'admissibilité pour le logement social.
- L'assouplissement des formulaires pour favoriser l'accessibilité aux services.
- Les services doivent s'adapter au vieillissement prématuré des personnes en situation d'itinérance.
- Une adaptation liée aux besoins à la sortie de la détention ou de la protection de la jeunesse.
- Le besoin d'un fonds de démarrage pour les projets de logements sociaux et communautaires.
- Récurrence et prévisibilité sont nécessaires pour l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) pour que les organismes puissent préparer leur projet.
- Un programme d'acquisition du logement pour le communautaire.
- Le besoin de programmes pour faire du RPA privé du RPA communautaire afin de prévenir les fermetures et de garder les gens dans leur quartier.
- L'accès à des locaux pour les organismes communautaires à des prix abordables.
- Un consensus entre tous les partis et les paliers de gouvernements pour faire du logement un enjeu majeur.

Gaspésie Îles-de-la-Madeleine et Bas-Saint-Laurent

La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est peuplée de 92 403 habitants. Près du tiers de la population habite la ville de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine. Cette région compte six MRC et près de 97 % de population est située en zone rurale. (Gouvernement du Québec, 2024h)

Ville de Gaspé

Population : 15 137 en 2022 (Gouvernement du Québec, 2024i)

Taux d'inoccupation : 2017 : 1,7 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,0 %

Îles-de-la-Madeleine

Population : 13 221 en 2022 (Gouvernement du Québec, 2024i)

Taux d'inoccupation 2017 : 0,6 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,4 % (SCHL, 2023d)

Matane^[1]

Population : 14 000 (Gouvernement du Québec, 2024i)

Matane taux d'inoccupation 2017 : 6,2 %

Matane taux d'inoccupation 2022 : 2,3 % (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans les circonscriptions de Mme Kristina Michaud, députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia soit à Carleton-sur-Mer et à Mont-Joli. Accompagné de sa collègue, il a rencontré près d'une trentaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement. En Gaspésie, le taux d'inoccupation est passé sous la barre des 1 %, à l'exception de Matane qui se situe à 2,3 % (SCHL, 2023b).

[1] Il est à noter que la Ville de Matane est située dans la région touristique de la Gaspésie tout en étant située dans la région administrative du Bas-Saint-Laurent. Pour les fins de ce rapport de tournée nous l'avons volontairement située dans la région touristique puisque la circonscription représentée par la députée Kristina Michaud couvre une partie du territoire de la Gaspésie.

Résumé de la rencontre

L'augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance dans la région est le premier élément mentionné en début de rencontre. Les personnes sans-abri restent aussi plus longtemps dans cette situation (ex. : une dame qui est dans la rue depuis plus d'un an et demi.) Selon certains acteurs, le taux de suicide et de problèmes de dépendance est en augmentation. Il y a aussi plusieurs personnes dormant dans leur voiture partout sur le territoire.

Il existe cinq ressources d'hébergement d'urgence multi-clientèle pour un total d'environ 50 lits pour toute la Gaspésie. Ces hébergements auraient un taux d'occupation de 93 %.

Plusieurs projets de logements sont en cours, par exemple la récupération d'une école primaire pour un projet intergénérationnel et l'ajout de studios pour les gens mal pris. Des organisations travaillent sur ce projet depuis 2017. Il y a aussi la mise en place dans la Baie-des-Chaleurs de logements accessibles pour personnes atteintes de schizophrénie et psychose et possiblement d'autres à venir en Gaspésie. Il existe aussi de l'hébergement pour les personnes non autonome vivant avec un handicap (TSA DI) Quatorze hébergements sont disponibles.

La complexification des projets a été abordée, alors que les intervenants avaient auparavant accès à des programmes fédéraux et provinciaux qu'ils maîtrisaient, les développeurs s'arrachent maintenant les cheveux pour comprendre tous les programmes et les arrimer. Il y a un manque d'uniformisation et d'harmonie au Québec pour les programmes. Les spécialistes des GRT sont fatigués.

Selon un représentant de la MRC, il n'y a que très peu de logements locatifs, les maisons unifamiliales représentant 97,4 % du marché. Il mentionne que le marché privé ne considère pas la construction de logement dans la région comme étant rentable. Or il semblerait que les gens veulent louer, entre autres les travailleurs et les nouveaux retraités. La MRC est engagée en offrant un incitatif financier, mais ce n'est qu'une mesure temporaire. Les crédits d'impôts et remboursement de taxes ne sont pas suffisants. Au niveau régional, ils ont fait l'embauche d'une firme de professionnels pour savoir ce qui serait le plus avantageux.

Une étude sur les besoins en logement locatif a été réalisée dans la région, il manque autour de 800 logements pour la région Amboise/Gaspésie-les-Îles et près de 1000 logements pour la Gaspésie administrative.

Il y a également des défis quant à l'accessibilité des terrains. Il y a sur le territoire plusieurs zones inondables ou agricoles en plus des terrains possédés par des propriétaires privés qui ne veulent pas faire du développement.

La problématique des infrastructures a également été soulevée. Malgré le désir de densification, les infrastructures ne sont pas adaptées à un tel développement.

Il faut des logements pour les travailleurs. Les entreprises achètent maintenant du logement pour leurs travailleurs et deviennent donc des compétiteurs supplémentaires. Les personnes se trouvent donc en situation de vulnérabilité alors que leur employeur devient aussi leur locateur. Plusieurs personnes ont aussi des emplois confirmés, mais ne peuvent pas accepter faute d'endroit où se loger. Le manque de main-d'œuvre est pourtant criant.

Fait nouveau, les employeurs se tournent vers l'international pour le recrutement. Il y a eu un projet de recrutement d'infirmiers et d'infirmières dans la dernière année, certaines infirmières dorment dans des tentes avec leurs enfants. Les enfants subissent donc un impact important, entre autres au niveau de leur scolarité. Une personne mentionne une recrudescence de racisme, on est passé de l'affirmation «les immigrants nous volent nos jobs» à «les immigrants nous volent nos logements». L'impact social est donc vraiment important.

L'enjeu du premier juillet est différent en Gaspésie, principalement parce que les gens trouvent refuge dans des chambres d'hôtel l'hiver et sont ensuite mis à la porte en mai lors de l'arrivée des touristes. Plusieurs personnes se retrouvent donc à la rue pendant la saison touristique, certaines ont pris plusieurs années pour se retrouver un logement. Les Airbnb sont également problématiques, certaines municipalités ont réglementé plus fortement ce type d'hébergement. Il y aurait également beaucoup de spéculations sur le territoire, les habitations se vendent donc à fort prix.

La rareté des logements amène le Cégep de la région à faire appel à la population pour loger les étudiants.

Les personnes non autonomes et vivant avec un handicap doivent rester plus longtemps dans leur famille par manque du nombre d'hébergements accessible. Parfois lorsqu'elles sont hébergées, elles sont déracinées de leur milieu et les familles ne peuvent plus aller les voir à cause de la distance à parcourir et du manque de transport. Plusieurs familles d'accueil fermeront bientôt et les besoins seront alors plus grands.

En ce qui concerne les programmes, beaucoup d'inquiétudes se font sentir, que ce soit à l'égard du dépôt de projet de la municipalité dans le cadre du programme d'accélération pour la construction; le volet subvention du fonds de co-investissement qui est vide; les HLM qui ont de grands besoins de rénovations alors que les conventions se terminent ou que les appels de projets ne sont pas terminés et qu'il ne reste déjà plus de fonds, ce qui met à risque plusieurs projets. La tension est palpable.

Enfin, les statistiques de la SCHL sont pointées du doigt. Pour les gens de Pointe-à-la-Croix, les statistiques sont mélangées avec Campbellton au Nouveau-Brunswick, ce qui a un impact sur le loyer médian. Des statistiques aux cinq ans ne sont pas suffisantes, surtout dans des moments de grands changements comme on le vit depuis la pandémie.

Enjeux prioritaires

- L'augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance.
- Les hébergements fonctionnent à pleine capacité.
- Manque d'uniformisation et d'harmonie au Québec pour les programmes de construction.
- Manque de logements (800 pour la région Amboise/Gaspésie-les-Îles et près de 1000 logements pour la Gaspésie administrative).
- Terrains possédés par des propriétaires privés qui ne veulent pas faire du développement.
- Manque de logements pour les travailleurs.
- Parc de tentes sur le territoire.

Pistes de solutions

- Besoins d'un arrimage entre les gouvernements et d'une rapidité pour le versement de fonds.
- Besoin d'hébergement pour des personnes à besoins particuliers (santé mentale, déficience intellectuelle entre autres).
- Besoin de mesures pour mettre fin à la spéculation.
- Besoin d'optimiser les données de Statistiques Canada afin d'avoir des programmes répondant au besoin des milieux.
- Besoin de plus de fonds pour la rénovation des HLM.
- Besoin de plus de fonds et d'investissement pour le logement, plusieurs programmes sont vides.

Bas-Saint-Laurent

La région administrative du Bas-Saint-Laurent est peuplée de 200 507 habitants dont le quart habitent la ville de Rimouski. Les deux autres villes plus peuplées sont Rivière-du-Loup et Matane. Cette région comporte huit MRC et près de 50 % de la population habite en zone rurale. (Gouvernement du Québec, 2024j)

Dans le cadre de sa tournée M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans les circonscriptions de M. Maxime Blanchette-Joncas, député Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, soit à Rimouski et à Saint-Jean-de-Dieu. Accompagné de son collègue, il a rencontré près d'une quarantaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Rimouski

Population : 50 036 (Gouvernement du Québec, 2024)

Taux d'inoccupation 2017 : 3,9 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,4 % (SCHL, 2023d)

Rivière-du-Loup

Population : 20 176 (Gouvernement du Québec, 2024l)

Taux d'inoccupation : 2017 3,2 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,5 % (SCHL, 2023d)

Résumé de la rencontre

À Rimouski, lors d'une discussion ayant eu lieu le 27 mars 2023, sur les enjeux du logement, plusieurs préoccupations ont été soulevées par les participants.

Tout d'abord, le désir a été exprimé d'avoir des programmes continus, sans date fixe de dépôt, afin de faciliter l'accès au financement pour les projets de logement. Actuellement, le processus de sélection des projets est perçu comme trop limité, et il engendre beaucoup de temps et d'énergie pour les professionnels impliqués, tels que les architectes et les ingénieurs. Malheureusement, cette énergie investie ne garantit pas la certitude d'acceptation pour un financement.

Le besoin de la mise en place de facilitateurs, agissant comme des guichets uniques, afin d'aider à la compréhension des différents programmes disponibles a été exprimé. L'objectif est de simplifier le processus pour les promoteurs et les professionnels du logement.

Des projets en cours, prévus pour le mois de mars, visent à créer entre 500 et 600 portes dans la région du Bas-Saint-Laurent. Cependant, il a été souligné que la réalisation d'une porte selon les exigences actuelles coûte entre 300 000 et 450 000 dollars, alors que par exemple pour les aînés à mobilité réduite, l'espace collectif n'est parfois pas correctement calculé dans le coût admissible du projet.

Une lacune dans le suivi des dossiers a été signalée, notamment lorsqu'il y a un départ de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Ce manque de suivi peut entraver la progression des projets et affecter la continuité des initiatives.

Les problèmes liés à l'itinérance ont également été mis en avant, avec des personnes dormant dans des conditions précaires, y compris dans des buanderies, et un manque criant de places dans les hébergements d'urgence. Le manque de personnel dans ces établissements aggrave la situation.

Les maisons étant la propriété d'individus extérieurs à la communauté contribuent à l'augmentation de la valeur immobilière, créant ainsi des inquiétudes quant à l'accessibilité du logement pour les résidents locaux.

D'autres problématiques ont été identifiées, notamment la difficulté à loger les étudiants, avec des préoccupations spécifiques quant à la sécurité des étudiantes. Les logements non salubres pour les immigrants avec des permis de travail fermés ont également été pointés du doigt, ainsi que des problèmes de transport et des conditions critiques pour les femmes en situation de violence conjugale.

En résumé, les discussions à Rimouski mettent en lumière la nécessité de réformes dans les programmes de logement, d'un suivi plus attentif des dossiers, et d'une prise de conscience accrue des divers enjeux qui touchent la communauté en matière de logement.

Enjeux prioritaires

- Trop peu de projets choisis par les programmes actuels.
- La sécurité des étudiantes est inquiétante avec des locateurs qui commettent des abus.
- Beaucoup de temps et d'énergie (architecte, ingénieurs, etc.) dans la création de projets de construction, mais pas de certitude d'être accepté pour un financement.
- Problème de salubrité pour les logements des travailleurs étrangers.
- Les maisons étant la propriété de gens de l'extérieur de la région font augmenter la valeur du parc immobilier.
- Les hébergements d'urgence sont pleins.
- Manque de personnel dans les ressources en itinérance.
- Les femmes en situation de violence conjugale : conditions critiques.

Pistes de solutions

- Désirent des programmes continus (sans date fixe de dépôt).
- Besoin de facilitateurs pour comprendre les programmes (guichet unique).
- Assurer un meilleur suivi des dossiers lorsqu'il y a un départ à la SCHL.
- Augmentation des financements pour développer de l'hébergement et attirer des ressources humaines.

Saint-Jean-de-Dieu

Population : 1692 habitants (Gouvernement du Québec, 2024m)

Lors de la rencontre du 17 août 2023 aux Basques, les intervenants ont mis en lumière les préoccupations et défis majeurs en matière de logement dans la région.

Résumé de la rencontre

Les élus semblent désormais conscients de l'ampleur du problème, notamment avec la montée de l'itinérance.

Un comité d'urgence a été mis en place pour soutenir les personnes en situation d'itinérance, impliquant même la Sûreté du Québec (SQ). D'autres services sont également offerts tels que la distribution de nourriture, qui agit souvent comme un aimant, attirant des personnes en situation d'itinérance.

La problématique de l'itinérance dans le Témiscouata a été soulignée, avec l'absence de ressources, d'hébergement, et une seule ressource en violence conjugale. Des solutions temporaires, comme la location de logements, pour héberger certaines personnes sans abri, ont été mises en place, mais il reste difficile de faire reconnaître l'existence de l'itinérance en région.

Les participants ont souligné la nécessité d'un changement dans la structure provinciale, soulignant que les délais actuels découragent les gens, en particulier lorsqu'il y a un changement d'élu, nécessitant ainsi de refaire l'ensemble des démarches.

Les gestionnaires de programme ont mis de l'avant les difficultés liées à l'obligation de se retrouver dans des cases standardisées de programmes qui ne reflètent pas toujours la réalité du terrain, alors que d'autres intervenants ont évoqué le problème de l'inflation qui n'encourage pas les investissements dans la construction de logements.

Les délais, notamment le paiement des architectes à la fin du projet, ont été soulignés comme un obstacle majeur, avec des retards pouvant atteindre six à sept ans.

Les participants ont abordé la nécessité d'actions concrètes pour contrer la spéculation immobilière, notamment en retirant les habitations du marché privé et en développant des logements sociaux. Les enjeux liés aux personnes âgées, au transport, et aux besoins des jeunes étudiants ont également été discutés.

En fin de compte, la rencontre a mis en évidence une série de défis complexes nécessitant une action coordonnée à plusieurs niveaux, notamment provincial et fédéral, pour aborder efficacement les enjeux de logement dans la région des Basques.

Enjeux prioritaires

- Augmentation de l'itinérance.
- Manque de ressources en itinérance.
- Financement pour la construction non adapté aux réalités des petites municipalités.

Pistes de solutions

- Décentraliser le financement en itinérance pour que les régions puissent mettre des services adaptés en place.
- Flexibilité des programmes en construction pour une meilleure adaptation aux milieux.
- Actions concrètes pour contrer la spéculation immobilière.

Abitibi-Témiscamingue

La région de l'Abitibi-Témiscamingue est peuplée de 148 493 habitants. Cette immense région est composée de cinq MRC et plus de la moitié de population habite les villes de Rouyn-Noranda et Val-D'Or. Un peu plus du tiers des résidents habitent en zone rurale. (Gouvernement du Québec, 2024r)

Selon les dernières données, le taux d'inoccupation de logements locatifs en Abitibi-Témiscamingue se situe entre 1,7 % et 0,7 % (SCHL, 2023b).

Val-d'Or

Population : 33 032 (Gouvernement du Québec, 2024s)

Taux d'inoccupation 2017 : 1,7 %

Taux d'inoccupation 2022 : 1,7 % (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de Mme Sylvie Bérubé, députée d'Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, soit à Val-d'Or. Accompagné de sa collègue, il a rencontré près d'une quinzaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la réunion sur le logement à Val-d'Or, qui s'est tenue le 28 août 2023, divers enjeux cruciaux ont été soulevés, reflétant les réalités et les besoins spécifiques de cette communauté de 33 000 résidents.

Un participant, impliqué à la fois en tant que professeur chercheur à l'Université du Québec et président d'un organisme en itinérance, a partagé des informations sur les initiatives entreprises depuis la pandémie, notamment un projet de 22 lits de transition et un centre de débordement pouvant recevoir 100 personnes. Cependant, la pérennité de ces programmes est fragile en raison du financement limité.

Des enjeux spécifiques liés à l'itinérance ont été mis en évidence, notamment l'absence d'un centre de jour dédié. La présence de personnes en situation d'itinérance dans les rues provoque des dérangements urbains. La cohabitation avec les personnes autochtones a également été mentionnée et il fut souligné que la visibilité accrue des personnes en situation d'itinérance depuis la pandémie crée des tensions. La fermeture des bars a également eu un impact sur l'atmosphère du centre-ville, ces derniers tenant auparavant lieu de «centre de jour».

La problématique de la délinquance liée à la consommation a été soulevée, avec des incidences sur la gestion des espaces publics, comme les parcs. Les défis liés à l'itinérance, notamment les besoins croissants des personnes âgées en situation d'itinérance, ont été soulignés, nécessitant des solutions adaptées.

L'une des problématiques majeures évoquées concerne la difficulté à obtenir des statistiques précises sur la population en raison de la présence de nombreux citoyens «fantômes», des travailleurs temporaires qui n'apparaissent pas dans les données démographiques officielles. Cette situation complique l'évaluation des besoins en logement et des services nécessaires.

Le secteur minier, qui génère des milliers d'emplois, est un moteur économique pour la région, mais la demande en logements n'est pas linéaire et dépend des cycles d'exploitation. De plus, certaines entreprises possèdent des maisons, résidentielles ou à logements, pour leurs employés. Le milieu a des préoccupations quant à la contribution de ces travailleurs à la communauté.

Dans le contexte du marché immobilier, des disparités ont été observées entre les paramètres de financement et les réalités du marché. Des préoccupations ont été exprimées quant au prix élevé des nouveaux logements et à la nécessité d'une synchronisation des politiques de subvention sur le loyer médian.

D'autres intervenants ont partagé leurs perspectives, mettant de l'avant des problématiques telles que la migration des communautés, les besoins spécifiques des aînés, la nécessité de solutions multigénérationnelles, et les défis liés à la main-d'œuvre et à la rétention des travailleurs.

En conclusion, la réunion a mis en lumière la complexité des enjeux liés au logement à Val-d'Or, exigeant une approche intégrée, des solutions novatrices, et une collaboration entre divers acteurs pour répondre aux besoins spécifiques de cette communauté dynamique.

Enjeux prioritaires

- Existence du phénomène du «Fly in Fly out» : Les travailleurs ne restent pas, ne participent pas à la vie communautaire, mais utilisent les services.
- Les aînés ne peuvent pas quitter leur maison, même lorsqu'ils ne peuvent plus s'en occuper parce que ne savent pas où aller.
- Manque d'hébergement pour les personnes autochtones.

Pistes de solutions

- Besoin d'un milieu de jour à haut seuil de tolérance pour les personnes en situation d'itinérance.
- Besoin d'une politique gouvernementale en itinérance.
- Obligation pour les minières à construire du logement et que ces logements appartiennent à des OSBL.
- Création de logements pour les Autochtones.

Rouyn-Noranda

Population : 43 097 (Gouvernement du Québec, 2024t)

Taux d'inoccupation 2017 : 3,2 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,8 (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de M. Sébastien Lemire, député d'Abitibi-Témiscamingue, soit à Rouyn-Noranda. Accompagné de son collègue, il a rencontré plus d'une vingtaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre du 29 août 2023 à Rouyn-Noranda, divers enjeux liés au logement ont été soulevés, mettant en lumière des défis complexes et variés auxquels la région doit faire face.

Les intervenants locaux ont partagé leurs préoccupations, soulignant les enjeux spécifiques aux hébergements pour femmes avec enfants, la santé mentale, les services pour les hommes en situation d'itinérance, les logements transitoires, et les défis liés à la construction.

Certains quartiers devront également être relocalisés pour des raisons de santé publique, ce qui cause de grandes inquiétudes dans le milieu, puisqu'il n'y a pas de logements disponibles. Les intervenants donnent aussi l'exemple de jeunes pris en charge par le Directeur de la protection de la jeunesse (DPJ) et qui se retrouvent à dormir dans des gymnases. La saturation des ressources existantes est évidente, avec des taux d'occupation élevés dans les centres d'hébergement, et des appels constants pour des solutions de logement temporaires.

Le Témiscamingue exprime le désir d'attirer de nouveaux résidents, mais la principale option semble être l'achat de maisons, en l'absence de logements disponibles. À La Sarre, la construction de logements est une problématique majeure dans le contexte d'une tentative d'attirer des travailleurs, par exemple des infirmières, lors d'une sorte de « Grande séduction » locale.

L'Abitibi-Ouest et le Témiscamingue connaissent des difficultés à maintenir leur population, qui est passée de 24 000 à 20 000 habitants, bien que le nombre de logements disponibles reste inchangé et ce, dû principalement aux séparations. Des préoccupations similaires quant aux enjeux liés au logement ont été exprimées par la MRC D'Aricana.

C'est entre 200 et 400 personnes qui sont en attente de HLM dans la région. Les personnes présentes mentionnent également le fait que les promoteurs ne désirent pas bâtir des logements pour les familles, par exemple des 5 ½, parce que ce ne sont pas des projets rentables. Ce qui amène une problématique pour loger les familles et les mères monoparentales avec plusieurs enfants.

Les participants ont exprimé des préoccupations quant aux normes strictes et sévères régissant la construction de logements abordables, ainsi que la difficulté à obtenir des financements pour des projets plus petits. La pression sur les ressources, le manque de logements abordables, et les problèmes de surqualification des logements disponibles ont été soulignés.

Dans l'ensemble, le besoin de simplification des programmes, la transformation de maisons unifamiliales en logements, la déréglementation, la rapidité des processus, et la création d'un comité mixte Société d'habitation du Québec SHQ-SCHL ont été proposées comme solutions potentielles pour surmonter les obstacles actuels.

Le projet PLACE, axé sur l'octroi de subventions pour développer un modèle permettant aux aînés de devenir propriétaires et comprenant 50 unités pour maximiser la rentabilité de la construction, a également été évoqué comme une initiative prometteuse pour répondre aux besoins de la communauté en matière de logement.

Enjeux prioritaires

- Dans le secteur Abitibi-Ouest et Témiscamingue : difficulté à maintenir leur population passée de 24 000 à 20 000.
- Problématique due à la disparité entre les salaires (très élevés et très bas). Les propriétaires ont tendance à élever leur loyer en fonction des salaires plus élevés.

- Quartier qui aura à être relocalisé d'ici quatre ans pour des causes de santé publique (ne savent pas où relocaliser les gens).
- Entre 200 et 400 personnes en attente d'un HLM.
- Les plus grands promoteurs ne veulent pas créer des logements pour les familles (5 ½).
- Il y a des parcs de tentes un peu partout dans la ville.
- Le manque de logement crée un bouchon dans les ressources d'hébergement d'urgence et transitoires.
- Construction complexifiée par les milieux humides du territoire.
- Certaines normes de la SHQ prévoient des gicleurs pour être financées. Or, dans les villages, il n'y a pas assez de pression d'eau pour pouvoir les mettre en place.

Pistes de solutions

- Besoin de la création d'un centre de jour.
- Les petits projets (cinq logements) doivent devenir admissibles pour des programmes comme l'initiative de logement rapide et d'autres programmes de la SCHL.
- Besoin d'obtenir des suivis fréquents en ce qui concerne leurs demandes de financement pour des projets de construction.
- Besoin de financement pour faire des rénovations dans des bâtiments existants.
- Les programmes doivent tenir compte de la complexité due aux caractéristiques du territoire et doivent donner des compensations financières pour construire en conséquence. (Coût plus élevé).

Saguenay — Lac-Saint-Jean

La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean est peuplée de 282 330 habitants et compte cinq MRC. Plus de la moitié des habitants résident dans la ville de Saguenay. Près du quart de la population habite en zone rurale. Les autres villes les plus peuplées sont Alma, Dolbeau-Mistassini et Saint-Félicien. (Gouvernement du Québec, 2024u)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de M. Alexis Brunelle-Duceppe, député de Lac-Saint-Jean, soit à Saint-Félicien et à Alma. Accompagné de son collègue, il a rencontré près d'une trentaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement. Selon les dernières données, le taux d'inoccupation de logements locatifs est d'à peine 0,9 % au Saguenay–Lac-Saint-Jean (SCHL, 2023b).

Saint-Félicien

Population : 10 226 (Gouvernement du Québec, 2024u)

Taux d'inoccupation 2017 : 5,0 %

Taux d'inoccupation 2022 : 1,1 % (SCHL, 2023d)

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre à Saint-Félicien le 6 septembre 2023, plusieurs intervenants ont exposé les défis pressants auxquels la région est confrontée en matière de logement et d'itinérance.

Une intervenante a souligné une pénurie de ressources adaptées en itinérance, avec une augmentation de la liste d'attente en raison de la fermeture de ressources supplémentaires. L'itinérance est en augmentation dans la région et il est nécessaire d'adopter une approche 365 jours par année, la réhabilitation est essentielle plutôt que la simple fourniture de lits. On doit, selon eux, créer un environnement favorable pour les personnes en situation d'itinérance, soulignant dans un même temps les discriminations auxquelles ces personnes sont confrontées.

Un travailleur de rue a partagé des expériences difficiles et des stigmatisations, expliquant que les personnes en situation d'itinérance sont souvent du «nouveau monde» et qu'il faut une conscientisation de la communauté.

Le maire de Roberval a partagé des statistiques inquiétantes, déclarant que la ville était classée à 0 % de taux d'inoccupation, la pire du Québec, avec des problèmes de logements loués de bouche à oreille et des difficultés spécifiques avec le logement pour les personnes autochtones.

Il y a 650 HLM dans le secteur de Roberval et Saint-Félicien, dont quelques-uns en rénovation. Il y a une forte demande de logements abordables, mais un manque d'entre-deux, obligeant de nombreuses personnes à rester dans les HLM. Il y a des HLM vacants dans de petites municipalités à cause du manque d'accessibilité au niveau du transport.

Une représentante d'un organisme œuvrant en immigration a mentionné des problèmes liés aux travailleurs temporaires, notamment des difficultés de transport et un manque de logements abordables, certains se retrouvant à 10 dans une chambre faute d'hébergement.

La dépendance entre les travailleurs étrangers et les employeurs propriétaires est problématique.

D'autres intervenants, dont le maire de Dolbeau-Mistassini et des représentants de diverses organisations et institutions, ont ajouté leurs perspectives, abordant des problèmes spécifiques tels que l'itinérance autochtone, les logements vacants, les besoins des travailleurs étrangers, les défis des organismes d'immigration, et les implications pour les étudiants du Cégep de Saint-Félicien.

En conclusion, les participants ont souligné la nécessité de logements abordables, de services intermédiaires en itinérance, de prévention et de sensibilisation. L'enjeu crucial du logement a été mis en évidence, avec un appel à agir rapidement pour éviter une perte de contrôle de la situation.

Enjeux prioritaires

- 85 % des itinérants sont Autochtones.
- Parc de tentes sur le territoire (approuvé par la municipalité).
- Il manque de logements abordables.
- Grande augmentation du nombre de travailleurs étrangers (qui ont besoin de logements) sur le territoire.
- Jeunes en DPJ qui retournent avec les familles dysfonctionnelles à 18 ans faute de logement.
- Parcs de tentes sur le territoire.

Pistes de solutions

- Besoin d'avoir des services en itinérance 365 jours par année.
- Construction de logements réellement abordables.
- Développer des services intermédiaires en itinérance.
- Agir en prévention de l'itinérance.

Alma

Population : 31038 (Gouvernement du Québec, 2024w)

Taux d'inoccupation 2017 : 4,1

Taux d'inoccupation 2022 : 0,3 % (SCHL, 2023d).

Lors de la rencontre à Alma, plusieurs intervenants ont partagé des préoccupations majeures concernant le logement et l'itinérance dans la région.

Résumé de la rencontre

En début de rencontre, un représentant de la Maison Oxygène a souligné le manque de logements pour les papas, avec seulement six logements disponibles, dont trois à Alma et trois à Dolbeau. Il a également mentionné la difficulté de gérer les problématiques soulevées par le DPJ et la croissance rapide de la liste d'attente, illustrant le dilemme déchirant de devoir prioriser certains enfants par rapport à d'autres.

Il y a une augmentation fulgurante de l'itinérance dans la région, avec un besoin immense et des ressources démunies. Le financement insuffisant et restrictif a été souligné, ainsi que le besoin d'avoir un milieu de jour alors que le programme «Vers un chez-soi» n'est pas suffisamment indexé.

Le manque de lits d'urgence en itinérance pour une population de 50 000 habitants, favorise la création d'une liste d'attente importante. Le milieu demande l'ajout de ressources intermédiaires pour l'itinérance alors que La Maison des Sans-Aabri à Saguenay, bien qu'offrant 36 lits, est toujours pleine. Les gens hésitent à s'y rendre, car elle est éloignée de chez eux.

Différents intervenants ont partagé des histoires alarmantes, notamment des propriétaires abusant des locataires, des logements sans fenêtres, et des femmes confrontées à des demandes de faveurs sexuelles pour obtenir un logement.

Des représentants d'institutions éducatives ont également souligné les difficultés des étudiants internationaux et québécois à trouver un logement, mettant en lumière des situations précaires, voire des étudiants dormant dans leur voiture. Un projet est en cours pour l'acquisition de logements afin d'atténuer cette problématique.

La problématique du logement pour les femmes, en particulier celles victimes de violence conjugale, a été discutée, soulignant la nécessité de logements abordables et sécuritaires.

En somme, la situation du logement et de l'itinérance à Alma est préoccupante, avec des besoins criants, des ressources insuffisantes, et des défis complexes qui nécessitent une action immédiate.

Enjeux prioritaires

- Manque de logement pour les étudiants étrangers et d'ailleurs au Québec, l'impact pour les institutions scolaires et pour la région serait grave s'il y a une réduction de cet apport : fermetures de programmes, perte d'emploi, perte de vitalité de la communauté, etc.
- Des femmes qui se font demander des faveurs sexuelles pour se loger.
- Un lit en itinérance pour 50 000 habitants.
- Des ressources en hébergement qui se retrouvent devant le choix déchirant de devoir prioriser une famille plutôt qu'une autre.
- Précarité alimentaire les jeunes perdent connaissance parce qu'ils ne mangent pas à cause des coûts du loyer.

Pistes de solution

- Augmentation et indexation des financements du programme en itinérance «Vers un chez-soi».
- Augmentation des ressources d'urgence en itinérance.
- Construction de logements abordables.
- Acquisition et construction de logements par les institutions scolaires pour le logement étudiant.

Jonquière

Population ville de Saguenay : 147 952 (Gouvernement du Québec, 2024x)

Taux d'inoccupation 2017 : 6,8 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,9 % (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de M. Mario Simard, député de Jonquière. Accompagné de son collègue, il a rencontré près d'une trentaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la réunion à Jonquière le 7 septembre 2023, plusieurs intervenants ont partagé des informations cruciales sur la crise du logement et de l'itinérance dans la région.

La représentante de Centraide a évoqué l'interpellation des citoyens sur la question du logement, soulignant les difficultés d'appuyer les personnes sans abri. Elle a également mentionné les initiatives en itinérance et les défis rencontrés par les étudiants.

Les hébergements d'urgence pour les couples sont inexistants, alors que les besoins sont présents. La possible vente d'une maison de chambres cause également beaucoup d'inquiétudes alors que plusieurs personnes risqueraient de se retrouver à la rue si la vente se réalisait.

L'Association canadienne de santé mentale a discuté du programme Stabilité résidentielle avec accompagnement (SRA), soulignant la stigmatisation des personnes atteintes de problèmes de santé mentale et le besoin croissant de logements adaptés.

Bien que de nombreuses personnes aient réussi à trouver un logement, les étudiants étrangers sont souvent discriminés, et la précarité alimentaire devient un problème majeur.

Des représentants de l'association étudiante Chicoutimi ont parlé des défis auxquels sont confrontés les étudiants, en particulier les étudiants étrangers, en raison des coûts élevés du loyer. L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) a partagé des préoccupations similaires concernant les étudiants, en mettant en évidence les abus des propriétaires, l'insalubrité et les discriminations, surtout touchant les étudiants internationaux.

C'est près de 1700 appels par an de personnes cherchant un logement qui sont reçus par l'organisme de soutien en logement de la région. Ils jumellent des personnes ayant déjà un logement avec celles qui en cherchent.

Une représentante de l'OMH Saguenay a présenté les services d'aide à la recherche de logement. Environ 8 à 10 personnes sont sans logement depuis le 1er juillet. Parmi les enjeux abordés: les déménagements coûteux, des ententes avec des hôtels onéreux et des défis liés à l'immigration.

Une représentante de la Corporation de développement communautaire (CDC), a souligné les multiples problèmes financiers liés au logement, notamment les dettes et les personnes vivant dans leur voiture. Elle s'occupe également de la table de lutte contre la pauvreté et a discuté du plan d'action à venir, mettant en évidence le sentiment d'impuissance des personnes impliquées.

Le manque de logements communautaires, est décrié par le milieu. Les listes d'attente sont longues les besoins ne cessent de croître.

La réunion a également permis d'aborder les défis spécifiques liés aux personnes âgées, aux étudiants, aux travailleurs de rue, et aux problèmes rencontrés dans le secteur privé. Il est clair que la situation du logement à Jonquière est complexe et nécessite une action coordonnée et urgente.

Enjeux prioritaires

- Enjeux du déracinement des personnes à leur communauté faute d'hébergement près de leur municipalité.
- Pas d'hébergement temporaire de crise pour les couples.
- Logement étudiant : plusieurs problématiques liées à la proximité et à l'insalubrité.
- 1700 appels par année de gens qui se cherchent du logement.
- Parc de tentes à Chicoutimi et Jonquière (La Ville n'autorise pas les campements).

Pistes de solution

- Développement de projets de construction d'immeubles dédiés et semi-supervisés pour les personnes vivant avec un TSA ou une déficience intellectuelle.
- Création d'hébergement étudiant.
- Création et financement d'hébergement d'urgence répondant aux besoins du milieu.

Estrie

La région administrative de l'Estrie est peuplée de 507208 habitants. La région compte huit MRC et l'Agglomération métropolitaine de Sherbrooke. La ville de Sherbrooke avec ses 175000 habitants est la plus peuplée. Les autres villes les plus peuplées sont Granby et Magog. Un peu plus du tiers de la population habite en zone rurale. (Gouvernement du Québec, 2024y)

Granby

Population : 70823 (Gouvernement du Québec, 2024z)

Taux d'inoccupation 2017 : 1,5 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,4 % (SCHL, 2023d).

Le taux d'inoccupation des logements à Granby est 0,4 % et certaines statistiques ont démontré que la ville a connu une des plus importantes hausses du coût des loyers moyens au Québec (SCHL, 2023b).

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de Mme Andréanne Larouche, députée de Shefford. Accompagné de sa collègue, il a rencontré près d'une trentaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la réunion à Granby le 8 septembre 2023, plusieurs intervenants ont partagé des informations alarmantes sur la situation de l'itinérance et de la pauvreté dans la région.

Une représentante de l'hébergement d'urgence pour femmes a exposé la vulnérabilité des femmes enceintes dans la rue, soulignant le manque de suivi médical et de filet social. Les femmes en détresse se retrouvent souvent dans des situations précaires, avec seulement cinq lits disponibles, et la moyenne d'âge des femmes sans abri diminue.

Une policière a mentionné la «zone de tolérance» instaurée à Granby et a noté la migration de personnes venant d'autres villes. Elle a souligné la nécessité d'un lieu 24/7 et d'une consolidation des centres de jour, soulignant les lacunes dans les services actuels.

L'itinérance a été abordé comme le symptôme d'une société malade. Il a également souligné l'importance d'un parc locatif hors marché, le manque de financement, la complexité croissante des besoins et la difficulté à recruter du personnel. Le fait que Granby ne soit pas une communauté désignée est une problématique pour le milieu qui ne reçoit que peu de fonds en itinérance.

Une travailleuse de rue a mis en avant les défis rencontrés par les personnes de la rue, en particulier celles en situation d'itinérance invisible dans les granges et fermes. Elle a aussi mentionné des personnes en situation d'itinérance en hypervigilance parce qu'elles se font parfois attaquer par des citoyens.

Une représentante de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) a mis en lumière les conséquences dramatiques des évictions, notamment la fermeture de RPA, qui entraînent des déplacements parfois fatals pour les aînés. Elle a souligné le manque de soutien aux personnes âgées sans famille, les laissant à la rue, en particulier les hommes.

Des projets sont en développement et à venir pour les 50 ans et plus, financés par le Programme d'habitation abordable du Québec (PHAQ). Cependant, certains défis persistent, notamment le manque de grands logements à Granby et les délais importants pour en obtenir un. Les femmes victimes de violence sont une priorité, mais les services sont engorgés.

La directrice de l'ACEF, a noté que les gens ne font plus valoir leurs droits, puisque ces derniers, même s'ils veulent se défendre, se retrouvent ainsi avec un dossier au tribunal du logement, ce qui complique l'accès à un logement abordable par la suite.

Une personne du Carrefour Jeunesse Emploi (CJE) a souligné les besoins fondamentaux non satisfaits pour les jeunes, notamment en matière de santé mentale et de logement.

Un représentant de GRT a exposé les difficultés dans le montage financier pour 200 unités, mettant en évidence les critères stricts et le non-arrimage des programmes.

Une citoyenne engagée et consultante en entreprise sociale a pour sa part parlé des entrepreneurs et de la création d'un fonds pour l'hébergement des femmes. Elle a souligné la nécessité d'adopter des approches systémiques, notamment des modèles coopératifs.

L'augmentation des cas de toxicomanie et de problèmes de santé mentale, ainsi que la nécessité d'une cohabitation sociale sont des enjeux importants sur le territoire.

Enfin, des inquiétudes ont été exprimées concernant l'approche de l'hiver, avec une augmentation des chiffres liés à l'itinérance. Des efforts sont déployés pour développer des solutions à court terme, mais le besoin de ressources continues et d'une action coordonnée est évident.

Enjeux prioritaires

- Les organismes sont surchargés.
- Il y a six femmes enceintes à Granby dans la rue.
- Les femmes sont sujettes à se faire demander des services sexuels pour avoir un toit.
- Les jeunes de centre jeunesse sont surreprésentés dans la rue.
- Grand parc de tentes (autorisé par la Ville).

Pistes de solutions

- Besoin d'une ressource ouverte en tout temps pour accueillir les gens (milieu de vie).
- Besoins des entrepreneurs dans les concertations en logement.
- Besoin de financement supplémentaire en itinérance.
- Désir d'être reconnu comme une Communauté désignée par le programme «Vers un chez-soi».

Sherbrooke

Population : 175144 (Gouvernement du Québec, 2024aa)

Taux d'inoccupation 2017 : 5,2 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,9 % (SCHL, 2023d)

Sherbrooke a un taux d'inoccupation sous la barre des 1 % (SCHL, 2023b).

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré des représentants municipaux et des organisations œuvrant dans la Ville de Sherbrooke.

Résumé de la rencontre

La Ville de Sherbrooke, représentée par la responsable du dossier sécurité et développement social, ainsi que la présidente de l'environnement et de la mobilité et présidente du mandat logement, fait face à une série de défis complexes liés au logement. Un groupe de travail d'urgence sur le logement a été créé, mettant en lumière plusieurs problématiques, notamment le bassin étudiant, la pauvreté, et l'essor immobilier pendant la pandémie, ce dernier ayant contribué à une augmentation des prix des logements à Sherbrooke.

La ville compte actuellement 11 % de logements hors marché et sociaux, totalisant 1500 logements et 1300 ménages en attente. Parmi les enjeux identifiés, on note la détérioration de l'état des bâtiments. La Commission ADHOC a sollicité le fédéral pour un fonds accélérateur logement, tandis qu'une mesure d'urgence a été mise en place pour le 1er juillet, offrant un hébergement en cas de crise, une assistance repas, des premiers déménagements et des entreposages.

Des lacunes dans le système ont été constatées, notamment sur la question des rénovations. Plus de 40 % des logements nécessitent des travaux, et les critères stricts de la SHQ, ainsi que le temps nécessaire pour obtenir le financement et effectuer les rénovations, peuvent entraîner un délai de trois ans.

La problématique de l'immigration a également été soulevée, Sherbrooke étant la 3e ville recevant le plus d'immigrants au Québec. Cela soulève des préoccupations, notamment en ce qui concerne les situations d'itinérance dans lesquelles se retrouvent parfois les personnes immigrantes.

Les ressources actuelles, telles que « Ma Cabane », accueillent quotidiennement des centaines de personnes, mais les ressources d'hébergement d'urgence restent limitées. Des initiatives comme la halte chaleur sont envisagées, mais la nécessité de trouver des solutions pour les familles est soulignée, en particulier celles visées par la DPJ.

Pour faire face à la pénurie de logements, différentes propositions sont avancées, notamment la multiplication de l'offre locative, y compris les maisons de chambres, bien que celles-ci puissent être mal perçues par la population.

L'ICRL est mentionnée comme une bonne initiative, mais des ajustements sont nécessaires pour être pleinement opérationnels. Les freins mis par la SHQ sont évoqués, notamment dans l'obtention du Programme de supplément au loyer (PSL) d'urgence.

La gestion du territoire est également abordée, avec des préoccupations concernant les promoteurs qui ne respectent pas les règles, entraînant des coûts environnementaux significatifs. Les ajustements politiques en matière d'immigration sont également suggérés pour aider les réfugiés à s'intégrer plus facilement.

Enfin, la Ville de Sherbrooke travaille à obtenir des fonds du gouvernement fédéral pour stimuler la création de logements, notamment par une demande de 119 millions de dollars déposée dans le cadre du Fonds pour l'accélération de la construction de logements. L'objectif est de construire 6800 unités en trois ans, avec une structure dédiée à l'accélération du processus et une numérisation des opérations. La priorité est clairement définie : faire du logement hors marché une réalité, considérant le logement comme un droit essentiel et non comme un objet de spéculation.

Résumé de la rencontre avec les organismes

Sherbrooke propose plusieurs services et hébergements, dont la Maison Wilfrid, l'Accueil Poirier (refuge d'urgence), et le Centre de jour Ma Cabane, qui offre des collations et des repas chauds. Un projet d'appartements a été mis en place avec une liste à jour des logements disponibles au coût de 700 \$ par mois. L'ouverture prochaine de la Maison Laurier, à côté du Partage Saint-François, quant à elle, vise à développer les compétences des personnes en difficulté.

Une problématique importante est le déplacement fréquent des personnes sans réponse systémique adéquate. Cela peut créer des tensions dans l'espace public. Aussi, des défis sont rencontrés en raison de la stigmatisation associée à l'itinérance, surtout lorsqu'il s'agit de centres de jour comme La Cabane.

Des préoccupations sont soulevées concernant la santé mentale, notamment pour les personnes souffrant de schizophrénie, créant des situations difficiles à gérer pour les intervenants du milieu. Le manque de centres de crise pour des soins psychiatriques urgents est d'ailleurs souligné. La crise des opioïdes cause également de grands tracas.

Plusieurs expulsions ont eu lieu, y compris à l'Hôtel Albert pour des raisons d'incendie. Les personnes sans toit se retrouvent souvent dans des situations précaires, comme sous un pont. Le coût de la vie augmentant, les services de dépannage étant submergés par les demandes, les intervenants ont de la difficulté à répondre aux besoins en raison de l'intensité des problématiques, notamment liées aux drogues.

Les enjeux politiques, tels que les référendums contre les projets de logements sociaux, sont cités comme des obstacles aux initiatives. Les coopératives de logement sont toutefois actives dans la région, avec un financement encore disponible au niveau fédéral.

Il est mentionné qu'il existe une belle coordination des efforts entre différents acteurs, notamment le CIUSSS et les organisations locales.

En résumé, la situation à Sherbrooke est complexe et nécessite une approche coordonnée pour faire face aux problèmes d'itinérance et aux défis structurels associés.

Enjeux prioritaires

- Les référendums contre les projets de logements sociaux.
- La détérioration de l'état des bâtiments.
- Il y a plusieurs personnes immigrantes en situation d'itinérance.
- Le déplacement des campements sans autres solutions cause des tensions dans le milieu.
- Le manque de centres de crise pour des soins psychiatriques urgents est souligné.

Pistes de solutions

- La multiplication de l'offre locative, y compris les maisons de chambres.
- Faire du logement hors marché une réalité, considérant le logement comme un droit essentiel et non comme un objet de spéculation.
- Une nouvelle initiative, la Halte Chaleur, vise à offrir un endroit chaud pour se réchauffer en hiver, même si dormir n'est pas possible.

Centre du Québec

La région du Centre-du-Québec est peuplée de 259 033 habitants. La région compte cinq MRC. Les villes de Drummondville et de Victoriaville accueillent ensemble plus de la moitié des habitants de la région. Près du tiers de la population habite en zone rurale.

Drummondville

Population : 81 551 habitants (Gouvernement du Québec, 2024ab)

Taux d'inoccupation 2017 : 2,3 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,4 % (SCHL, 2023d)

Victoriaville

Population : 48 461 habitants (Gouvernement du Québec, 2024ac)

Taux d'inoccupation 2017 : 3,3 %

Taux d'inoccupation 2022 : 1,6 % (SCHL, 2023d)

Victoriaville a un taux d'inoccupation des unités d'habitation avoisinant 1,6 % (SCHL, 2023b)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la municipalité de Victoriaville. Il a rencontré près d'une vingtaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre à Victoriaville le 12 septembre, plusieurs problématiques liées au logement et à l'itinérance ont été abordées, mettant en lumière les besoins urgents de la communauté. Voici un résumé des principaux points discutés lors de cette séance.

Les différents intervenants ont souligné plusieurs problèmes majeurs. Des personnes en situation d'itinérance, notamment celles aux prises avec des problèmes de santé mentale, se retrouvent sans soutien adéquat.

Un organisme a mis en lumière le besoin d'investissements des organismes communautaires pour créer des logements, surtout pour les personnes avec un revenu mensuel limité.

Les problèmes liés à l'immobilisation des personnes en situation d'itinérance et le financement insuffisant ont également été abordés. «Les gens se retrouvent à la rue et on plus de chance de se trouver un emploi avant d'arriver à se loger», mentionne l'intervenant.

Les organisations disent qu'elles voudraient que Victoriaville soit reconnue comme une communauté désignée dans le cadre du programme «Vers un chez-soi» afin de recevoir plus de financement.

Les représentants des locataires ont déploré la discrimination et les pratiques abusives du secteur privé, mentionnant des augmentations de loyer excessives et des dépôts illégaux. Le besoin de réviser les critères du logement social et d'échanger des services a été souligné. Des églises, actuellement sous-utilisées, pourraient être réhabilitées pour fournir des logements, mais des défis administratifs se présentent.

Un représentant de la Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie (FROHME), a soulevé des préoccupations quant à l'arrêt d'Accès Logis et a souligné la nécessité de développer du logement abordable. Il a encouragé les organismes communautaires à devenir propriétaires et a critiqué la dévitalisation des centres urbains par la construction de logements privés.

Le Coudrier, une ressource pour les personnes handicapées, a mis en avant la nécessité d'agrandir et d'acquérir des bâtiments pour répondre aux besoins en logement, notamment pour les familles. Les défis liés au logement pour les femmes victimes de violence ont également été partagés. Que ce soit les difficultés rencontrées avec certains programmes fédéraux de construction ou des obstacles tels que le manque de ressources à Victoriaville pour les femmes en difficulté.

Un participant a présenté les enjeux liés à l'immigration, soulignant que les entrepreneurs cherchent des travailleurs et construisent des logements pour eux. La municipalité est une zone d'accueil pour les nouveaux arrivants et ils mentionnent les difficultés d'hébergement rencontrées soit par rapport à l'accessibilité, la salubrité ou la grandeur du logement qui ne correspond pas au besoin des grandes familles immigrantes.

En conclusion, la rencontre à Victoriaville a révélé des défis complexes liés au logement et à l'itinérance dans la région. Les participants ont souligné la nécessité d'une action immédiate, notamment en adaptant les programmes existants, en simplifiant les normes de construction et en favorisant la collaboration entre les différents acteurs impliqués pour répondre aux besoins urgents de la communauté.

Enjeux prioritaires

- La ressource d'hébergement d'urgence du territoire est en condition précaire; ils devront possiblement fermer leurs portes avant l'hiver.
- Critères et normes de la SHQ trop complexes pour bâtir des logements accessibles.
- Normes du programme «Vers un chez-soi» non adaptées à la réalité changeante de l'itinérance qui se trouve maintenant en région.

Pistes de solutions

- Besoin de plus de ressources en hébergement.
- Besoins de logements de transitions.
- Désir d'être reconnus comme une communauté désignée dans le programme «Vers un chez-soi».
- Il faut faire appel aux organismes et leur donner des moyens de développer du logement et de sortir du logement existant du marché privé pour arrêter la crise inflationniste.

Les Laurentides

La région des Laurentides est peuplée de 657 375 habitants. La région compte dix-huit MRC. Pour les fins du rapport, nous avons divisé en deux sections cette région, les basses et les hautes Laurentides. Avec 40 % de tous les habitants, les villes les plus peuplées sont Saint-Jérôme, Mirabel, Blainville et Saint-Eustache. Pour l'ensemble de la région, un peu plus du quart de la population habite en zone rurale. (Gouvernement du Québec, 2024ad)

Le taux d'inoccupation dans les Laurentides se situe entre 0,0 % et 0,8 % sauf pour Mont-Laurier qui est à 3,7 % (SCHL, 2023b).

Boisbriand

Population : 28 122 habitants (Gouvernement du Québec, 2024ae)

Taux d'inoccupation Boisbriand-Blainville et Sainte-Thérèse 2017 : 2,2 %

Taux d'inoccupation Boisbriand-Blainville et Sainte-Thérèse 2022: 0,4 % (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de Mme Louise Chabot, députée de Thérèse-De Blainville et de M. Luc Desilets, député de Rivière-des-Mille-Îles. Accompagné de ses collègues, il a rencontré près d'une trentaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre à Boisbriand le 31 août 2023, plusieurs intervenants ont mis en lumière les défis persistants liés à l'itinérance et au logement dans la région. Voici un résumé des points saillants abordés lors de la réunion.

La Maison le Paravent a souligné l'existence de l'itinérance invisible chez les femmes. La responsable a donné l'exemple d'une femme ayant accouché lors de son séjour à l'organisme, ce qui a permis d'éviter la perte de la garde du bébé et la reprise de l'enfant par le DPJ.

Le Resto Pop a exprimé que le financement de «Vers un chez-soi» est nettement insuffisant pour les Laurentides et a souligné le manque d'hébergement d'urgence pour les 164 000 personnes vivant sur le territoire.

Les difficultés liées à l'accompagnement des personnes en situation d'itinérance ont été soulignées par une travailleuse de rue qui a mentionné le manque d'indexation dans le financement et l'incapacité d'augmenter les salaires pour les organismes œuvrant en itinérance. La direction a quant à elle, remis en question les barèmes des PSL, affirmant qu'ils n'étaient pas ajustés à la réalité actuelle.

Les représentants du CISSS des Laurentides ont mentionné le manque de lits disponibles et la nécessité des cafés de rue, tandis que la ville de Sainte-Thérèse a souligné la pression exercée sur les locataires et la nécessité de solutions durables pour le bien-être des gens.

La non-disponibilité des terrains pour la construction de logements est problématique. Un organisme fait état d'une règle stipulant que les terrains doivent être offerts à la Ville avant d'être vendus au privé, soit le droit de préemption. Les projets de construction sont également trop longs, soit entre huit et neuf ans avant de se concrétiser, entraînant des défis complexes et des retards significatifs.

Une personne de l'ORH Lac des Deux-Montagnes a exposé la difficulté à trouver des logements pour les personnes seules, elle a une liste d'attente importante (250 personnes). Elle a mentionné que beaucoup de logements sociaux sont destinés à des personnes âgées, les personnes seules devant attendre d'avoir passé le cap des 50 ans pour être admissibles.

La coordinatrice de l'Office d'habitation de Thérèse-De Blainville a souligné les défis liés à la demande croissante de logements sociaux. Elle a évoqué le besoin d'investissements dans le parc immobilier et des problèmes d'insalubrité dans certains logements vacants.

L'ACEF des Basses-Laurentides a insisté sur la nécessité d'augmenter les ressources financières des personnes et a évoqué le stress causé par les échéances de location, particulièrement autour du 1er juillet.

APEL un organisme en défense des droits en logement a mentionné un nouveau type de location, soit la location éphémère qui permet au propriétaire de diviser le temps pour lequel il loue son logement. Par exemple, une personne pour la nuit et une personne pour le jour, ce qui permet de maximiser ses revenus.

En résumé, la région des Laurentides fait face à des défis importants en matière d'itinérance et de logement, notamment en raison de la pénurie de logements abordables et de locaux pour les organismes, de l'insalubrité, et des délais prolongés pour la réalisation de projets. Les intervenants ont également souligné le besoin urgent de révisions législatives pour s'adapter aux réalités actuelles et trouver des solutions durables.

Enjeux prioritaires

- Il y a 250 personnes en attente pour un HLM.
- Il y a 35 lits d'urgence dans les Basses-Laurentides pour 350 000 habitants.
- Il y a des surenchères pour le prix des locaux (les organismes communautaires en souffrent).
- Nouvelle catégorie de citoyen : citoyens éphémères.
- Les OSBL n'arrivent pas à faire des 3 1/2 en bas de 900 \$ à cause des coûts de construction.
- Les programmes de subventions se complexifient. Les délais sont courts et les financements non récurrents.

Pistes de solutions

- Besoin d'investissements dans parc immobilier HLM (Certains sont vacants parce qu'insalubres).
- Le montant alloué dans le programme «Vers un chez soi» doit être bonifié pour les Laurentides.
- Développement de cafés de rue, car il y a beaucoup de refus d'hébergement en période hivernale.
- Ajustement des programmes de financement pour les projets de construction et faire des arrimages.

Mirabel

Population : 64 032 habitants (Gouvernement du Québec, 2024af)

Taux d'inoccupation 2017 : 0,3 %

Taux d'inoccupation 2021 : 0,1 % (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de M. Jean-Denis Garon, député de Mirabel.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre du 10 octobre 2023 à Mirabel, plusieurs problématiques liées au logement, à l'itinérance, et à l'immigration ont été abordées par divers intervenants.

La question des besoins en hébergement d'urgence pour l'hiver a été soulevée, mettant en lumière le manque d'argent pour acheter des lits. Le Programme «Vers un chez soi» a également été mentionné, avec des fonds insuffisants pour répondre aux besoins actuels.

Le manque de financement pour l'immobilisation et la nécessité de soutenir les ressources d'hébergement existantes ainsi que les enjeux liés à l'itinérance immigrante ont également été évoqués.

Un travailleur de rue de Mirabel a souligné les difficultés financières auxquelles les habitants font face. Une perte de salaire de 48 à 72 heures peut entraîner la perte d'un logement. Les propriétaires sont souvent intolérants, ce qui complique la vie des personnes confrontées à des accidents ou à la perte d'emploi. Il a également mentionné le besoin d'une meilleure politique en matière de logement social, soulignant que le manque de crédit ne permet plus aux gens de trouver un logement décent.

Le Centre d'Hébergement multiservices de Mirabel (CHMM) a souligné le manque de ressources d'urgence et le besoin de développer des logements de transition. Il a également évoqué les défis rencontrés par les personnes aux dossiers complexes, tels que les personnes avec des antécédents criminels, rendant difficile la recherche de logement.

Mirabel se compose de 12 communautés indépendantes, dont certaines, comme Sainte-Monique, éprouvent des difficultés de zonage et font face à des réglementations territoriales en lien avec l'aéroport, ce qui empêche la construction. La tendance est vers des habitations unifamiliales, avec l'émergence de tours à condos autour des «Premium Outlets Montréal», mais le manque d'infrastructures, notamment en matière d'eau, entrave la poursuite de certaines constructions.

Le représentant de l'Office d'Habitation, a partagé les difficultés liées aux logements sociaux, soulignant le défi de répondre rapidement aux demandes d'urgence. Il a également mentionné les problèmes liés aux loyers médians qui augmentent alors que les programmes ne s'ajustent pas en conséquence.

Mirabel est, dans la perception des gens, une ville de classe moyenne apparemment aisée. Or, les risques de perte de maison pour de nombreux habitants sont bien réels. La ville a plusieurs terrains qui pourraient être construits, mais qui sont rendus indisponibles pour la construction par le gouvernement fédéral.

En résumé, la situation à Mirabel semble complexe, avec des défis liés au logement, à l'itinérance, à l'immigration, et au manque de ressources pour répondre à ces problématiques croissantes. Les participants ont insisté sur la nécessité d'une action préventive, d'une meilleure accessibilité aux logements sociaux, et de la collaboration entre les différents acteurs pour trouver des solutions durables.

Enjeux prioritaires

- Grand territoire, mais pas les services qui vont avec, entre autres les services de santé.
- Pas assez de sous pour soutenir les ressources d'hébergement existantes (problématique Itinérance dans les collectivités rurales et éloignées (ICRÉ)).
- Plusieurs campements sur le territoire, entre autres sur les terres agricoles.
- Beaucoup de gens dorment dans les voitures.
- Itinérance immigrante assez présente
- Manque de HLM une majorité de ceux-ci sont pour les aînés actuellement, mais il y a d'autres besoins.
- Réglementations fédérales en lien avec l'aéroport de Mirabel qui empêchent la construction.

Pistes de solutions

- Augmenter les financements dans le programme "Vers un chez-soi" pour les ICRÉ.
- Favoriser le développement de services en itinérance sur le territoire
- Construire du logement social.
- Ajuster les réglementations fédérales en lien avec les terrains de l'aéroport.

Saint-Jérôme

Population : 82 061 habitants (Gouvernement du Québec, 2024ag)

Taux d'inoccupation 2017 : 2,9 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,7 % (SCHL, 2023d).

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de M. Rhéal Fortin, député de Rivière-du-Nord. Accompagné de son collègue, il a rencontré près d'une trentaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre à Saint-Jérôme le 22 septembre 2023, plusieurs intervenants ont partagé leurs perspectives et préoccupations concernant le logement, l'itinérance, et les défis auxquels la région est confrontée.

Le maire de Saint-Jérôme a mis de l'avant l'organisme La Hutte, une ressource d'hébergement qui agit sur le territoire auprès de la population itinérante de Saint-Jérôme. Celui-ci mentionne qu'il y a une centaine de personnes en situation d'itinérance dans sa ville et que la moitié est hébergée par cet organisme. Il dit aussi que les campements sont interdits dans la municipalité.

L'organisme Cap Emploi qui agit en aide en employabilité mentionne avoir un programme de Travail alternatif payé à la journée, ce qui permet parfois d'éviter la perte de logement des populations plus précaires. Il est aussi mentionné qu'avoir plusieurs petits milieux permettrait de mieux soutenir les gens désaffiliés et/ou en situation d'itinérance.

Un travailleur de rue mentionne que le développement de milieu de vie est à préconiser. Il donne pour exemple «ICI par les arts» et le programme «TAPAJ» qui donne ou donnait un rôle social à la personne. Il mentionne également que le partage de l'espace public et le développement de Café de rue dans tous les quartiers permettraient de soutenir et de développer les habilités des personnes en situation d'itinérance.

La question croissante des femmes en situation d'itinérance a été abordée par la représentante du Centre des femmes, soulignant le manque de ressources adaptées aux femmes avec enfants à Saint-Agathe. Elle a également mentionné un taux d'inoccupation de seulement 0,7 %, mettant en évidence la rareté des logements abordables.

Une responsable en itinérance du CISSS des Laurentides a souligné le manque de ressources en itinérance, avec seulement deux ressources à Mont-Laurier et à Sainte-Agathe, chacune offrant moins de 10 lits. Elle a également souligné que les budgets fédéral et provincial pour ces ressources étaient non récurrents.

Il y a de plus en plus de gens refusés à l'aide sociale, selon la banque alimentaire locale. Il y a également un besoin de logements supervisés (une personne habite dans les bois depuis trois ans). La Halte-Chaleur, récemment ouverte fait malheureusement face au phénomène du « pas dans ma cour ».

Un acteur a réitéré le besoin de logements supervisés, en particulier pour ceux qui habitent dans des hôtels pendant l'hiver.

Un projet pilote novateur est en développement, consistant en des studios communautaires. Ce modèle, adapté aux besoins des personnes vulnérables et axé sur le maintien en logement, a été déployé avec succès dans divers endroits. Cependant, le manque de terrains appropriés reste un obstacle majeur. Une participante de l'ARO Prévost a exprimé, quant à elle, des préoccupations similaires quant au manque de terrains disponibles pour des projets de coopératives intergénérationnelles. Elle a souligné la nécessité de sortir les logements du privé pour garantir leur abordabilité à long terme.

Un représentant de la municipalité de Saint-Hyppolite a souligné la nécessité d'une fusion des OMH et a mis en lumière les défis rencontrés par les personnes handicapées, incapables de sortir d'appartements non adaptés en cas d'incendie. Il a également mentionné des situations de personnes dormant dans des maisons abandonnées.

La trésorière de Rive-Gauche Blainville, a partagé l'initiative de création de 100 logements abordables. Elle a également mis en évidence la lourde responsabilité qui pèse sur les organismes sans but lucratif (OBNL), le besoin d'assouplissement des règles et la nécessité de prioriser les organismes communautaires pour l'acquisition de terrains.

La nécessité de trouver des solutions pour les aînés a été nommée par le comité logement habitation PRARA, en mettant de l'avant des projets tels que le logement abordable et adapté pour les personnes à mobilité réduite.

Le GRT des Laurentides a partagé des statistiques sur les projets en cours dans la région, dont la création à venir de 650 logements, mettant en avant la nécessité de simplifier les programmes de la SCHL et de garantir la continuité du financement initial.

L'OSBL d'habitation de la région semble être en difficulté. Il y aurait un manque à gagner éventuel si les hypothèques devenaient trop élevées. L'organisation ne veut pas augmenter les loyers pour les gens.

Les participants ont également discuté de la nécessité de limiter les augmentations de loyer, de prendre en compte les besoins des travailleurs temporaires en logement, et de simplifier les processus d'expropriation pour les villes. La densification, les programmes d'habitation, et les défis liés à la prévention de la crise du logement ont également été abordés.

En conclusion, la rencontre à Saint-Jérôme a mis en lumière la diversité des enjeux liés au logement et à l'itinérance dans la région, tout en soulignant la nécessité d'une approche coordonnée entre les acteurs municipaux, provinciaux et fédéraux pour trouver des solutions durables et abordables.

Enjeux prioritaires

- Il n'y a pas de terrains disponibles dans l'Initiative des terrains fédéraux.
- Il n'y a pas de terrains disponibles sur le territoire.
- Immigration : explosions des demandes de logements pour les travailleurs temporaires.
- Augmentation des gens vivant dans leur voiture (entre 20 et 40 sur le territoire).
- Plusieurs logements vont devoir être démolis et pas d'endroits existants pour la relocalisation.
- Manque de milieux de vie à haut seuil de tolérance.

Pistes de solutions

- Il faut limiter le coût pour les municipalités des projets de construction.
- Il faut créer des logements adaptés aux besoins particuliers des personnes.
- Désir de sortir le logement du privé pour assurer pérennité de l'abordabilité.
- Développer des habitations accessoires.
- Demande que le gouvernement fédéral offre des fonds pour la décontamination de terrains. Statistiques à bonifier de la SCHL (actuellement juste dans les municipalités de 10000 habitants et plus).
- Besoin d'un financement initial pour les projets de construction. Il n'y a plus de fonds dans le programme.
- L'Initiative pour la création de logements rapide devrait permettre le dépôt de projets en continu.
- Besoin de règlements pour limiter les augmentations de loyer.

Les Hautes-Laurentides

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de Mme Marie-Hélène Gaudreault, députée de Laurentides-Labelle. Accompagné de sa collègue, il a rencontré près d'une cinquantaine d'intervenants et d'acteurs du milieu de l'itinérance et du logement.

Sainte-Agathe-des-Monts

Population : 11537 habitants (Gouvernement du Québec, 2024ah)

Taux d'inoccupation 2017 : 4,0 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,8 % (SCHL, 2023d)

Val-Morin

Population : 3127 habitants (Gouvernement du Québec, 2024ai)

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre à Val-Morin du 11 octobre 2023, plusieurs intervenants ont souligné les défis croissants liés au logement et à l'itinérance dans la région. Voici un résumé des points saillants abordés lors de la réunion.

Une responsable de la Maison de la famille du Nord et conseillère municipale à Tremblant, a mis en avant la pression exercée sur les logements, en particulier ceux destinés aux résidences secondaires et aux locations de type Airbnb. Elle a souligné que la capacité financière actuelle ne suffisait plus et a exprimé sa préoccupation quant aux gens de Montréal arrivant à Tremblant et se retrouvant sans logement, mettant en évidence un besoin de financement adapté.

Les mairesses de Val-Morin et Val-David ont abordé les difficultés à court et à long terme liées à la disponibilité du logement dans leurs municipalités. La proposition a été faite que les gouvernements devraient stimuler l'économie en offrant des incitations financières aux investisseurs, peut-être en augmentant l'amortissement.

La question de la nécessité de forcer les paliers gouvernementaux à réinvestir dans les municipalités a été soulevée, soulignant que les milliards ne descendent jamais jusqu'aux municipalités. Les défis liés aux réglementations et à l'impossibilité de rénover les logements sociaux ont aussi été mentionnés.

Le CJE Pays-d'en-Haut a exposé les défis rencontrés par les jeunes de 15 à 35 ans en raison du manque de logements, notant une demande croissante pendant la pandémie. Ils ont souligné l'importance de réduire la pression sur les jeunes qui quittent le domicile parental et ont mentionné le besoin de coopératives pour répondre aux besoins

Le manque d'unités de logement et les défis croissants dans le logement social, notamment le changement de statut socioéconomique de ce type de logement a été mis de l'avant par l'OSBL d'Habitation LLL.

En résumé, la réunion a souligné la pression sur les logements dans la région, en particulier les résidences secondaires, le manque de ressources en itinérance, la nécessité de réformes dans les programmes de logement et l'importance de stimuler l'économie pour encourager les investissements dans le logement abordable. Les intervenants ont également insisté sur la nécessité de réponses adaptées aux besoins particuliers des différentes populations, notamment les femmes, les jeunes et les personnes âgées.

Enjeux prioritaires

- De plus en plus de femmes en situation d'itinérance.
- Pas de ressources en itinérance pour les femmes avec enfants.
- Besoin de soutien financier pour l'achat de terrains.
- Les citoyens ne sont pas nécessairement d'accord avec un développement supplémentaire.
- Problématique de logements et de garderies pour les travailleurs étrangers.
- Les personnes veulent se séparer, mais n'ont pas d'endroit où aller.
- La Halte chaleur fait face au syndrome « pas dans ma cour ».
- La disponibilité du logement est vraiment un enjeu.
- Parc de tentes sur le territoire.

Pistes de solutions

- Besoins développer des logements supervisés.
- Besoin de développer du logement social pour les familles et pour les personnes à besoins particuliers.
- Les villes ont besoin de ressources pour gérer les programmes.

Mont-Laurier

Population : 14 562 habitants (Gouvernement du Québec, 2024aj)

Taux d'inoccupation 2017 : 2,8 %

Taux d'inoccupation 2022 : 3,7 % (SCHL, 2023d)

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre de la Concertation régionale en itinérance (CRI) à la Maison Lise Beauchamp, plusieurs enjeux critiques liés au logement et à l'itinérance à Mont-Laurier ont été discutés. Voici un résumé des principaux points abordés lors de cette réunion. Les députés ont par la suite continué leur consultation avec différentes organisations de Mont-Laurier.

La Maison Lise Beauchamp dispose de neuf lits par Ressource intermédiaire (RI), totalisant ainsi 18 lits. Les ressources d'urgence offrent 10 lits supplémentaires, avec une halte-chaleur associée. Mont-Laurier et Ferme-Neuve comptent respectivement 14 180 et 2 716 habitants.

L'organisme reçoit du financement du programme «Vers un chez-soi». L'inadéquation des fonds de l'ICRÉ est mentionnée, ainsi que le besoin d'un financement récurrent à la mission, ainsi que la nécessité d'arrimer les ressources entre la SCHL et l'itinérance.

Divers intervenants, dont un travailleur de rue, un représentant de l'UQAC, le directeur de l'office d'habitation, et des acteurs du secteur économique, ont abordé des problématiques telles que la surpopulation dans les refuges, l'augmentation de la violence due à la consommation, les besoins en logements temporaires, et la nécessité de stimuler l'économie locale.

La nécessité de dégager des fonds pour des services tels que le suivi du logement et le maintien en logement ont été soulignés. Le comité logement a abordé la problématique de l'abordabilité et plaidé pour des solutions ne passant pas par le privé.

Centraide Hautes-Laurentides a exprimé son intention de mettre en place un outil pour le soutien en logement, mais le manque de logements dans la région pose un défi.

Une représentante d'un organisme familial a mis en lumière les difficultés des familles, une proportion de 80 % soutenue par l'organisme est en très grande vulnérabilité, avec des problèmes de transport et de santé mentale.

Le préfet et maire de Mont-Laurier a souligné les records d'attente pour les services de santé mentale dans les Laurentides. Il a également mentionné des difficultés liées aux normes de la SHQ et la nécessité d'une ACEF dans la région.

Des projets sont en développement dans le milieu, entre autres de l'hébergement étudiant. Il existe 209 HLM sur le territoire, mais des dizaines de personnes sont toujours en attente d'un logement social. Un organisme mentionne qu'un homme de 72 ans a dû dormir dans une tente pendant près de deux semaines.

Le résumé de la rencontre met en évidence la complexité des défis liés au logement et à l'itinérance à Mont-Laurier, nécessitant une approche coordonnée et des solutions novatrices. Des questions cruciales telles que l'abordabilité, l'accessibilité aux services, et la création de logements supervisés ont été soulevées, soulignant l'urgence d'une action concertée pour répondre aux besoins variés de la population locale

Enjeux prioritaires.

- Temps qui s'allonge dans les refuges en itinérance et pour femmes violentées.
- Enjeux de transport pour les familles qui vont se chercher du logement moins cher dans de petits villages.
- L'accessibilité à un logement pour les personnes immigrantes est un enjeu.
- Certains pensent à fermer leur entreprise.
- Parc de tentes sur le territoire.

Pistes de solution

- Doit dégager sommes pour des services (suivis logement, maintien en logement).
- Coup de barre doit être donné par le politique dans la machine administrative pour simplifier les programmes.
- On doit réfléchir le développement du logement en y incluant les infrastructures adéquates (transport, garderie, etc.).
- Décentralisation du financement du programme «Vers un chez-soi» pour que les ICRÉ aient un financement adéquat.

La Côte-Nord

La région de la Côte-Nord est peuplée de 90 405 habitants. La région compte six MRC. À elles seules, les villes de Sept-Îles et Baie-Comeau regroupent plus de 50 % de la population de la Côte-Nord. Dans ce grand territoire, 40 % de la population habite en milieu rural.

Sept-Îles

Population : 24 973 habitants (Gouvernement du Québec, 2024ak)

Taux d'inoccupation 2017 : 10 %

Taux d'inoccupation 2022 : 1,4 % (SCHL, 2023d)

Baie-Comeau

Population : 20 799 habitants (Gouvernement du Québec, 2024al)

Taux d'inoccupation 2017 : 9,5 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,5 % (SCHL, 2023d)

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré les organisations œuvrant dans la circonscription de Mme Marilène Gill, députée de Manicouagan. Accompagné de sa collègue, il a rencontré près d'une quinzaine d'intervenants et d'acteurs principalement du milieu du logement.

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre sur l'itinérance et le logement en mode virtuel le 25 septembre 2023, plusieurs intervenants de la Côte-Nord ont partagé des informations cruciales sur les défis liés au logement et à l'itinérance dans la région. Voici un résumé des points clés abordés lors de cette séance.

Une représentante du Pôle d'économie sociale de la Côte-Nord a souligné l'importance de l'entrepreneuriat collectif comme une piste de solution pour le logement. Des projets ont été développés pour les jeunes, notamment ceux de la protection de la jeunesse, ainsi que pour des personnes âgées (la Cité des Bâisseurs).

Le Centre de femme de Forestville a mis en avant l'itinérance invisible, principalement vécue par les femmes. Les refus de budgets basés sur le manque de statistiques spécifiques aux femmes ont été soulignés.

Des projets, tels qu'une maison d'accueil pour personnes sans-abri, ne peuvent pas fonctionner tout le temps en raison du manque de financement.

Des acteurs ont partagé des informations sur les maisons construites dans la région au cours des dernières années. Ils ont également souligné les enjeux croissants de l'itinérance sur la Côte-Nord, avec des ressources fragiles à risque de fermeture en raison du manque de financement.

La Maison de l'itinérance a abordé les défis liés au logement, notant que la situation de transit devient de plus en plus prolongée, atteignant parfois sept à huit mois. Les options abordables sont souvent insalubres, forçant les gens à retourner dans des environnements néfastes.

Le Pôle Économie sociale a évoqué le besoin crucial de main-d'œuvre pour les coopératives, soulignant que le manque de logements entrave leur capacité à attirer du personnel. À Pointe-aux-Outardes, malgré une économie florissante, la création de résidences pour aînés se heurte à la réticence des aînés à quitter leur milieu.

Les logements sont habités par des travailleurs temporaires, laissant présager une possible transformation des villes en «villes fantômes» dans une décennie.

Une personne a souligné les complexités liées au territoire étendu de la Côte-Nord, avec des distances considérables entre certaines localités. Les inégalités économiques, les salaires minimaux et élevés coexistant, ainsi que les réalités du travail saisonnier, ont été soulevés.

La Fédération régionale des OSBL d'habitation (FROH) a évoqué les nombreux défis sur la Côte-Nord, similaires au Saguenay. Le logement social a été identifié comme l'une des solutions les plus efficaces.

Une conseillère en développement communautaire a souligné la création d'un comité logement, mettant l'accent sur la nécessité de mieux outiller la région pour développer des projets répondant aux besoins de tous, pas seulement des travailleurs.

Le groupe populaire Côte-Nord a mentionné les efforts pour défendre les droits et soutenir les actions communautaires. Il a également souligné la lutte contre la financiarisation des logements, les «rénovictions» et la nécessité de réglementations plus strictes.

La Chambre de commerce Manicouagan a évoqué le manque d'espaces pour les travailleurs et les augmentations des coûts de loyer, tandis qu'un participant a rappelé qu'il y avait 0 % d'itinérance il y a quelques années.

En résumé, les défis liés à l'itinérance et au logement sur la Côte-Nord sont complexes, impliquant des problématiques territoriales, économiques, sociales et de financement. Les intervenants ont unanimement souligné la nécessité d'une action concertée pour développer des solutions adaptées à la réalité de la région, allant de l'entrepreneuriat collectif à la création de logements sociaux, en passant par des réglementations renforcées.

Enjeux prioritaires

- De plus en plus d'itinérance sur la Côte-Nord.
- Coûts de construction beaucoup plus élevés qu'ailleurs, mais les programmes n'en tiennent pas compte.
- Problématique d'érosion des berges.
- Problématique avec les Airbnb qui monopolisent certains logements qui restent vacants une partie de l'année.
- Les villes et les milieux assument une trop grande partie du financement à cause des coûts de construction.

Pistes de solutions

- Modulation des programmes en fonction des coûts de construction.
- Besoin de réglementation pour éviter la financiarisation.
- Simplification du volet administratif pour les demandes de financement.
- La nécessité d'une action concertée pour développer des solutions adaptées à la réalité de la région.

Outaouais

La région de l'Outaouais est peuplée de 408 979 habitants. La région compte cinq MRC. Plus de 70 % de la population habite la ville de Gatineau. Seulement 13,5% de la population habite en milieu rural.

Gatineau

Population : 292 281 habitants (Gouvernement du Québec, 2024am)

Taux d'inoccupation 2017 : 3,8 %

Taux d'inoccupation 2022 : 0,8 % (SCHL, 2023d)

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre en Outaouais le 21 novembre 2023, plusieurs intervenants ont partagé leurs perspectives sur les défis liés au logement et à l'itinérance dans la région.

Un représentant de «Logement'occupe» a souligné que l'itinérance visible, marquée par des campements, est présente, mais il existe également une forme d'itinérance cachée, plus prédominante chez les familles. Les coûts élevés des logements à Ottawa ont conduit à une augmentation de l'itinérance à Gatineau. Il a mentionné que si le gouvernement ne s'était pas désengagé, il y aurait environ 70 000 logements sociaux de plus au Québec. Il a plaidé en faveur d'un réengagement du gouvernement fédéral dans le logement social et a souligné les défis liés à l'immigration illégale et aux seuils d'immigration.

Les solutions proposées incluent un investissement dans le logement social, le renouvellement du programme ICRL, un soutien accru de la communauté via le programme «Vers un chez soi», un financement supplémentaire pour l'aide à l'itinérance, et une approche «Logement d'Abord» avec un soutien communautaire en attendant des solutions de logement social.

Une représentante des Œuvres Isidore Ostiguy, a mentionné l'existence d'une itinérance cachée parmi les familles, notamment celles qui ont peur de perdre la garde de leurs enfants. Elle a également souligné les défis liés à l'utilisation d'hôtels pour héberger des familles, incapables de cuisiner. Les besoins en lien avec le Programme de supplément au loyer (PSL) étaient également évoqués.

Celle-ci a souligné des problèmes tels que des retards dans l'octroi de PSL, des logements de dépannage qui durent plusieurs mois, et des conditions insalubres dans certains logements. Ils ont appelé à un soutien communautaire accru et à une augmentation du PSL pour répondre aux coûts du marché.

Une représentante du seul refuge d'urgence en itinérance en Outaouais a partagé des informations sur les différents types d'hébergement, tels que l'hébergement de répit, l'hébergement de cheminement, l'hébergement de transition, et le logement avec soutien communautaire. Elle a souligné les défis liés à l'iniquité de financement entre Ottawa et Gatineau.

Un intervenant a mis en avant les changements dans le visage de l'itinérance avant et après la pandémie, notant une augmentation de 34 % de nouvelles personnes dans la rue. Il a appelé à des mesures préventives, notamment un contrôle des loyers, et a souligné l'existence d'hôtels vides pendant que des personnes sont sans abri.

En conclusion, la rencontre en Outaouais a mis en lumière la complexité des problèmes liés au logement et à l'itinérance dans la région, soulignant la nécessité d'investissements, de soutien communautaire renforcé, et d'actions préventives pour faire face à ces défis.

Enjeux prioritaires

- Une augmentation de 34 % de nouvelles personnes dans la rue.
- Présence de campements.
- L'itinérance cachée est prédominante chez les familles et de plus en plus présente.
- Iniquité de financement en itinérance entre Ottawa et Gatineau.
- Migration interprovinciale faisant augmenter les coûts des loyers à cause de la capacité plus grande de payer des personnes migrantes.
- Besoin de plus de programmes de soutien au loyer (PSL).
- Engorgement dans les logements de dépannage.
- Conditions insalubres de certains logements.

Pistes de solutions

- Investissement dans le logement social.
- Renouvellement du programme ICRL.
- Financement supplémentaire pour l'aide à l'itinérance via le programme «Vers un chez-soi».
- Une approche «Logement d'Abord» avec un soutien communautaire en attendant des solutions de logement social.

Montréal

La région administrative de Montréal est la plus peuplée du Québec avec plus de 2 000 000 d'habitants dont près de 90 % de la population habite la Ville de Montréal.

Population Ville de Montréal : 1 800 055 habitants (Gouvernement du Québec, 2024a)

Population Île de Montréal : 2 268 600 habitants (Gouvernement du Québec, 2024a)

Taux d'inoccupation Montréal (ville) 2017 : 2,8 %

Taux d'inoccupation Montréal (ville) 2022 : 2,2 % (SCHL, 2023d)

Taux d'inoccupation Île de Montréal : 2 % (SCHL, 2023b).

Résumé de la rencontre

Le 17 novembre 2023, une rencontre fructueuse a eu lieu avec un représentant de la Ville de Montréal, abordant divers sujets cruciaux pour le soutien des personnes en situation d'itinérance et le développement de logements abordables.

Celui-ci a souligné l'absence de financement supplémentaire provenant du gouvernement provincial pour la Ville de Montréal, mettant en lumière la nécessité de rechercher des solutions alternatives. Au niveau fédéral, la question de l'ICRL a été soulevée, mentionnant son impact positif et la manière dont il peut être exploité pour soutenir les initiatives locales. L'ICRL étant essentielle pour soutenir les initiatives en itinérance, il est toutefois nécessaire de simplifier les normes fédérales pour faciliter les collaborations entre les organismes et les autorités locales.

Un exemple de réussite a été partagé, illustrant comment l'organisme Chez Doris a fait l'acquisition de bâtiments et a permis de sortir rapidement les personnes de la rue.

Une préoccupation majeure concerne les délais dans le programme APHselect, avec des attentes pouvant aller jusqu'à neuf mois, impactant la viabilité financière des projets abordables.

En ce qui concerne le logement, les enjeux du programme 20-20-20 ont été discutés en détail. Les contributions monétaires varient en fonction du nombre d'unités. Les promoteurs bâtissent et les OBNL rachètent le produit fini. Il mentionne que le nouveau programme provincial permet difficilement les montages financiers nécessaires à la viabilité et à l'efficacité du 20-20-20.

Les acquisitions massives de terrains et de bâtiments (dont des maisons de chambres) par la Ville totalisent 556 millions de dollars. Ces acquisitions ont été réalisées pour créer des logements abordables, avec des partenariats avec des OSBL pour la gestion des locataires. Le financement provient d'un budget de la Ville dédié aux rénovations.

En conclusion, la rencontre a mis en lumière la nécessité de simplifier les processus, d'ajuster les normes fédérales, et d'accélérer les délais pour garantir le succès continu des projets de logements abordables et des initiatives visant à lutter contre l'itinérance au Québec. Un engagement à trouver des solutions créatives et efficaces a été souligné pour répondre aux besoins croissants de la communauté.

Enjeux prioritaires

- L'absence de financement supplémentaire en logement provenant du gouvernement du Québec pour la Ville de Montréal.
- Délais dans le programme APHselect.
- Le nouveau programme québécois permet difficilement les montages financiers nécessaires à la viabilité et à l'efficacité du 20-20-20.

Pistes de solutions

- Trouver des alternatives au financement du Québec pour le logement.
- Poursuite de l'ICRL.
- Nécessité de simplifier les normes fédérales pour faciliter les collaborations entre les organismes et les autorités locales.

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre du RAPSIM, le 21 août 2023, la représentante a partagé des perspectives sur l'itinérance, mettant en lumière la complexité des chiffres et des enjeux à Montréal.

Elle a souligné que les chiffres sur l'itinérance ne reflètent pas pleinement la réalité. Elle s'est montrée critique envers la demande fédérale pour mettre fin à l'itinérance chronique, évoquant des méthodologies douteuses. Elle a exprimé ses préoccupations quant à l'utilisation des chiffres partiels, qui pourraient orienter les financements vers des populations plus visibles, occultant ainsi celles qui nécessitent une attention particulière.

Elle a abordé la question des ressources d'urgence à Montréal, soulignant qu'il y avait un manque criant d'hébergement. De nombreuses femmes, en particulier, se voient refuser l'accès à ces ressources pour diverses raisons. Elle a mentionné un rapport émanant de cinq ressources à Montréal, documentant la situation précaire des femmes en difficulté.

Concernant Montréal, des tensions dans l'espace public ont été évoquées, et il a été mentionné que le déplacement des personnes sans logement était de plus en plus fréquent. Des solutions temporaires, souvent qualifiées de «plâtres», ont été mises en place.

Celle-ci a souligné le défi lié au manque de logements sociaux adaptés aux besoins des personnes en situation d'itinérance. Les investissements du gouvernement du Québec dans des programmes comme le PSL qui est critiqué pour ses critères stricts et ses contraintes, laissant de nombreuses personnes sans réponse systémique ni accès à des ressources adéquates.

Enfin, elle a pointé du doigt les barrières existantes pour les couples sans abri, en particulier dans les ressources mixtes, et a insisté sur le besoin d'investissements pour créer davantage d'espaces d'urgence. Le manque de clarté dans le calcul des places d'urgence, notamment pendant la période hivernale, a été mentionné, soulignant l'importance de prendre des mesures pour améliorer la situation critique de l'itinérance à Montréal.

Enjeux prioritaires

- Dénombrement des personnes en situation d'itinérance non représentatif de la situation.
- Préoccupations quant à l'utilisation des chiffres partiels, qui pourraient orienter les financements vers des populations plus visibles.
- Le PSL est critiqué pour ses critères stricts et ses contraintes.
- Manque criant d'hébergement d'urgence en itinérance à Montréal.
- Situation précaire des femmes en difficulté.
- Tensions dans l'espace public.
- Défis liés au manque de logements sociaux adaptés aux besoins des personnes en situation d'itinérance.
- Barrières existantes pour les couples sans abri qui n'ont pas accès aux hébergements.

Pistes de solutions

- Besoin d'investissements pour créer davantage d'espaces d'urgence.
- Mesures pour améliorer la situation critique de l'itinérance à Montréal, principalement pendant la période hivernale.
- Adaptation des ressources aux besoins des femmes et des couples.

La Maison du Père

Résumé de la rencontre

Le 16 octobre 2023, une visite à la Maison du Père a fourni des informations cruciales sur les initiatives de logement et d'accompagnement à Montréal, mettant en lumière les défis et les succès de l'organisme.

La Maison du Père gère plus de 225 logements, dont 87 sont dédiés à des programmes de transition, offrant un accompagnement essentiel. Parmi ces logements, une maison de chambres de 50 portes, un pavillon de 54 studios, et des appartements HLM ont été mis à la disposition des personnes en besoin.

La fiducie joue un rôle central dans plusieurs projets, tant en privé qu'avec le Programme de supplément au loyer (PSL). La Maison du Père agit en tant que fiduciaire pour le Projet Logement Montréal, collaborant avec des acteurs tels que Mission Bon Accueil, Old Brewery, et L'Accueil Bonneau.

Un aspect notable de l'effort de logement est le Regroupement des agents accompagnateurs, financé par «Vers un chez-soi», où 70 % du loyer est couvert. L'objectif est de prévenir la perte de logement en trouvant des solutions mieux adaptées pour les personnes pour qui c'est la première expérience d'itinérance.

Le Centre d'accueil, d'hébergement, et de référencement offre des services de prévention visant à éviter que des individus ne se retrouvent en centre d'hébergement. Cela inclut un soutien actif pendant des périodes critiques, comme la perte de logement pendant une hospitalisation. Malheureusement, l'hébergement d'urgence reste la dernière option pour certains, bien que des efforts considérables soient déployés pour fournir des solutions plus durables, en particulier pour les familles et les femmes.

Une augmentation significative de nouvelles situations d'itinérance a été notée avant la pandémie, atteignant 108 nouvelles personnes par mois en juin 2023, contre une moyenne précédente de 60 à 70 par mois. Parmi ces nouveaux arrivants, de nombreux aînés vivent pour la première fois une situation d'itinérance, mettant en lumière le besoin d'éducation sur leurs droits et de soutien adapté. La Maison du Père offre un total de 96 lits, dont 50 sont disponibles en permanence et 46 sont dédiés à l'urgence au jour le jour. Les horaires flexibles permettent aux bénéficiaires de rester de 14 h à 8 h le matin, avec des possibilités de bénévolat et une attention particulière portée à ceux plus fragiles ayant des problèmes de santé.

Les services de santé incluent des soins palliatifs, des services de trois semaines à trois mois, et un soutien spécifique en oncologie. Cependant, le financement, notamment pour les services de déclin cognitif et de réadaptation, est un sujet de préoccupation, et une diminution des incitatifs aux dons de bienfaisance au niveau fédéral pourrait aggraver la situation.

La Maison du Père continue d'œuvrer pour prévenir l'étiquetage des personnes en situation d'itinérance, proposant des solutions telles que des maisons de chambres pour une durée limitée (cinq ans) en raison des difficultés persistantes pour trouver un logement abordable.

En conclusion, la visite a souligné l'importance cruciale des efforts de prévention, des partenariats communautaires, et de la flexibilité dans le financement pour lutter contre l'itinérance à Montréal, en particulier face aux nouveaux défis engendrés par la pandémie et le vieillissement de la population sans-abri.

Enjeux prioritaires

- Augmentation significative de nouvelles situations d'itinérance.
- De nombreux aînés vivent pour la première fois une situation d'itinérance.
- Le financement, notamment pour les services de déclin cognitif et de réadaptation, est un sujet de préoccupation.
- Une diminution des incitatifs aux dons de bienfaisance au niveau fédéral aggrave la situation.

Pistes de solutions

- Besoin d'éducation sur les droits et du soutien adapté pour les aînés en ce qui concerne le logement.
- Financement pour les soins de santé adaptés à la population itinérante.
- Besoin d'incitatif aux dons de bienfaisance.

Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal

Résumé de la rencontre

La rencontre du 16 novembre avec le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal (MMFIM) a mis en lumière des enjeux cruciaux et des défis persistants dans la gestion de la crise de l'itinérance. La discussion a porté sur plusieurs points essentiels pour trouver des solutions durables. Le mouvement a mis de l'avant la nécessité de développer un nombre significatif de solutions pour répondre aux besoins variés des personnes sans abri. Cependant, plusieurs enjeux actuels ont été soulignés.

Un point central de la discussion a été la transformation des organismes en créateurs de logements, les exposant à des risques, car cela dévie de leur mission première. Quatre organismes à Montréal ont déjà subi des coupures de services, entraînant un impact sur les autres. Il a été noté que près de la moitié des personnes sans abri sont des réfugiés, ajoutant une dimension complexe à la crise actuelle.

Le défi de la financiarisation du logement a été soulevé, exprimant le désaccord avec le fait de tirer des profits d'un besoin aussi fondamental que le logement. Le système a été qualifié de « brisé » et, bien que Québec continue d'investir dans la lutte contre l'itinérance, des inquiétudes persistent quant à la capacité de répondre à la demande croissante.

Les discussions ont également fait ressortir l'importance de l'action en prévention. Il a été suggéré qu'offrir un revenu minimum garanti pourrait être une stratégie efficace pour prévenir l'itinérance à la source.

Une critique importante a été formulée à l'encontre du fonctionnement du système carcéral et de la protection de la jeunesse, soulignant qu'ils peuvent contribuer à la production de situations d'itinérance. Il a été suggéré que le financement alloué à la lutte contre l'itinérance devrait être aligné sur la mission des organismes et pérenne pour garantir une efficacité à long terme.

En conclusion, la rencontre du 16 novembre a mis en lumière la nécessité d'approches intégrées, allant de la création de logements adaptés à la prévention en passant par des réformes systémiques pour résoudre les causes sous-jacentes de l'itinérance à Montréal. Les défis actuels exigent une action concertée de la part de tous les acteurs impliqués.

Enjeux prioritaires

- La transformation des organismes en créateurs de logements.
- Coupures de services en itinérance à Montréal.
- La moitié des personnes sans abri sont des réfugiés.
- La financiarisation du logement.
- Le fonctionnement du système carcéral et de la protection de la jeunesse est parfois la cause de certaines situations d'itinérance.

Pistes de solutions

- Agir en prévention.
- Un revenu minimum garanti pourrait être une stratégie efficace pour prévenir l'itinérance à la source.
- Le financement alloué à la lutte contre l'itinérance devrait être aligné sur la mission des organismes et être pérenne.

Autres rencontres pertinentes

Dans le cadre de sa tournée, M. Denis Trudel a rencontré des représentants de différentes organisations œuvrant en itinérance ou en logement, mais n'étant pas rattachées à une région en particulier.

Centre d'amitié autochtone

Résumé de la rencontre

La rencontre avec des acteurs autochtones a révélé des défis significatifs liés à l'itinérance autochtone à Montréal, en particulier en raison de la fermeture imminente de la Maison Raphaël-André, le seul service de nuit dans l'ouest de la Ville. Le projet initial, lancé en mémoire de Raphaël André, a débuté comme une initiative de deux semaines et a évolué pour aider des milliers de personnes en 15 mois.

Les membres fondateurs de la Maison Raphaël-André ont persisté dans leurs efforts en déposant un projet d'hébergement à la Ville de Montréal, ouvrant ainsi le premier projet en milieu urbain géré par des Autochtones.

La particularité de cette ressource réside dans son personnel autochtone à hauteur de 60 %, assurant un environnement sécurisé pour les usagers. Cependant, le bail de l'édifice prendra fin le 30 avril, et son avenir est incertain, car il ne cadre pas toujours dans les financements autochtones, créant une complexité supplémentaire dans les recherches de financement.

Les participants soulignent le besoin urgent d'un autre local pour maintenir le service ouvert, étant le seul dans l'ouest de Montréal. L'accueil chaleureux est souligné comme un élément essentiel, avec une population itinérante autochtone de plus de 5000 personnes sur l'île de Montréal, dont 2000 Inuits.

La discussion s'oriente ensuite vers la création de milieux de vie en milieu urbain visant à favoriser la diplomation. Grâce à des projets soutenus par la SCHL, des logements sociaux ont été créés, notamment à Sept-Îles, Trois-Rivières, et Québec, offrant des unités aux jeunes mamans monoparentales avec deux à trois enfants à charge.

Cependant, les nombreux défis liés aux critères d'admissibilité complexes des programmes de financement sont soulignés, appelant à un assouplissement pour permettre la réalisation de projets visant à désengorger les communautés autochtones. Les programmes actuels, bien que louables, présentent des différences de critères d'admissibilité qui entravent la concrétisation de ces initiatives essentielles. Un appel à la souplesse dans ces critères émerge comme une nécessité pour répondre efficacement aux besoins criants des populations autochtones en situation d'itinérance.

Enjeux prioritaires

- Perte de local le 30 avril 2024.
- Ne cadre pas dans les financements autochtones.
- Défis liés aux critères d'admissibilité complexes des programmes de financement.

Pistes de solutions

- Personnel autochtone pour que les personnes se sentent en sécurité.
- Souplesse dans les critères des programmes de financement pour ne pas exclure inutilement certains organismes.
- Soutien pour les organismes communautaires lorsqu'il y a recherche de local.

Maison Oxygène

Résumé de la rencontre

Le réseau des Maisons Oxygène du Québec, soit dix-sept organisations différentes, se distingue par son engagement envers les hommes en difficulté. Voici un aperçu des aspects clés discutés lors de la récente rencontre en prenant pour exemple la Maison Oxygène de Joliette.

La Maison Oxygène de Joliette propose un séjour de cinq mois au lieu des trois habituels en raison de diverses problématiques. Les participants ont souligné la difficulté de trouver un logement accessible, en particulier pour ceux dépendant de l'aide sociale, le montant alloué étant insuffisant.

Environ 70 % des cas de séjour à la Maison Oxygène résultent de séparations. Il a été noté que ces hommes peuvent tarder à faire leur deuil, souvent par peur de perdre le lien avec leurs enfants.

La maison Oxygène offre entre quatre et douze chambres, avec un volet Second Souffle pour la deuxième étape de la transition. Les participants ont insisté sur la nécessité d'avoir un milieu de vie distinct dans chaque maison.

L'obtention de financement représente un défi perpétuel pour ces initiatives. Le premier plan d'Action en bien-être et santé des hommes a ouvert la voie au financement initial. Ces maisons ont reçu, au cours des deux dernières années, environ 450 000 \$ chacune en fonds d'urgence, via le programme «Vers un chez soi», une première dans le budget gouvernemental.

Un accent particulier a été mis sur la prévention et la résolution des situations d'itinérance familiale, où 24 % des hommes n'ont pas de domicile, laissant la maison aux femmes.

Un projet visant à aider les pères a été évoqué, avec un pourcentage significatif de pères occupant des logements adéquats. Le soutien pour établir des liens avec les propriétaires a été mis en avant, avec des résultats positifs à Joliette.

Les participants ont souligné que l'itinérance familiale n'était pas suffisamment reconnue. Ils ont plaidé pour l'inclusion et le financement de cette dimension dans les initiatives telles que «Vers un chez-soi».

Depuis sa création, le réseau des Maisons Oxygène a fourni environ 100 000 nuitées avec, actuellement, 300 lits. Un suivi statistique est en cours, avec des données à venir après les réunions prévues avec les différentes Maisons Oxygène.

En conclusion, les Maisons Oxygène et les initiatives associées sont déterminées à répondre aux besoins des hommes en situation de crise, avec des projets et des plans d'action en constante évolution pour améliorer et étendre leur impact.

Enjeux prioritaires

- Prolongation des séjours.
- Difficulté pour les hommes de faire leur deuil lors de séparations.
- Défis pour l'obtention de financement.
- L'itinérance familiale n'est pas suffisamment reconnue.

Pistes de solutions

- Le soutien pour établir des liens avec les propriétaires.
- La reconnaissance de l'itinérance familiale comme problématique.
- Soutien lors des séparations pour les hommes.
- Financement adéquat pour ce type d'organisme.

Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ)

Résumé de la rencontre

Lors de la rencontre du 31 mars 2023 avec la CORPIQ, des points cruciaux concernant la situation du logement locatif privé au Québec ont été discutés. Voici un résumé des principaux éléments abordés :

Actuellement, 90 % des logements au Québec sont privés, totalisant environ 1,5 million d'unités. Un rééquilibrage semble difficile à réaliser, à moins que l'État ne rachète massivement les propriétés, ce qui est financièrement improbable.

Les données de la SCHL sont considérées comme assez fiables, bien qu'il y ait un écart temporel dans la collecte d'information. L'augmentation de l'immigration, particulièrement à Gatineau (Ontario) et à Montréal (international), impacte le marché locatif.

À Gatineau, la décision de ne pas construire de nouveaux logements peut aggraver le problème de l'itinérance. Les propriétaires optent souvent pour des locataires jugés plus sûrs, ce qui peut créer d'autres problèmes.

Avec 83 % d'immigrants locataires (cinq ans), l'augmentation de l'immigration exerce une pression significative sur le marché.

Les jeunes rencontrent des difficultés d'accès au logement, et la rétention de propriétés par les aînés accentue la pression.

Bien que la dernière décennie ait vu la construction de nombreux logements, la demande persiste. Montréal a vu la construction de 4 000 logements en quatre ans, tandis que Québec a vu la construction de 22 000 logements par an, actuellement répartis entre le secteur social et privé.

Les promoteurs font face à des défis financiers en raison du système de fixation des loyers, créant un déficit pour eux. Sans soutien de l'État, les loyers pourraient atteindre 1500\$ à 1700 \$/mois, rendant les projets peu viables financièrement.

Une chute de 20 % des mises en chantier était estimée pour 2023, avec une baisse de 32 % dans le secteur locatif. Les répercussions de ces gels pourraient se faire sentir en 2024-2025, entraînant une crise du logement plus grande.

Les politiques publiques devraient adresser la crise en favorisant la construction de logements abordables et en soutenant les locataires. Les seuils d'aide au locataire doivent être ajustés, notamment dans le cadre du Programme de supplément au loyer (PSL).

Enjeux prioritaires

- Un rééquilibrage semble difficile à réaliser.
- L'augmentation de l'immigration exerce une pression significative sur le marché.
- Les jeunes rencontrent des difficultés d'accès au logement.
- La rétention de propriétés par les aînés accentue la pression.
- Les promoteurs font face à des défis financiers en raison du système de fixation des loyers, créant un déficit pour eux.
- Une chute de 20 % des mises en chantier est prévue pour 2023.
- La question de la culture du cannabis dans les logements est un casse-tête législatif, et des discussions sont en cours pour définir les compétences de provinciales et fédérales.

Pistes de solutions

- Des solutions telles que l'encouragement à la construction de logements en dessous de 1000 \$.
- La révision de la législation sur les logements en sous-sol.
- L'évaluation de l'utilisation des terrains fédéraux doit être envisagée.
- L'État doit racheter massivement les propriétés pour rééquilibrage entre le privé et le social.
- Le gouvernement doit offrir des solutions pour baisser les différents leviers de pression (tels que l'immigration) sur le marché.

Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)

Résumé de la rencontre

L'APCHQ met en lumière une série de défis majeurs auxquels fait face le secteur de la construction et de l'habitation. Parmi ces défis, on note une hausse spectaculaire des coûts de construction de l'ordre de 40 %. Cette augmentation significative complique la tâche des entreprises, déjà confrontées à un taux d'inoccupation très bas, oscillant entre 0,6 % et 0,4 %, ce qui entrave leur capacité à accueillir une main-d'œuvre suffisante.

Un des points cruciaux soulevés est la question de l'accessibilité à la propriété. Actuellement, le marché fait face à la pire crise d'abordabilité depuis 30 ans. Les prix des maisons unifamiliales ne cessent d'augmenter, provoquant le recul le plus marqué en trois décennies. Pour rattraper l'Ontario, il faudrait ajouter 300 000 ménages propriétaires, mais la tendance actuelle ne favorise pas cette expansion.

Les jeunes, en particulier, se voient limités dans leur accès à la propriété. Les chantiers prévus affichaient une baisse de 35 % pour l'année 2023, avec seulement, une légère reprise à prévoir par la suite.

Afin de trouver des solutions à ces enjeux, l'APCHQ participe à des rencontres avec des groupes communautaires et des

municipalités pour formuler des suggestions. On souligne l'éventuelle construction de 8000 logements, pour lesquels 1,8 milliard de dollars ont été alloués, bien que ce financement ne soit pas attendu avant 2026, ce qui est jugé insuffisant face à la demande actuelle de 37000 ménages en attente de logements sociaux et abordables.

Un autre point de discussion concerne l'abolition de la taxe de vente fédérale (TPS) pour les constructions neuves. Actuellement, avec un coût médian de 425000 \$, l'APCHQ plaide pour une suppression de cette taxe qui s'applique actuellement sur des propriétés valant jusqu'à 225000 \$. Cette mesure pourrait stimuler le marché, car la hausse des prix actuels dissuade les acheteurs, conduisant les promoteurs à attendre des temps plus favorables.

Enfin, la nécessité de travailler sur une offre de logements plus importante est soulignée et met en avant le volet rénovation comme un élément essentiel à considérer dans la discussion globale sur le logement. Elle rappelle également qu'au Québec, le domaine de l'emploi en construction est limité pour ceux qui viennent d'ailleurs, créant ainsi des obstacles supplémentaires dans un marché déjà sous pression.

Enjeux prioritaires

- Hausse des coûts de construction de l'ordre de 40 %.
- Taux d'inoccupation très bas, entravant la capacité à accueillir une main-d'œuvre suffisante en construction.
- Pire crise d'abordabilité depuis 30 ans.
- Les prix des maisons unifamiliales ne cessent d'augmenter.
- Les jeunes, en particulier, se voient limités dans leur accès à la propriété.
- Le domaine de l'emploi en construction est limité pour ceux qui viennent d'ailleurs.

Pistes de solutions

- Financement rapide pour la construction de logements.
- L'abolition de la taxe de vente fédérale (TPS) pour les constructions neuves.
- La nécessité de travailler sur une offre de logements plus importante.
- Le volet rénovation comme un élément essentiel à considérer.

Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)

Résumé de la rencontre

Un représentant de la FLHLMQ, a partagé ses préoccupations lors d'une réunion le 23 août 2023, notamment sur l'inefficacité de la Stratégie nationale sur le logement. Il souligne la nécessité d'adopter des mesures préventives plus robustes et pointe du doigt l'absence d'imputabilité lors des changements de ministres.

Il rappelle que dans les années 1979, le gouvernement fédéral a financé la construction de 10000 logements par an au Québec. Sous le programme à frais partagés entre le Canada et le Québec, 5000 logements étaient destinés aux coopératives et organismes à but non lucratif, et les 5000 autres à diverses initiatives.

Le Québec, selon M. Pilon, doit recevoir un financement substantiel du gouvernement fédéral pour répondre aux besoins en logements sociaux.

Il évoque également une entente de 2 milliards entre le Canada et le Québec sur le logement en octobre 2020, avec trois volets distincts.

Il souligne le besoin de rénover les logements à loyer modique (HLM), notamment avec une subvention du gouvernement fédéral pour maintenir des loyers abordables. Il fait part de ses inquiétudes quant à la possibilité que ces loyers augmentent à mesure que le

financement diminue. Il mentionne également que, d'ici 2028, 75 % des conventions des HLM appartiendront au Québec.

Les offices municipaux d'habitation sont mentionnés comme des acteurs clés dans la gestion de la crise pour les plus pauvres. Il insiste sur le besoin de programmes compréhensibles, soulignant que les critères disparates actuels créent de la confusion.

Enfin, la détérioration du parc de logements, notamment à Montréal, est soulignée, avec un besoin urgent de financement pour des rénovations estimées à plus de 2 milliards de dollars. M. Pilon plaide pour une action rapide du gouvernement fédéral pour répondre à ces défis complexes et pressants.

Enjeux prioritaires

- Désengagement du fédéral en matière de logement.
- Détérioration du parc de logements locatifs, entre autres les HLM.
- Possibilité d'augmentation des loyers de logements sociaux selon le financement reçu par les gouvernements.
- Critères disparates des programmes en construction actuels créant de la confusion.

Pistes de solutions

- Financement substantiel du gouvernement fédéral pour répondre aux besoins en logements sociaux.
- Entente rapide entre Canada et Québec pour les financements en rénovation pour les HLM.
- Besoin de programmes compréhensibles.

Réseau Solidarité itinérance Québec (RSIQ)

Résumé de la rencontre

Voici une liste des revendications faites par le RSIQ et ses membres : Recommandations pour «Vers un chez-soi». Une augmentation de 30 % des investissements pour prévenir et réduire l'itinérance au Québec par l'entremise de «Vers un chez-soi» est impératif pour faire face à la crise actuelle. Le RSIQ préconise également la mise en place d'un chantier visant à identifier précisément les besoins des communautés pour le budget de 2024.

Le gouvernement fédéral doit appliquer une indexation annuelle à l'entente «Vers un chez-soi», correspondant à la moyenne mobile sur trois ans de la croissance du PIB nominal. Une garantie par la loi d'au moins 3 % par année est nécessaire pour répondre adéquatement aux besoins des personnes en situation d'itinérance, rétroactive à 2022.

Respect de l'approche globale et communautaire

Le RSIQ souligne l'importance que le gouvernement affecte les fonds de «Vers un chez-soi» en respectant l'approche globale et communautaire, en renforçant ses visées préventives, et ce, dans le respect de la Politique nationale de lutte à l'itinérance du Québec.

Le rapport insiste sur la nécessité que le gouvernement fédéral respecte l'autonomie des régions dans leur processus de gestion des fonds. Les organismes communautaires sur le terrain soient identifiés comme les mieux placés pour élaborer leur planification communautaire afin de prévenir et réduire l'itinérance au Québec.

Investissement récurrent dans les nouveaux logements sociaux

Le RSIQ recommande que le gouvernement fédéral s'engage à investir de manière récurrente 3 milliards de dollars par an dans le financement de nouveaux logements sociaux. Cette mesure vise à répondre au besoin pressant de logements abordables et accessibles pour les personnes en situation d'itinérance.

En tant qu'acteur clé dans la lutte contre l'itinérance au Québec, le RSIQ appelle à des mesures immédiates et durables pour faire face à cette crise sociale. Ces recommandations, si mises en œuvre, contribueront à renforcer les initiatives actuelles, à autonomiser les communautés locales et à offrir un soutien essentiel aux personnes en situation d'itinérance. Le RSIQ reste engagé dans la réalisation de ces objectifs et collabore avec les décideurs et le grand public pour faire de la fin de l'itinérance une réalité au Québec

Enjeux prioritaires

- Flexibilité dans la gestion des fonds du programme «Vers un chez-soi».
- Financement inadéquat compte tenu de la réalité de l'itinérance en augmentation.
- Manque de logements sociaux.

Pistes de solutions

- Une augmentation de 30 % des investissements dans le programme «Vers un chez-soi».
- Mise en place d'un chantier visant à identifier précisément les besoins des communautés pour le budget de 2024.
- Indexation annuelle d'au moins 3 % à l'entente «Vers un chez-soi», correspondant à la moyenne mobile sur trois ans de la croissance du PIB nominal.
- Respect de l'approche globale et communautaire.
- Investissement récurrent de 3 milliards de dollars par an dans le financement de nouveaux logements sociaux.



Conclusion et recommandations

CONCLUSION

Le rapport offre une vision des enjeux critiques liés à l'offre du logement et à l'itinérance au Québec, basée sur les témoignages d'une tournée exhaustive et des données provenant de sources variées. Cette analyse approfondie met en lumière les défis complexes auxquels font face les habitants du Québec, mais aussi les pistes de solutions concrètes pour y remédier.

Suite aux différentes rencontres, l'un des éléments demandés un peu partout à travers le Québec est la concertation des différents acteurs afin d'arrimer les programmes et favoriser ainsi le développement de logements sociaux, communautaires et de logements véritablement abordables.

Les enjeux réels, issus de la tournée, dépeignent une réalité poignante avec des exemples concrets, tels que l'augmentation de l'itinérance en région, la situation précaire des logements, les discriminations envers les Premières Nations, l'achat spéculatif de maisons de chambres, la division des grandes familles, et bien d'autres. Ces réalités variées soulignent l'ampleur de la crise du logement et de l'itinérance au Québec.

La critique de la Stratégie nationale sur le logement est étayée par les constats sur le terrain, soulignant les lacunes importantes dans la réponse aux besoins réels de la population. Les recommandations de la défenseure fédérale du logement suite au budget fédéral 2023 mettent en évidence l'urgence d'une refonte de la Stratégie nationale sur le logement, avec un accent particulier sur le financement accru de l'Initiative de logement rapide, la création d'un nouveau fonds d'acquisition, l'augmentation de l'allocation canadienne pour le logement, et des investissements dans le programme « Vers un chez-soi ».

Le financement adéquat du logement et le respect du droit au logement pour chacun est apparu comme un incontournable, tout comme le financement des organismes oeuvrant en itinérance et le développement du logement transitoire. Selon nous, un transfert unique, sans conditions, en logement, du fédéral vers Québec, permettrait la réalisation de ces objectifs.

L'ajustement des normes des programmes aux réalités des milieux, la reconnaissance de l'apport du réseau communautaire en ce qui a trait aux solutions, sont également des éléments entendus dans diverses régions.

Enfin, le terme "abordabilité" a été largement critiqué. La demande des milieux ? L'adoption d'une définition commune de l'abordabilité d'un logement uniforme et conséquente et qui devrait tenir minimalement compte de :

Variabilité régionale : Les marchés immobiliers varient considérablement d'une région à l'autre au Québec. La définition de l'abordabilité doit tenir compte des différences régionales. Par exemple, les défis liés au logement en Abitibi-Témiscamingue, alors qu'il existe une grande disparité entre les revenus des travailleurs des mines et les travailleurs locaux.

Coût de la vie : La définition de l'abordabilité pourrait bénéficier d'une prise en compte du coût de la vie, y compris les dépenses associées à d'autres besoins essentiels tels que les transports, la garde d'enfants et les soins de santé.

Dynamiques du marché : Les indicateurs de l'abordabilité basés sur le pourcentage du revenu consacré au logement peuvent ne pas refléter pleinement les réalités du marché immobilier, notamment l'accessibilité aux logements abordables et la stabilité des prix.

Évolution des revenus : Une définition statique basée sur un pourcentage fixe du revenu peut ne pas tenir compte de l'évolution des revenus des ménages au fil du temps.

Soulignons le fait que les milieux ont largement mentionné que la subvention de logements qui se loueront ensuite à gros prix ne fait pas partie des priorités actuelles sur le terrain.

PISTES DE SOLUTIONS DU BLOC QUÉBÉCOIS

Ultimement, la meilleure solution serait l'envoi d'un **transfert unique, sans conditions**, en logement, du fédéral vers Québec, comme c'est le cas en santé, ce qui contribuerait à une diminution des délais et donc des coûts.

1	2
L'augmentation du financement dédié au logement social et communautaire.	La simplification des programmes et l'arrimage avec les programmes du Québec.
3	4
La poursuite d'un objectif de 20 % de logements sociaux et communautaires.	La mise en place d'un fonds d'acquisition pour le secteur social et communautaire.
5	6
La réduction des taux d'intérêt pour la construction de logements sociaux et abordables pour les personnes à faible revenu.	La création d'un programme de prêts à bas taux pour les premiers acheteurs.

PISTES DE SOLUTIONS DU BLOC QUÉBÉCOIS

7	8
La mise en place d'actions concrètes pour contrer la financiarisation. (Faire en sorte que le logement ne soit plus un objet de spéculation.)	La redéfinition du terme «abordable» dans les programmes qui répond aux besoins des ménages et des différentes régions du Québec.
9	10
Le renforcement de la loi anti-flip en augmentant à 2 ans (ou plus) la période pendant laquelle un propriétaire doit conserver sa maison ou ses propriétés pour bénéficier de l'exemption de gains en capital sur les profits de la vente, sauf exceptions.	L'augmentation et l'indexation du seuil des coûts de rénovation permis par porte pour les HLM sous convention.
11	12
Rendre accessibles plus de terrains et de bâtiments dans le programme des terrains fédéraux.	L'augmentation, la pérennisation et l'indexation du financement en itinérance.

En résumé, le rapport met en évidence une crise complexe nécessitant des solutions audacieuses et immédiates. Les recommandations convergent vers la nécessité d'une action concertée pour garantir le droit fondamental au logement pour tous les citoyens québécois et plaident pour une refonte urgente de la Stratégie nationale du logement.

LA TOURNÉE EN IMAGES



Bibliographie

Bureau du vérificateur général du Canada. 2022. 2022 — Rapports 5 à 8 de la vérificatrice du Canada au Parlement du Canada. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_202211_05_f_44151.html.

Page consultée le 29 décembre 2023.

Calí Tzay, José Francisco. 2023. Visite au Canada : Rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, A/HRC/54/31/Add.2. 24 juillet 2023. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G23/139/13/PDF/G2313913.pdf?OpenElement>.

Page consultée le 29 décembre 2023.

CCDP (Commission canadienne des droits de la personne). (2023). Plaidoyer pour un changement : la crise du logement au Canada. Rapport annuel au ministre 2022–2023 présenté par le Bureau du défenseur fédéral du logement.

<https://logement.rapportccdp.ca/index-fr.html>. 76 pages.

Page consultée le 29 décembre 2023.

Chambre des communes. 2023. Financiarisation du logement. Rapport du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées. Octobre 2023. 44^e législature. 1^e session. https://publications.gc.ca/collections/collection_2023/parl/xc67-1/XC67-1-1-441-12-fra.pdf. 67 pages.

Page consultée le 3 janvier 2024.

Champoux, Martin. 2022. Communiqué du 25 août 2022 : Le député Martin Champoux initie une table d'échanges sur la situation préoccupante du logement dans Drummond. <https://martinchampoux.com/le-depute-martin-champoux-initie-une-table-dechanges-sur-la-situation-preoccupante-du-logement-dans-drummond/>.

Page consultée le 3 janvier 2024.

Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). 2021. Les grands indicateurs du marché locatif pour les cinq secteurs de la CMM. Mai 2021.

https://observatoire.cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2021/11/Portrait_logement_locatif_5_secteurs_CMM.pdf. 12 pages. Page consultée le 5 janvier 2024.

FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain). 2023. Dossier noir — Logement et itinérance au Québec. 8^e édition. Septembre 2023.

<https://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2023/09/DossierNoirFRAPRU2023-web.pdf>. 23 pages. Page consultée le 29 décembre 2023.

FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain). 2018. Lettre ouverte [Le Québec privé de 65 000 logements sociaux, en raison d'une décision prise il y a vingt ans par le gouvernement fédéral - FRAPRU](#)

Gouvernement du Canada. 2018. Stratégie nationale sur le logement du Canada. Publiée le 30 janvier 2018.

https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sf/project/placetocallhome/pdfs/canada-national-housing-strategy-fr.pdf?rev=26f8cfdc-a3e3-48b3-aa68-011e6ac6ccea&_gl=1*w7ttuo*_ga*MTE0NDY0Mzc0NS4xNzA0MzEzMDUy*_ga_CY7T7RT5C4*MTcwNDM5NDY4OS4zLjEuMTcwNDM5NTUyNi4yOS4wLjA.*_gcl_au*MTMINjMxMjQ0MC4xNzA0MzEzMDUy. 45 pages,

Page consultée le 4 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2023. Dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible au Québec : Rapport de l'exercice du 11 octobre 2022.

https://www.msss.gouv.qc.ca/inc/documents/ministere/salle-de-presse/Fiche_technique_Resultats_denombrement_2022_23-09-01_VF.pdf.

Page consultée le 3 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024a. Démographie.

<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/monteregie/portrait-regional/demographie>. Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024b. Occupation du territoire.

<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/monteregie/portrait-regional/occupation-du-territoire>,

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024c. Démographie.

<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/lanaudiere/portrait-regional/demographie>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024d. Répertoire des municipalités.

<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/61025/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024e. Répertoire des municipalités.

<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/mrc/610/>. Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024f. Répertoire des municipalités.

<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/mauricie/portrait-regional/occupation-du-territoire/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024g. Occupation du territoire.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/capitale-nationale/portrait-regional/occupation-du-territoire>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024h. Occupation du territoire.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/gaspesie-iles-de-la-madeleine/portrait-regional/occupation-du-territoire>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024i. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/08053/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024j. Occupation du territoire.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/bas-saint-laurent/portrait-regional/occupation-du-territoire>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024 Répertoires des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/10043/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024l. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/12072/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024m. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/11010/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024n. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/64015/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024o. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/60013/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024p. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/64008/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024q. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/63060/>.

Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024r. Occupation du territoire.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/abitibi-temiscamingue/portrait-regional/occupation-du-territoire>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024s. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/89008/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024t. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/86042/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024u. Occupation du territoire.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/saguenay-lac-saint-jean/portrait-regional/occupation-du-territoire>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024v. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/91042/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024w. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/93042/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024x. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/94068/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024y. Occupation du territoire.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/estrie/portrait-regional/occupation-du-territoire>. Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024z. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/47017/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024aa. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/43027/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ab. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/49058/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ac. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/39062/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ad. Occupation du territoire.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/laurentides/portrait-regional/occupation-du-territoire>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ae. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/73005/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024af. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/74005/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ag. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/75017/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ah. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/78032/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ai. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/78005/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024aj. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/79088/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ak. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/97007/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024al. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/96020/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement).2024 . Information sur le marché de l'habitation : Rapport sur l'offre de logements. Janvier 2024. [rnr-quebec-2023-fr.xlsx \(live.com\)](#).

SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement). 2023 c. Information sur le marché de l'habitation : Rapport sur l'offre de logements. Octobre 2023. https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/cmhc/professional/housing-markets-data-and-research/market-reports/housing-supply-report/housing-supply-report-2023-11-fr.pdf?rev=8bb988a1-1ff4-48e6-9df1-d957da511e18&_gl=1*tukat4*_ga*MTE5NTM3Mjc2Mi4xNzAxMzY1Njc0*_ga_CY7T7RT5C4*M TcwMzE1NzkzNS41LjEuMTcwMzE1Nzk4OS42LjAuMA..*_gcl_au*MzExNTA2MDMzLjE3MDEzNjU2NzQ.

Page consultée le 29 décembre 2023.

SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement). 2023 b. Le marché de l'habitation : Rapport sur le marché locatif. Mars 2023. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/-/media/sites/cmhc/professional/housing-markets-data-and-research/market-reports/rental-market-report/rental-market-report-2022-fr.ashx>. 180 pages.

Page consultée le 29 décembre 2023.

SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement). 2023 d. Mise à jour sur la pénurie de logements au Canada, communiqué du 13 septembre 2023.

<https://www.cmhc-schl.gc.ca/salle-de-presse/news-releases/2023/mise-jour-penurie-logements-canada>.

Page consultée le 3 janvier 2024.

SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement). 2023a. Stratégie nationale sur le logement. Janvier 2023. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/strategie-nationale-sur-le-logement>.

Page consultée le 29 décembre 2023.

Statistique Canada. 2021. Les conditions de logement des Premières Nations, des Métis et des Inuits au Canada selon les données du Recensement de 2021. Diffusé le 21 septembre 2022. 10 pages. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-X/2021007/98-200-X2021007-fra.cfm>.

Page consultée le 29 décembre 2023.

Trudel, Denis. 2023. Communiqué du 31 janvier 2023 : Le Bloc Québécois lance une tournée du Québec sur la pauvreté, l'itinérance et le logement.

<https://denistrudel.quebec/wp-content/uploads/2023/01/31-JANVIER-2023-Le-Bloc-lance-une-tournee-du-Quebec-sur-la-pauvrete-litinerance-et-le-logement.pdf>.

Page consultée le 4 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024am. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/81017/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024an. Répertoire des municipalités.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/66023/>.
Page consultée le 5 janvier 2024.

Gouvernement du Québec. 2024ao. Répertoire des municipalités.
https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/habitation/Portrait_habitation_region_06.pdf.
Page consultée le 5 janvier 2024.

HYPOSTAT. 2018. A review of Europe's mortgage and housing markets (p.9)
[hypostat-2018-final.pdf](https://www.hypostat-2018-final.pdf) (union-habitat-bruxelles.eu)

AFAC (L'association des femmes autochtones du Canada/Native Women's Association of Canada). 2020. Rapport du projet sur le logement — Résumé. 31 mars 2020. 17 pages.
<https://nwac.ca/assets-knowledge-centre/Rapport-du-projet-sur-le-logement-Resume-2020.pdf>.
Page consultée le 29 décembre 2023.

Pilon, Marie-Claude. 2020. Logement social dans Salaberry-Suroît : le fédéral doit débloquer rapidement les sommes dues au Québec. Néomédia. 12 juin 2020.
<https://www.neomedia.com/vaudreuil-soulanges/actualites/valleyfield/396307/logement-social-dans-salaberry-suroit-le-federal-doit-debloquer-rapidement-les-sommes-dues-au-quebec>.
Page consultée le 3 janvier 2024.

Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ). 2023. Crise du logement – On s'enfoncé encore plus! Mars 2023.
<https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2023/06/On-senfonce-encore-plus-Kijiji-2023-RCLALQ.pdf>. 29 pages.
Page consultée le 5 janvier 2023.

RSIQ (Réseau solidarité itinérance du Québec). 2023. Mémoire pour les consultations prébudgétaires fédérales 2023. Avis en prévision du budget fédéral 2023. Mars 2023.
<https://itinerance.ca/wp-content/uploads/2023/03/Avis-RSIQ-en-prevision-du-budget-federal-2023-1.pdf#:~:text=Le%20RSIQ%20demande%20%3A%20Une%20indexation%20correspondant%20à,en%20situation%20d'itinérance%20qui%20sera%20rétroactive%20à%202022.> 6 pages.
Page consultée le 29 décembre 2023.

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

FOHBGI
Abri de la Rive-Sud
ACEF des Basses-Laurentides
ACEF Lanaudière
Action famille Lavaltrie.
Action Logement de l'Est
Action logement Duberger-Les Saules
Action populaire Rimouski-Neigette
Action-Habitation
Action-Logement Lanaudière
Actions dépendance
AMINATE
Angéline
AQDR Haut-Richelieu
AQDR National
AQDR section L'Assomption
AQDR Val-D'or
Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est
Association de promotion et d'éducation en logement
Association des locataires Centre-du-Québec
Association des locataires de Sherbrooke
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)
Association Générale des Étudiantes et Étudiants du Cégep de Chicoutimi (AGEECC)
Association québécoise de défense de droits des personnes retraitées
ATENA
Représentant député Daniel Bernard
Auberge Sous mon Toit
Bouffe Laurentienne
BRAS Outaouais
Bureau du député Sol Zanetti de Jean-Lesage
CAB "Les p'tits bonheurs" de Saint-Bruno
CAB Montcalm
Café communautaire L'Accès
Café de rue Solidaire de Terrebonne
Café Parenthèse
Caisse Desjardins de Limoilou
Carrefour Actions populaire de Saint-Jérôme
Carrefour Alimenter L'Espoir de Blainville
Carrefour Jeunesse-Emploi de Témiscouata

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Carrefour jeunesse-emploi des Moulins
Carrefour Jeunesse-Emploi Thérèse-De Blainville
CDC de la Rivière-du-Nord. Participante du projet de Studios communautaires.
CDC des Deux-Rives
CDC Haut-Richelieu-Rouville
Cégep de Jonquière
Cégep de St-Jérôme
Cégep GIM
Centraide
Centraide Saguenay-Lac-Saint-Jean
Centre d'Hébergement multiservice de Mirabel;
Centre d'action bénévole de Waterloo
Centre d'action bénévole des Moulins
Centre d'action bénévole Émilie-Gamelin
Centre d'amitié autochtone
Centre de dépannage Bromont
Centre de Femmes au Quatre-Temps
Centre de femmes de la Vallée de La Matapédia
Centre de Femmes Montcalm
Centre de jour
Centre de ressources périnatales La Mèreveille
Centre de ressources pour hommes Optimum SLSJ
Centre de Rétablissement le Renfort
Centre de Santé et Services Sociaux de la Haute-Yamaska
Centre de service scolaire LSJ
Centre d'entraide Racine Lavoie
Centre d'Entraide Thérèse-De Blainville
Centre des Femmes de Forestville
Centre d'intervention le Rond-Point
Centre L'Accalmie
Centre Le Havre
Centre le Phare
Centre l'Envolée
Centre l'Escale de Jonquière
Centre Mamik Lac-St-Jean
Centre Rayons de femmes
Chambre de commerce de Saint-Jean-de-Dieu
Chambre de commerce de Val-d'Or
Chambre de commerce et de l'industrie de Saint-Jérôme Métropolitain
Chambre de commerce du Témiscouata
Chaumière Jeunesse Lanaudière

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

CIPTO
CISSS de la Gaspésie
CISSS de Lanaudière
CISSS des Laurentides
CISSS des Laurentides, Programme ESPOIR (itinérance)
CISSS du Bas-Saint-Laurent
CISSS Lanaudière
CISSSAT
Cité des Bâisseurs
CIUSSCN Organisation communautaire
CIUSSS CN
CIUSSS MCQ
CIUSSS SLSJ
CIUSSS SLSJ, DSPu, CLSC de Robeval.
CIUSSSCN
CJE Les Pays-d'en-Haut
CJE Maskinongé
CJE PDH
CLSC de Jonquière
CLSC Maria-Chapdelaine
Club de l'âge d'or «Vive la joie»
Coalition pour le droit au logement de l'agglomération de Longueuil
Collectif 0-25 ans
Collectif de défense des droits de la Montérégie
Collectif régional de lutte contre l'itinérance en Outaouais (CRIO) et
Collège d'Alma
Comité AVEC Mitis
Comité des citoyens et des citoyennes du quartier St-Sauveur
Comité du travail de rue d'Alma
Comité local de développement social MRC Joliette / Office municipal d'habitation de Joliette
Comité Logement Rimouski
Comité logement Rive-Sud
Communauté métropolitaine de Québec
Conseil d'administration de la TRARA
Conseil de quartier du Vieux-Québec-Cap-Blanc-Colline parlementaire
coop de solidarité l'autre-toit
Coop des Quatres Vents
Coop du Haut de la Rue
Coopération d'habitations Le Bocage
Coopérative d'habitation l'Entre-Gens de Saint-Ulric
Coopérative d'aide à domicile Les Moulins

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Coopérative de Solidarité Le Chez-Nous du Communautaire des Moulins
Coopérative La Grande Ourse
Corporation de développement communautaire de Beauport
Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska
Corporation de développement communautaire des Bois-Francs
Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides;
Corporation de développement communautaire Rivière-du-Nord
Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ)
Corporation du développement communautaire de Mirabel
CREDIL
CSN
CSSS Haute-Yamaska
Cuisine collective Beauport
Cuisines collectives de la Montérégie
Défis-logis Lanaudière
Démarche régionale en développement social Laurentides
Député de Matane-Matapédia
Députée de Bonaventure
Développement social du territoire de la MRC Maskinongé
Dynamique des handicapés de Granby et Région
Dynamique des personnes handicapées de Granby et Région
Écluse des Laurentides
Éclusier du Haut-Richelieu
Église Nouveau départ
Ensoleilvent
Entr'elles
Escouade itinérance
Espaces famille de Waterloo et région
Étape emploi
Famille à cœur
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)
Fédération des OSBL d'habitation des 3L (FOH3L)
Fédération régionale des OSBL d'habitation de Québec, Chaudière-Appalaches (FROHQC)
Fédération régionale des OSBL d'habitation du Saguenay-Lac-St-Jean ,Chibougamau-Chapais et Côte-Nord
Fédération régionale des OSBL d'habitation du Saguenay-Lac-St-Jean, Chibougamau-Chapais et Côte-Nord
Ferme Héritage Miner
Fondation Ancrage Jeunesse
Fondation famille Jules-Dallaire
Francisation dans la Baie-des-Chaleurs

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

FROH Saguenay-Lac-St-Jean-Côte-Nord-Chibougameau-chapais
FROHQC
GASP
Gîte Jeunesse Ste-Foy
GRAPE
Groupe actions solutions pauvreté (GASP)
Groupe de ressources techniques Réseau 2000+
Groupe d'information et de défense des droits sociaux (GIDDS)
Groupe IMAGE de l'Abitibi-Témiscamingue
Groupe Ressource en logements collectifs
Groupe ressources techniques de St-Hyacinthe
GRT des Laurentides
Habitat Jeunesse Mascouche
Habitations Communautaires Longueuil
HABITATIONS L'EQUERRE INC
Habitations Rive Gauche
Horizon Emploi
Inclusion
Infologis Mauricie
Inter-Femmes
IPQ inc.
IRIS Estrie
Justice Alternative Haut-Richelieu
L'AZimut - Partage Notre-Dame
La Colombe
La Halte du Coin
La Hutte Hébergement d'urgence
La Lucarne
La Maison d'accueil pour sans-abri
La Maison du Cheminement
La Maison du Compagnon de La Sarre inc
La Maison Le Coudrier
La Soupière Joliette Lanaudière
L'Accueil d'Amos
L'Annexe à Roland
L'Antre-Temps
Le Centre d'aide La traverse
Le Gîte Ami,
Le Pas De Deux
Le Pivot
Le Pont de Rouyn-Noranda Inc.

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Le Relais de Mascouche
Le Tremplin 16-30
Le Vaisseau D'Or (des Moulins)
L'Entraide Chez Nous
Les Habitations Chute-aux-Outardes
Les Habitations partagées du Saguenay (Cohabitation Saguenay)
Les Habitations Paul-Pratt
Les logements adaptés de Matane
Les Œuvres Isidore Ostiguy,
Les Sentiers, cimetière naturel
Logemen'occupe
Logival
MAGE-UQAC
Maire de Matane
Maire de Mont-Joli
Maire de Pointe-à-la-Croix
Maire de Prévost
Maire de Roberval
Maire de Saint-Jérôme
Maire de St Calixte, Michel Jasmin
Maire de St-Esprit, Germain Majeau
Maire de St-Lin Mathieu Maisonneuve
Mairie de St-Alexis, Michel Ricard
Maison l'Arc-en-ciel
Maison d'accueil le joins toi
Maison d'accueil pour sans-abri
Maison de la Famille des Basques
Maison de la Famille du Nord
Maison des jeunes le Dôme
Maison des jeunes l'Exit de Waterloo
Maison d'hébergement jeunesse Roalnd-Gauvreau
Maison d'hébergement La Volte-Face
Maison du Compagnon de La Sarre
Maison du père
Maison du Soleil Levant
Maison L'Émergence
Maison le Paravent
Maison le Point Commun
Maison le Rivage de La Baie et du Bas Saguenay
Maison Lyse-Beauchamp
Maison Maguire

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Maison Oxygène de Québec
Maison Oxygène Joliette-Lanaudière
Maison Oxygène L'Assomption
Maison Oxygène Laurentides
Maison Phoenix
Marmite fumante
MEPAC
MHPD Le Passant
Mouvement personne d'abord ste therese
Mouvement pour mettre fin à l'itinérance
Mouvement pour mettre fin à l'itinérance
MRC d'Abitibi
MRC d'Abitibi-Ouest
MRC d'Autray
MRC de Charlevoix-Est
MRC de La Haute-Côte-Nord
MRC de la Mitis
MRC de Maria-Chapdelaine
MRC de Matawinie
MRC de Montcalm
MRC DE Rivière-du-Nord
MRC de Témiscamingue
MRC de Témiscouata
MRC des Basques
MRC des Laurentides
MRC Domaine-du-Roy
MRC du Domaine-du-Roy
MRC Les Moulins, conseillère au développement social
MRC Matapédia
MRCAO
Municipalité d'Amqui
municipalité de Mont-Blanc
Municipalité de Sainte-Marie-Salomé
Municipalité de Saint-Placide
Municipalité de Sherbrooke
Municipalité de St-Jacques
Municipalité de St-Liguori
Municipalité des Éboulements
Municipalité Ste-Julienne
Oasis Santé mentale
Office d'habitations de la Matanie
Office d'habitation Au coeur de chez nous

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Office d'habitation des 5 Fleurons
Office d'habitation Domaine du Roy
Office d'habitation Jeannois
Office d'Habitation Lac Abitibi
Office d'habitation Maria-Chapdelaine
Office d'habitation Thérèse-De Blainville
Office hab. Baie-des-Chaleurs
Office municipal d'habitation Granby et Bromont
Office Municipal d'Habitaiton de Joliette
Office municipal d'habitation de Amqui
Office Municipal d'Habitation de Baie-Saint-Paul
Office municipal d'habitation de Lanaudière Sud
Office Municipale d'Habitation de Lanaudière Sud
OH de La Matapédia
OH de La Mitis
OH de Montcalm et Matawinie
OHVW
OMH Cote de Beaupré
OMH de Lanaudière Sud
OMH de Sept-Îles
OMH des Hautes-Laurentides
OMH Haut-Richelieu
OMH Havre-Saint-Pierre
OMH Saguenay
OQPAC
ORH du lac des Deux-Montagnes
Original tatoué, café de rue
Our Harbour /Le havre a nous
Paroisse St-Bernardin
Partage Notre-Dame/L'Azimut
Passe-moi la puck
Patro de Jonquière
Patro de Jonquière / Travail de rue
Patro Roc-Amadour
Pech
Point de rue
Popote Roulante Les Moulins
Portes ouvertes sur le Lac
Préfet de la MRC Avignon
Préfet de la MRC de La Matanie
Préfet de la MRC de La Mitis
Préfète de la MRC de Matapédia

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Premier Envol
Propulsion Lanaudière et Maison L'Intersection
RAIIQ
RAPSIM
Rayon de partage en santé mentale
Récif 02
Regroupement pour l'Aide aux Itinérants et Itinérantes de Québec (RAIIQ)
rencontre logement
Repit Jeunesse
Réseau D'Habitations chez Soi
Réseau québécois de développement social (RQDS)
Résidence St-Joseph
Ressources communautaires ACJ+
Resto Pop Thérèse-De Blainville
ROCASM-BF
RSIQ (Réseau solidarité itinérance Québec)
S.O.S. Dépannage
SAFIMA
Saint-Lin-Laurentides
SANA Avignon-Bonaventure
SANAM
SARL de La Mitis
Service correctionnel Canada, Services de santé mentale dans la collectivité
Service d'aide à la famille immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)
Service de police de St-Eustache
Service d'intervention de proximité Domaine-du-Roy
SERVY
Société de Logements populaires de Lanaudière
Société Saint-Vincent-de-Paul de Saint-Jean-sur-Richelieu
Solidaires Chez-Nous / Portail moulinois solidaire / Coopérative de Solidarité Le Chez-Nous du Communautaire des Moulins
Solidarité GIM
SOSACO
Sources Vives
Soutien communautaire Berthier
Stratégie Carrière
Syndicat de l'Enseignement de la région de La Mitis
Table de logement MRC Avignon
Table des Groupes Populaires Côte-Nord
Table des partenaires du développement social de Lanaudière - Chantier régional en habitation

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Table itinérance de Sherbrooke
Table Itinérance Rive-Sud
TAPAJ
Transit Sept-Îles
Transition pour elles
TRARA et de la coopérative "Le Hameau de Prévost"
Travail de rue de Granby (rattaché au Partage Notre-Dame)
Travail de rue de Granby (rattaché à la Maison des jeunes La Barak)
Travail de Rue de Mirabel
Travail de rue de Waterloo (rattaché à la Maison des jeunes l'Exit)
Travail de Rue Lavaltrie (TRueL)
Travail de rue Le TRAJET
Travail de Rue Repentigny
TRIP Jeunesse Beauport
Un toit pour tous – MRC des Pays-d'en-Haut
UQAT
UQAT
Valcanton
Vilavi
Ville d'Alma
Ville de Blainville
Ville de Charlemagne
Ville de Dolbeau-Mistassini
Ville de Granby
Ville de Joliette
Ville de L'Assomption
Ville de Mascouche
Ville de Mont-Laurier
Ville de Montréal
Ville de Québec
Ville de Repentigny
Ville de Rivière-Rouge
Ville de Saguenay - Cabinet du conseiller désigné
Ville de Sainte-Françoise
Ville de Sainte-Thérèse
Ville de Saint-Eustache - Développement de la communauté
Ville de Saint-Félicien
Ville de Saint-Hippolyte
Ville de Saint-Jean-de-Dieu
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
Ville de Terrebonne
Ville de Trois-Pistoles

Annexe A: Liste des organisations et acteurs rencontrés pendant la tournée

Ville de Trois-Pistoles

Ville de Waterloo

Ville Val-David

Ville Val-des-Lacs

Ville Val-Morin

Zone Emploi

NOTES

Pour obtenir des renseignements
complémentaires:

Priscillia Laplante, Adjointe parlementaire,
Bureau de Denis Trudel
Député de Longueuil - Saint-Hubert
192,rue St-Jean, bureau 200 Longueuil, Québec,
J4H 2X5
450-928-4288
priscillia.laplante.343@parl.gc.ca

